

Débattre des valeurs

Nos politiques publiques comme nos comportements privés mettent en œuvre les priorités que nous donnons à nos existences, les valeurs auxquelles nous sommes collectivement attachés. Celles-ci évoluent, parfois lentement, parfois plus rapidement. À l'orée de ce nouveau millénaire, nous avons eu l'idée de susciter un débat sur les valeurs qui nous unissent ou éventuellement nous séparent. Afin de rendre le débat plus accessible, nous voulions asseoir cette réflexion sur des réalités observables – l'opinion de nos contemporains – et non pas partir de discours trop bien pensés, mais extérieurs à chacun. Nous avons donc eu recours aux résultats d'enquêtes successives qui permettent ainsi, non seulement d'avoir une idée de l'opinion actuelle des Français sur les valeurs, mais aussi de percevoir les évolutions qui se sont produites.

Les enquêtes, qui ont servi de fil rouge au cycle de conférences-débats, ont paru dans l'ouvrage :

Les valeurs des Français. Évolution de 1980 à 2000, publié sous la direction de Pierre BRÉCHON¹.

Nous en avons retenu sept thèmes : la politique, la jeunesse, la famille, le sentiment d'appartenance, le travail, l'autorité et la religion, qui ont fait l'objet de sept conférences.

Ces conférences, qui voulaient essentiellement permettre un débat, se sont déroulées de la manière suivante : un intervenant, généralement auteur d'une des études de l'ouvrage cité ci-dessus, a rappelé d'abord les principales données issues des enquêtes. À la suite de quoi des acteurs locaux, directement concernés par la thématique, ont apporté leur témoignage et ouvert les débats.

D'octobre 2001 à avril 2002, les sept conférences ont rassemblé plus de sept cents personnes au total,

Nous avons conçu ce cahier pour laisser une trace des apports des conférenciers, un écho des témoignages des acteurs sollicités et un aperçu de la richesse des échanges². Nous souhaiterions surtout permettre aux lecteurs, qu'ils aient participé aux conférences ou non, de poursuivre la réflexion, individuellement ou collectivement, et nous serions heureux que vous vous empariez de ces quelques pages pour la prolonger. Nous sommes à votre disposition pour éventuellement y aider.

1 - Armand Colin, coll. " U ", Paris, 2000, 280 p.

2 - Sauf indications contraires, les tableaux figurant dans les exposés proviennent du travail des conférenciers réunis au sein de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL).

Merci à ...

Pierre BRÉCHON, professeur à Sciences Po Grenoble, chercheur au Centre d'informatisation des données socio-politiques,

Olivier GALLAND, directeur de recherche au CNRS, qui travaille à Sciences Po Paris et à l'Observatoire sociologique du changement,

Paul MOREAU, enseignant à l'Institut de la Famille de Lyon, philosophe,

Yannick LEMEL, inspecteur général de l'INSEE, directeur du Laboratoire de sociologie quantitative,

Jean-François TCHERNIA, directeur de Tchernia Etudes Conseils,

Yves LAMBERT, directeur de recherche INRA-CNRS au Groupe de sociologie des religions et de la laïcité,

qui ont été les conférenciers du cycle.

Mesdames Jeanne-Marie Grimanelli (Union Féminine Civique et Sociale), Solenne Galichet (Aumônerie de La Doua), Marie Lacroix (Juge aux Affaires familiales du TGI de Lyon), Brigitte Paganelli (association Le Passe-Jardin, Les Jardins d'insertion), Viviane Kolade (Section Gonz, Rézo 69), Agnès Blanc (directrice d'entreprise d'insertion), Colette Dubois (consultante en entreprise), Florence Duperray (enseignante en ZEP), Annie Journé (ex conseillère pédagogique),

Messieurs Jean-Marie Albertini (Forum Citoyen Rhône Alpes), Gilles Vesco (vice-président du Grand Lyon chargé des relations avec le Conseil de développement), Gérard Claisse (vice-président du Grand Lyon chargé des relations avec les usagers), Mickaël Deuner, (membre du Conseil départemental de la jeunesse), Thibaud Manson (membre du Conseil académique de la vie lycéenne), François Fayolle (Fédération régionale des MJC), Gilles Eddie Di Pierno (Musée urbain Tony Garnier), Bernard Fenoglio (chef d'entreprise), Dominique Moreau (formation continue), Jacques Perrat (économiste), Jean Pierre Thiesson (commissaire divisionnaire), Georges Roche (ancien inspecteur académique), Guillaume Pasquer (Forum Citoyen Rhône Alpes), un groupe de 17 jeunes du lycée régional agricole de Cibeins accompagné par Marie-Aude Michiels, le groupe interreligieux " Les Fils d'Abraham ", un groupe de la Maison du Citoyen de Villeurbanne,

qui ont accepté d'être témoins-discutants et d'ouvrir au débat.

Nous remercions Monsieur Gilles Vesco, vice président du Grand Lyon chargé du Conseil de Développement, et Monsieur Jacques Moulinier, président délégué du Conseil de Développement, qui ont présidé ces conférences, ainsi que toute l'équipe de Millénaire 3 et les équipiers, bénévoles et salariés, d'Économie & Humanisme, qui ont préparé ce projet, animé ces rencontres et rédigé ce Cahier.

Sommaire

LES VALEURS : PARLONS-EN !

Le prix des valeurs
Valeurs en débat
Les enquêtes valeurs européennes
Palmarès des valeurs

POLITIQUE : DÉPOLITISATION ? ABSTENTION ? PROTESTATION ?

L'EXPOSÉ de Pierre Bréchon
Dépolitisation : une fausse idée reçue
Abstention : un changement de signification
Une participation protestataire
Plus de libertés et ... plus de règles
France de gauche ? France de droite ?
Deux tendances symptomatiques

LE DÉBAT

Vers de nouvelles relations entre citoyens et élus ?
De la protestation à la construction commune de la société
Comment mieux gouverner ensemble ?

JEUNES : PROBLÈME OU RESSOURCE POUR LA SOCIÉTÉ ?

L'EXPOSÉ d'Olivier Galland
Les deux jeunesses
Pas de rupture entre générations
Les " anciens jeunes " fidèles aux valeurs de leur jeunesse
Qui va réguler les relations interpersonnelles ?
Le cercle des intimes avant tout
L'autre jeunesse

LE DÉBAT

" Solidarité avec ses amis " ou " avec les plus défavorisés " ?
Des relations qui ont considérablement changé en 40 ans
Tolérance ou indifférence ?
20% de la jeunesse laissés de côté
Consumérisme ?
Individualisme ?
La jeunesse ressource ? danger ? problème ?

VIVE LA FAMILLE !

L'EXPOSÉ de Georges Decourt
Un nouveau contexte familial
Une homogénéisation des manières de vivre
Concilier des contraires
POINT DE VUE de Paul Moreau
Entre responsabilité personnelle et norme sociale ?
Entre liberté contractuelle et ordre institutionnel ?
Entre espace privé et espace public ?
Le couple et la famille ?
Quel droit de la famille ?
Un enjeu citoyen ?

APPARTENANCE : LE MONDE ENTIER OU MA CITÉ ?

L'EXPOSÉ de Yannick Lemel

Méthodologie de l'enquête

Le sentiment d'appartenance géographique

Deux facteurs explicatifs

Le sentiment d'appartenance à un groupe social

LE DÉBAT

Valorisation ou relégation du local ?

Appartenance sociale et critères économiques

Appartenir à une culture ?

Individualisme ou multi-appartenance des individus ?

VIVRE POUR TRAVAILLER ?

L'EXPOSÉ de Jean-François Tchernia

La motivation

Les attentes dans le travail

Les normes sociales relatives au travail

LE DÉBAT

Le travail, réalisation de soi

Le travail de formation

Le travail, norme ou valeur ?

Le travail n'est plus ce qu'il était

Vers un consensus national ?

AUTORITÉ : À MOI LA LIBERTÉ, ET L'ORDRE AUTOUR DE MOI !

L'EXPOSÉ de Georges Decourt

Pas de contraintes !

Un retournement dans les jeunes générations

Changement chez les anciens jeunes de 1968

Irrespect envers l'autorité ?

LE DÉBAT

Avoir de l'autorité

Plus de cohérence des adultes !

RELIGION : JE VEUX CROIRE COMME JE VEUX !

L' EXPOSÉ d'Yves Lambert

Mise en perspective historique

Évolutions de 1980 à 2000

Les valeurs des catholiques

Comparaisons européennes

Essais d'explications

LE DÉBAT

L'enquête et ses méthodes

Les valeurs parlons-en !

Que sont les valeurs ? Comment évoluent-elles ? Quel prix leur accorde-t-on ? Comment les repérer dans la société ? Autant de questions à aborder, avant même d'examiner plus précisément certaines valeurs. Nous le faisons en rapportant ci-dessous l'avis de certains des conférenciers.

Le prix des valeurs

"La valeur n'attend pas le nombre des années !" "Les valeurs demeurent à la hausse !" "Les valeurs républicaines sont menacées !" "De quelles valeurs parlons-nous ?" "Le retour des valeurs", titrait récemment un magazine. Le mot ne manque donc pas d'actualité ; mais finalement qu'est-ce qu'une valeur ?

Une boussole intérieure

par Pierre Bréchon, politologue

Ce sont des idéaux, des préférences, des orientations d'action. Les gens agissent en fonction de valeurs qui font sens pour eux. Ils ne sont pas des pantins simplement déterminés par la société ou l'économie. Bien sûr, des conditionnements, des influences sociales jouent : la société marque chacun. Mais les individus ont des moyens de résistance, ils peuvent accepter ou refuser les valeurs que des institutions, des groupes sociaux ou des maîtres à penser proposent.

Tout le monde a donc des valeurs, des principes d'action, un sens de ce qui est bien. Mais les uns peuvent avoir une boussole très rigide, les autres très relative... Chacun peut absolutiser ses valeurs, ou au contraire les considérer avec un certain recul, y croire intensément ou modérément. Il peut aussi être tiraillé entre des valeurs contradictoires. Et chacun peut évoluer dans ses orientations de valeurs au cours de sa vie.

Les individus changent généralement plutôt lentement. Ils recomposent leur système de valeurs à la marge. Chacun a intériorisé des valeurs dans sa jeunesse, il s'est donné une hiérarchie de valeurs. Selon les expériences qu'il a vécues, il en recompose, réévalue la hiérarchie. À chaque période, les valeurs d'un individu ont une cohérence relative : ce que quelqu'un croit dans un domaine a des effets sur les autres. Il y a une certaine rationalité de l'acteur : si je suis rigide dans un domaine, je risque de l'être dans d'autres. Mais il existe aussi des logiques complexes : je peux me donner de bonnes raisons d'être libéral en économie et rigide sur le plan moral, ou l'inverse. Aujourd'hui, par exemple, beaucoup de jeunes revendiquent des libertés pour tout ce qui concerne leur vie privée : selon eux, la société n'a pas à contrôler la manière dont ils vivent. Mais en même temps, ils estiment qu'il faut de l'ordre et donc de la contrainte dans l'organisation de la vie publique.

" Les valeurs se perdent ! ", ou bien " les jeunes n'ont plus de valeurs ! ", entend-on parfois. Comment le savoir ? Est-ce une impression ? une illusion ? une certitude ? En tout cas, il est clair que les valeurs évoluent, lentement certes, mais réellement.

Des valeurs qui bougent

par Pierre Bréchon

Les sociologues et politologues qui ont produit le livre Les Valeurs des Français n'ont pas voulu faire une œuvre de moralistes ou de philosophes. Ils n'émettent pas de jugement sur ce qui est bien ou mal pour une société. Ils veulent connaître les valeurs selon lesquelles les individus agissent. Les valeurs ne se perdent pas, elles évoluent. Les Français ne vivent plus forcément sur les mêmes valeurs qu'autrefois, mais dans toute société, il y a des valeurs, des principes d'action.

Chaque individu manifeste une certaine cohérence dans son système de valeurs, mais celle-ci est complexe et comporte parfois des hésitations, des tensions, des ambiguïtés.

- Au plan global d'une société, retrouve-t-on des systèmes de valeurs qui fonctionnent socialement ?
- La cohérence des uns est-elle à peu près la même que la cohérence des autres ?
- Quelles sont les proximités de valeurs que l'on retrouve le plus souvent chez les Français ?
- Quels sont les systèmes de valeurs les plus prégnants chez nos contemporains ?
- Comment ces systèmes de valeurs évoluent-ils dans le temps ?

Telles sont les questions abordées dans le livre qui rend compte, pour la France, des résultats d'une enquête européenne.

Valeurs en débat

Si chaque personne est libre, en droit, d'orienter sa propre existence, la vie sociale exige une entente minimale sur des orientations communes.

La démocratie donne la possibilité à chacun d'exprimer son point de vue et de peser par sa voix sur l'avenir. Les valeurs sur lesquelles repose la cohésion d'une société, si elles sont affaire de conscience pour chacun, deviennent objet d'accord ou de désaccord dès lors que l'on partage avec d'autres un territoire, des services, des objectifs...

Chacun d'entre nous a la possibilité de faire le point et de s'interroger sur quoi repose sa vie à des moments clés de sa propre existence : adolescence, orientation professionnelle, fondation d'une famille, etc. Une groupe social vit, lui aussi, de telles occasions de réflexion : c'est un cercle d'amis, une assemblée générale d'association, etc. Une société où l'avenir commun repose sur l'engagement de chacun se donne ces mêmes opportunités : chacun fait entendre alors sa voix s'il le veut bien. Et il existe parfois des crises dans un corps social qui obligent les uns et les autres à préciser leurs positions, à retrouver leurs repères, à définir leurs orientations.

Valeurs et normes sociales

par Jean-François Tchernia, sociologue

Les valeurs émanent en grande partie de la personne. Même si elles sont acquises au cours de l'adolescence et de la jeunesse, elles proviennent d'une négociation entre l'individu et son environnement social. Petit à petit, chacun se construit un système de valeurs.

Les normes sont une sorte de représentations qui s'imposent aux individus et sont produites par la société. On peut les admettre ou non. Bien sûr, on peut toujours refuser une norme, mais l'individu n'en est pas le producteur.

Ainsi peut-on dire qu'aujourd'hui le travail, comme norme, est en déclin, alors que le travail, comme valeur, c'est-à-dire comme support de potentialités très importantes pour les individus, ne l'est pas en déclin¹.

La discussion, l'échange, la confrontation des points de vue, l'argumentation, permettent d'asseoir nos choix sur des "choses qui valent" et non sur des impressions, des émotions : ce sont les valeurs, objet de nos débats.

La valeur des valeurs

par Paul Moreau, philosophe

Peut-être pense-t-on qu'un philosophe se contente d'exposer une doctrine. En réalité, il lui appartient principalement de poser des questions.

Les valeurs méritent d'être l'objet d'une description. C'est le rôle d'une sociologie des valeurs ou de la morale. Il s'agit de décrire ce que les gens pensent, aiment, préfèrent, notamment à partir de ce qu'ils disent. Le sociologue peut dire : " Tout le monde a des valeurs. Il n'y a pas de société sans valeurs ; elles ne se perdent pas ; elles évoluent. A chaque époque, les valeurs d'un individu ou d'un groupe ont une certaine cohérence. Il ne convient pas de porter de jugement de valeur sur les valeurs. " Cette proposition est celle de sociologues. Cet impératif, peut-être s'impose-t-il aussi à l'ethnologue, qui observe les cultures et s'intéresse à leur cohérence interne.

Mais, les valeurs étant ce qu'elles sont aux yeux du sociologue, reste à s'interroger sur le sens de ces valeurs, sur la valeur de ces valeurs ou sur leur légitimité. Le philosophe moraliste est porteur d'une conception de toute personne qui, raisonnablement, ne peut pas se contenter d'entériner la façon dont on pense. Il n'est pas évident qu'il faille se contenter d'observer, de décrire les valeurs telles qu'elles sont. Exemples caricaturaux : les valeurs des Allemands dans les années 30, celles des Taliban ces derniers temps, sont ce qu'elles sont. Elles méritent d'être éclairées par les politologues. Il n'est pas évident qu'il faille les recevoir comme telles, sans les soumettre à une réflexion critique, travail qui consiste à examiner, à interroger, à comparer, à discerner, de telle sorte que l'on puisse bien, non sans prudence, s'engager dans une appréciation, une évaluation et même dans un jugement (le jugement n'étant pas le propre de la pratique judiciaire, mais une opération intellectuelle consistant à dire ce qu'il convient de penser de tel ou tel principe, de tel ou tel discours). Juger est typiquement un acte de citoyen responsable.

Donc, il convient de soumettre les valeurs à une réflexion critique. C'est une tâche pour chacun. De plus, la réflexion critique sur les valeurs peut être utile à ceux qui ont plus précisément pour tâche l'élaboration de la loi. Une réflexion sur les valeurs ne peut qu'être utile aux politiques et à tous ceux qui ont pour mission de penser et d'encadrer la vie sociale.

1 - Voir ci-dessous le chapitre sur les valeurs du travail.

Les enquêtes valeurs européennes

À la fin des années 1970, plusieurs chercheurs eurent l'idée d'interroger les habitants de différents pays de l'Europe sur les valeurs qui les animaient. La Fondation Européenne des Valeurs fut créée pour élaborer un questionnaire à ce sujet s'appliquant aux loisirs, au travail, à la perception de soi et des autres, à l'éthique et au sens de la vie, à la religion, à la famille et à la politique.

En 1981, une première vague d'enquêtes concerna neuf pays : Allemagne de l'Ouest, Belgique, Danemark, Espagne, France, Royaume Uni, Irlande, Italie et Pays-Bas. Ce questionnaire fut adopté par 23 pays dans le monde. Une deuxième vague eut lieu en 1990 dans les mêmes pays européens plus l'Autriche, le Portugal et les pays de l'Europe du Nord. Deux tiers des questions de l'enquête précédente furent reprises. Soixante pays s'en servirent dans le monde. C'est, à l'heure actuelle, la plus vaste enquête mondiale. En 1999, la troisième enquête s'appuya sur un questionnaire enrichi de questions sur la démocratie, les libertés individuelles et la solidarité.

A chaque fois, ces enquêtes donnent lieu à des publications d'articles et d'ouvrages pour chaque pays et pour l'ensemble de l'Europe. Des chercheurs peuvent ainsi comparer les évolutions, sur vingt ans, des valeurs déclarées par les habitants de différents pays, selon leur âge, leur profession, leur sexe.

L'enquête est effectuée à l'aide d'un questionnaire comportant aujourd'hui 88 questions, au cours d'un entretien oral d'une heure. Le questionnaire complet figure en annexe de l'ouvrage de référence, avec les résultats de 1999. Il aborde tous les grands domaines de la vie et donc tous les grands domaines de valeurs. La dernière enquête concerna en France un échantillon établi selon la méthode des quotas (sexe, âge, catégories socio-professionnelles) de 1615 individus âgés de plus de 18 ans et un sur-échantillon de 206 âgés de 18 à 29 ans.

Question 78. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec les phrases suivantes ² ?

| | Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Ni d'accord ni pas d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | NSP/SR |
|--|----------------------|-----------------|-----------------------------|---------------------|----------------------|--------|
| Si quelqu'un a une information qui peut aider à ce que justice soit faite, il doit la donner aux autorités | 59 | 25 | 10 | 3 | 3 | 1 |
| Chacun doit s'occuper de ses affaires sans trop s'intéresser à ce que disent ou font les autres | 33 | 28 | 19 | 12 | 8 | 1 |

NSP/SR : réponses inexploitable. Les chiffres donnent des pourcentages. Lire : 59 % des personnes interrogées disent être "tout à fait d'accord" avec la proposition A, 25 % "plutôt d'accord"...

Palmarès des valeurs

À partir des résultats de l'enquête, on peut dégager le "palmarès des valeurs" pour les Français. Il est clair que la famille est le domaine le plus valorisé. Réussir sa vie familiale est l'objectif numéro un de la plupart des Français, mais ils n'ont pas tous, loin s'en faut, la même conception de la famille. Vient en second, le travail : avoir un bon travail qui permet de bien gagner sa vie et de se réaliser dans un emploi utile et épanouissant, c'est aussi un objectif très important. Cette importance donnée à la famille et au travail n'empêche cependant pas de valoriser aussi les relations amicales et les loisirs (en 3ème et 4ème positions). Beaucoup souhaitent pouvoir garder du temps pour la sociabilité amicale et pour les loisirs, ne pas tout sacrifier à leur famille et à leur travail. Les valeurs les moins prônées sont les valeurs religieuses et politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'elles n'ont aucun impact pour les individus, mais ce sont des domaines considérés comme lointains, peu importants pour la vie de tous les jours.

² - Pierre BRÉCHON, *Les valeurs des Français. Évolution de 1980 à 2000*, Paris, A. Colin, 2000, p.271.

Question 1 : Pour chacune des choses suivantes, pouvez-vous me dire si, dans votre vie, cela est très important, assez important, peu important ou pas important du tout ?

| | Très important | Assez important | Pas très important | Pas important du tout | NSP/SR |
|-------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------------------|--------|
| Travail | 69 | 26 | 3 | 2 | 0 |
| Famille | 88 | 10 | 1 | 1 | 0 |
| Amis et relations | 50 | 45 | 5 | 0 | 0 |
| Loisirs | 37 | 52 | 11 | 1 | 0 |
| Politique | 8 | 27 | 35 | 29 | 1 |
| Religion | 11 | 26 | 33 | 30 | 1 |

Des livres

Sur les enquêtes de 1981

Jean STOETZEL, *Les Valeurs du temps présent : une enquête européenne*, Paris, PUF, 1983.

Sur les enquêtes de 1990

Hélène RIFFAULT (dir.), *Les Valeurs des Français*, Paris, PUF, 1994.

Hélène RIFFAULT (dir.), *Futuribles*, " L'évolution des valeurs des Européens ", numéro spécial, juillet-août 1995.

Sur les enquêtes de 1999

Pierre BRÉCHON (dir.), *Les Valeurs des Français. Evolution de 1980 à 2000*, Paris, A. Colin. 2000.

Pierre BRÉCHON, Jean-François TCHERNIA, (dir.), *Futurible*, "L'Europe des valeurs", numéro spécial, juillet-août 2002.

Sur les Enquêtes Valeurs en Europe

Site Internet : <http://evs.kub.nl>

Sur l'évolution de la société française en général

Louis DIRN, *La Société française en tendances 1975-1995. Deux décennies de changement*, Paris, PUF, 1998.

Olivier GALLAND, Yannick LEMEL, *La Nouvelle société française. Trente années de mutation*, Paris, A.Colin, 1998.

Henri MENDRAS, *La Seconde Révolution française 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1994.

Henri MENDRAS, *L'Europe des Européens : sociologie de l'Europe occidentale*, Paris, Gallimard, collection "Folio Actuel", 1997.



Les valeurs en politique

Dépolitisation ? abstention ? protestation ?

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Les Français n'ont jamais été des citoyens parfaits, complètement informés de la chose publique, soucieux de débattre de tous les choix collectifs et prêts à faire entendre leur voix pour faire triompher leur point de vue politique.

Peu de gens vivent essentiellement pour la politique. Mais on ne peut parler d'une dépolitisation générale, le niveau moyen de politisation a toujours été faible mais n'a pas baissé depuis deux décennies.

C'est en fait seulement l'affaiblissement récent de la politisation dans les jeunes générations qui constitue un indice éventuellement inquiétant. Ceci dit, ces jeunes, moins soucieux de s'informer en matière politique, souvent plus critiques à l'égard des hommes politiques et des institutions de la démocratie représentative, continuent à intégrer des valeurs politiques. Les jeunes ont des opinions et les manifestent même de manière plus forte qu'autrefois.

La participation dite protestataire, certes ponctuelle, s'est beaucoup développée depuis vingt ans, notamment parmi les jeunes. Le rapport des Français à la politique n'est donc pas plus distendu, il est différent.

Le rapport à la politique est moins conformiste, on s'en remet moins à des porte-parole, les gourous politiques ne font plus recette, on adopte moins des idéologies toutes faites. Le rapport à la politique est plus individualisé, plus autonome. Les points de vue des leaders d'opinion ne sont plus que des repères que chacun juge et soupèse, avec davantage de distance critique qu'autrefois.

On n'est cependant pas entré dans l'individualisation totale du croire politique. Chacun bricole à partir de ses appartenances, en fonction de valeurs politiques qui font sens pour lui. L'univers de la politique est donc plus nuancé qu'autrefois, il n'en reste pas moins un univers régulé, sinon toujours prévisible.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Pierre Bréchon ¹

Si les Français ne valorisent pas beaucoup l'action politique, on ne peut parler d'une dépolitisation récente et nouvelle².

Dépolitisation : une fausse idée reçue

Ce thème de la dépolitisation semble douteux. On idéalise trop le passé, comme si, autrefois, tous les Français avaient été très actifs en politique et, aujourd'hui, s'en désintéresseraient. En fait, les Français ne se dépolitisent pas, ils n'ont jamais été très politisés. Leur intérêt pour la politique se situe à un niveau plus faible que celui des pays de l'Europe du Nord, par exemple.

Cela étant, des questions se posent pour l'avenir. La politisation peut être définie comme un intérêt pour la politique, une valorisation de ce domaine, qui se traduit aussi par une compétence et une connaissance : s'informer sur l'actualité, connaître le programme des partis et des leaders politiques.

Toutes les enquêtes montrent que, plus on est éduqué scolairement, plus on est politisé. Les niveaux de politisation auraient donc dû progresser dans le temps, au fur et à mesure que les Français étaient plus scolarisés. Or ce n'est pas ce qu'on a observé depuis vingt ans.

Quand vous êtes entre amis, vous arrive-t-il souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ? (% verticaux) ³

| | 1981 | 1990 | 1999 |
|-------------------|------|------|------|
| Souvent | 12 | 12 | 12 |
| De temps en temps | 50 | 53 | 53 |
| Jamais | 38 | 35 | 35 |

Les niveaux de politisation sont stables pour la moyenne des Français, mais plutôt en baisse chez les jeunes, qui sont pourtant de plus en plus instruits. Tout se passe comme si la scolarisation et l'ouverture sur le monde se traduisaient moins souvent qu'auparavant par un intérêt pour la chose publique.

Abstention : un changement de signification

Pour attester cette dépolitisation des Français, les observateurs évoquent la montée des taux d'abstention dans les élections récentes. C'est en partie vrai : l'abstention monte chez les moins de 40 ans, dans les élections qui ont de faibles enjeux politiques, notamment dans les élections européennes, les cantonales, les régionales, où le taux atteint parfois des records : près de 70 % lors du référendum sur le quinquennat, à peu près 50 % lors des élections européennes de 1999, contre 37 % en 1979...

1 - Exposé du 16 octobre 2001

2 - Voir Pierre Bréchon, " L'univers des valeurs politiques : permanences et mutations ", dans *Les valeurs des Français*, p. 105-128.

3 - Source : Enquêtes sur les Valeurs des Français.

Taux d'abstention aux élections présidentielles et législatives en France ⁴

| Elections présidentielles | 1er tour | 2ème tour | Elections législatives | 1er tour | 2ème tour |
|---------------------------|----------|---------------|------------------------|---------------------|-----------|
| 1965 | 15,2 | 15,7 | Octobre 1945 | 20,1 ^(*) | |
| 1969 | 22,4 | 31,1 | Juin 1946 | 18,1 ^(*) | |
| 1974 | 15,8 | 12,7 | Novembre 1946 | 21,9 ^(*) | |
| 1981 | 18,9 | 14,1 | Juin 1951 | 19,8 ^(*) | |
| 1988 | 18,6 | 15,9 | Janvier 1956 | 17,2 ^(*) | |
| 1995 | 21,6 | 20,3 | Novembre 1958 | 22,8 | 25,2 |
| 2002 | 28,4 | 20,3 | Novembre 1962 | 31,3 | 27,9 |
| | | Mars 1967 | 18,9 | 20,3 | |
| | | Juin 1968 | 20 | 22,2 | |
| | | Mars 1973 | 18,7 | 18,2 | |
| | | Mars 1978 | 16,8 | 15,1 | |
| | | Juin 1981 | 29,1 | 24,9 | |
| | | Mars 1986 | 21,5 ^(*) | | |
| | | Juin 1988 | 34,3 | 30,1 | |
| | | Mars 1993 | 30,8 | 32,4 | |
| | | Mai-juin 1997 | 32,0 | 28,9 | |

(*) En octobre 1945 et en juin 1946 se déroulent les élections à deux assemblées constituantes au scrutin proportionnel de liste dans le cadre départemental. Le même mode de scrutin sera utilisé pour les trois élections législatives de la IV^{ème} République et en mars 1986.

Jusque là, l'abstention ne montait que faiblement pour l'élection présidentielle, qui apparaît comme le scrutin le plus important : au premier tour de 1981, il y a eu 18,9 % d'abstentions, 18,6 % en 1988 et 21,6 % en 1995. Mais en 2002, dans une conjoncture politique certes particulière, le record des abstentions à un premier tour d'élections présidentielles a été pulvérisé (28,4 %). L'élection présidentielle ne semble plus mobiliser autant qu'avant, certains électeurs manifestant par leur abstention leur déception à l'égard de tous les hommes politiques. Pour le second tour, la mobilisation anti-Front National a été forte, ce qui n'a pas empêché que l'abstention reste à un niveau assez élevé, 20,3 %, comme en 1995.

En fait, le sens du vote est en train de bouger. Jusqu'à ces dernières années, les Français votaient surtout par sens du devoir, même sans très bien savoir quelle tendance était la meilleure. Un bon citoyen se devait d'aller voter. De plus en plus, on vote non plus par devoir, mais en fonction des enjeux politiques perçus. Désormais, il faut ressentir l'intérêt du vote pour se déplacer aux urnes. Le vote s'est en quelque sorte individualisé. Pour aller voter, l'électeur doit être personnellement convaincu qu'il y a de vrais enjeux de société, de vraies différences entre candidats. Il ne se déplace que s'il a le sentiment que son vote a du sens. Et il réfléchit davantage avant de donner son vote à une tendance politique. Il s'abstiendra parfois par rejet des tendances politiques en compétition ou simplement parce qu'il n'est pas convaincu par l'offre électorale.

Evidemment, le sens du vote est quand même plus facilement perçu pour une élection présidentielle, beaucoup moins pour des élections européennes, puisque les députés européens n'ont que peu de pouvoirs. C'est la même chose pour les conseillers généraux qui, notamment dans les villes, sont presque inconnus de la population. La forte abstention enregistrée lors des élections cantonales se comprend donc assez bien.

Une conclusion s'impose : puisque les Français votent désormais surtout quand ils perçoivent l'importance des enjeux politiques et qu'ils choisissent alors de s'exprimer, les abstentionnistes périodiques sont plus nombreux qu'auparavant, alors que l'abstention permanente et la non inscription sur les listes électorales n'augmentent pas.

4 - D'après Pierre Bréchon, *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale*. Les études de la documentation française, 3ème édition, 1998.

Une participation protestataire

Relativement peu politisés, ne participant aux élections que s'ils ressentent l'importance des enjeux électoraux en débat, les Français sont cependant plus protestataires qu'avant.

Les hommes politiques, cibles de toutes les critiques

Les Français sont très critiques à l'égard des hommes politiques. La critique s'est même renforcée. Il n'y a aujourd'hui que 18 % des Français qui estiment que les hommes politiques s'occupent beaucoup ou assez de ce que pensent les gens, contre 36 % en 1978 (source : enquêtes électorales françaises). Le climat des affaires, qui ont touché certains hommes politiques, déteint probablement sur l'image de l'ensemble de la classe politique.

Les Français attendent beaucoup, probablement trop, des hommes politiques. Ils voudraient des hommes politiques parfaitement intègres, parfaitement moraux, tout dévoués au bien public pour un salaire ne dépassant pas celui des classes populaires ou du Français moyen.

Les citoyens voudraient que les hommes politiques apportent le bonheur sur terre, qu'ils arrivent à supprimer toutes les contraintes que subissent les citoyens : leurs décisions devraient n'apporter que des avantages et pas d'inconvénients... Evidemment, les hommes politiques n'arrivent pas à " raser gratis ".

Des Français qui "pétitionnent"

Plus facilement critiqués, les hommes politiques sont aussi nettement plus contrôlés dans leur action qu'autrefois. Hier, un maire pouvait faire assez facilement la politique qu'il voulait, une fois qu'il avait été élu. Aujourd'hui, beaucoup d'associations de quartiers, de groupes municipaux s'expriment sur de très nombreuses questions locales. Ils demandent la prise en compte de leurs intérêts et de leurs besoins. Tout projet municipal rencontre de multiples récriminations qui s'expriment dans des tracts, des pétitions, des manifestations. Un maire doit en fait beaucoup dialoguer, participer à une multitude de réunions de concertation pour essayer de rapprocher les points de vue sur les projets en cours.

On n'a jamais tant manifesté et pétitionné en France que pendant ces dernières années, toutes catégories de population confondues. La manifestation n'est plus une spécificité ouvrière, toutes les professions et groupes d'intérêt la pratiquent, depuis les lycéens et étudiants qui font ainsi leur éducation politique jusqu'aux professions libérales et aux parents d'élèves de l'enseignement privé. Autrement dit, les Français ne sont pas très politisés mais peuvent se mobiliser ponctuellement lorsqu'ils sentent l'importance de réagir, par exemple pour défendre les acquis sociaux, contre un libéralisme économique jugé trop fort (cf. les grèves de l'automne 1995) ou pour s'opposer à la montée de l'extrême droite, comme on l'a vu entre les deux tours de l'élection présidentielle récente.

Plus de libertés et ... plus de règles

Les Français sont plutôt favorables au libéralisme économique, mais ils veulent en même temps des politiques sociales pour éviter les dégâts engendrés par ce libéralisme. Ils peuvent donc soutenir des idées qui empruntent à la fois aux thèses classiques de la droite et de la gauche, la droite étant traditionnellement libérale en économie et la gauche plus sociale.

Sur beaucoup de questions politiques, les Français tiennent des théories nuancées, qui empruntent à la fois aux discours classiques de droite et de gauche. Ainsi, ils sont très soucieux des libertés individuelles : selon eux, l'État n'a pas à réguler la vie privée. Mais en même temps, pour ce qui regarde l'ordre social, ils sont attachés à l'existence de règles du vivre ensemble : il faut de l'ordre social. Dans une société où la petite délinquance s'est développée, les gens sont inquiets pour la sécurité collective, beaucoup souhaitent qu'il y ait un renforcement de l'ordre, de l'autorité, des forces de police. Cette montée des valeurs d'ordre est même particulièrement forte chez les jeunes. On peut donc à la fois vouloir beaucoup de libertés individuelles et souhaiter que fonctionne une organisation de la vie collective, avec un plus grand respect des règles. Là aussi, les valeurs de gauche et de droite semblent se rencontrer.

France de gauche ? France de droite ?

En matière politique, les Français apparaissent moins dichotomiques et tranchés qu'autrefois. Ils ne sont plus pour des solutions de gauche ou de droite aussi entières et idéologiques qu'auparavant. Ils s'en remettent moins facilement à de grands maîtres à penser dont ils prendraient de manière toute faite les idées. Certes, les individus ont besoin de repères, ils veulent pouvoir écouter les gourous, mais pas pour les suivre aveuglément ; ils exigent de pouvoir discuter et adapter leurs thèses. Chacun veut penser par lui-même, se bricoler ses idées politiques, avec une assez forte conscience qu'il faut tenir compte de multiples contraintes antithétiques. En matière politique comme en matière religieuse, les Français ont découvert l'art de la nuance et des recompositions individualisées. Mais cela ne signifie pas qu'ils n'auraient plus d'identité politique.

Dans les sondages, beaucoup disent que la gauche et la droite n'ont plus de sens. En fait, ils veulent surtout exprimer que les gouvernements de gauche et de droite ne font pas des politiques très différentes. Ce qui s'explique d'ailleurs assez bien par le jeu des contraintes et des pressions de multiples groupes d'intérêts qui s'exercent en permanence sur le pouvoir politique. Il n'y aurait plus véritablement d'écart entre un programme gouvernemental de droite et de gauche. Par contre, dans les sondages, les mêmes individus qui disent qu'il n'y a plus de différence entre la gauche et la droite acceptent de se positionner sur une échelle gauche droite ; et leur répartition est en fait très stable dans le temps. À peu près les mêmes pourcentages se réclament de chaque identité politique en 1981 et en 1999.

Distribution sur l'axe gauche droite (% verticaux)⁵

| | 1981 | 1990 | 1999 |
|--------------------|------|------|------|
| Note 1-2 / Gauche | 9 | 7 | 11 |
| Note 3-4 | 21 | 26 | 22 |
| Note 5-6 | 36 | 30 | 34 |
| Note 7-8 | 13 | 14 | 12 |
| Note 9-10 / Droite | 3 | 2 | 5 |
| Non-réponse | 19 | 21 | 17 |

On a proposé aux gens de se situer de gauche à droite sur une échelle de 1 à 10 : 1 étant très à gauche et 10 très à droite. La moyenne des réponses se situe à 4,86 (question 53) ⁶

Quand on regarde ce que répondent à des questions d'opinion les individus qui se revendiquent de la droite et de la gauche, on voit qu'ils n'ont pas les mêmes opinions. Il y a donc bien des systèmes de pensée différenciés entre gauche et droite, mais les écarts ont tendance à se restreindre au profit d'un certain consensus.

La gauche et la droite n'ont pas des valeurs complètement opposées. Dans les années 70, la gauche était pour un type de société et la droite pour un autre. Aujourd'hui, globalement, gauche et droite sont pour des valeurs démocratiques et pour une économie libérale. Mais la dose de correctifs sociaux au libéralisme n'est pas la même selon les deux camps. Les débats politiques sont toujours aussi conflictuels, mais on ne se bat plus sur des programmes aussi différents.

Deux tendances symptomatiques

En finale, deux points particuliers sont à souligner comme particulièrement significatifs : l'un porte sur l'attachement à la démocratie et l'autre sur les attitudes à l'égard des immigrés.

La démocratie menacée ?

On pourrait penser qu'on est dans un pays où tout le monde est favorable à la démocratie. Et ce n'est pas faux : 83 % trouvent que c'est un très bon ou un assez bon système politique. Mais certaines personnes qui déclarent soutenir la démocratie trouvent aussi parfois des vertus à d'autres systèmes politiques. Un tiers des

⁵ - Les valeurs des Français, p. 119

⁶ - Les valeurs des Français, p. 262

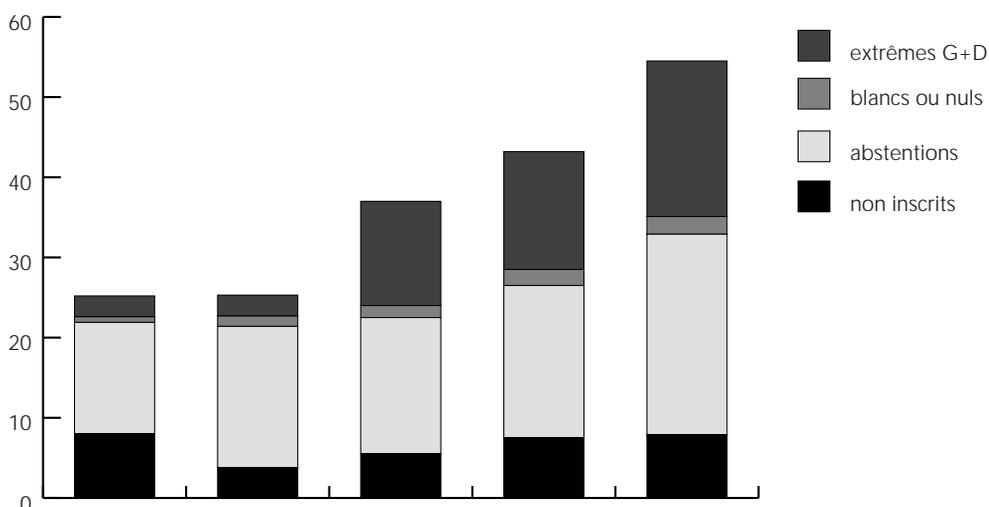
Français trouve très ou assez bon un système conduit par " un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ". Et 44 % seraient très ou assez satisfaits par un gouvernement des experts ; 44 % trouvent donc des vertus à un gouvernement de technocrates qui saurait mieux que le simple citoyen quelles sont les bonnes politiques pour le pays.

Les types de gouvernement (% horizontaux) ⁷

| | Très bon | Assez bon | Assez mauvais | Très mauvais |
|--|----------|-----------|---------------|--------------|
| Un homme fort, libre face au parlement | 12 | 20 | 22 | 39 |
| Le pouvoir de décision aux experts | 13 | 33 | 23 | 21 |
| Un gouvernement militaire | 1 | 3 | 13 | 80 |
| Un système politique démocratique | 50 | 33 | 6 | 3 |

Il y a donc une fragilité dans l'attachement à la démocratie. Dans une situation de crise, une partie des Français pourrait se laisser séduire par des formules de gouvernement plus ou moins autoritaires.

Dans l'enquête, on observe que les réponses non démocratiques sont d'autant plus fréquentes qu'on est au bas de l'échelle sociale, avec un faible niveau de revenu, d'éducation et de politisation. Il y a aussi des liens avec l'orientation politique. Les attitudes anti-démocratiques sont nombreuses à l'extrémité droite de l'échelle politique et minimales à son extrémité gauche.



Si l'on veut renforcer les valeurs démocratiques, il faut probablement s'interroger sur les mesures qu'il conviendrait de mettre en œuvre, à travers l'école et à travers les réseaux associatifs, pour éduquer à la démocratie. Les cours d'instruction civique ne sont probablement pas la seule bonne manière d'éduquer à la démocratie, mais ils sont importants, et il y a certainement plusieurs manières, plus ou moins efficaces, de faire de l'éducation civique. L'éducation à la démocratie pourrait aussi passer à travers une politique de programmes sur les chaînes de télévision ou dans les médias écrits, nationaux ou locaux.

La crainte de l'étranger ?

Globalement, les Français craignent plutôt l'immigration et les immigrés. Si un tiers des Français est d'accord pour " laisser venir les étrangers tant qu'il y a du travail disponible ", un Français sur deux est partisan de limitations strictes et 10 % sont pour l'interdiction des entrées. Deux Français sur trois souhaitent que les étrangers abandonnent les coutumes de leur pays au profit des nôtres ; et peu de Français expriment leur solidarité à

⁷ - Les valeurs, p.124.

l'égard des immigrés. Beaucoup se disent prêts à aider les Français en situation difficile : par exemple, 61 % se disent prêts à aider les malades et handicapés, 58 % les personnes âgées, 48 % les gens du voisinage. Par contre seulement 24 % se disent prêts à aider les immigrés en France.

Nous allons maintenant parler des gens qui viennent de pays moins développés pour travailler ici. Qu'est-ce que le gouvernement devrait faire selon vous ?

| | |
|---|----|
| Laisser venir toute personne qui le désire | 5 |
| Laisser venir les gens tant qu'il y a du travail disponible | 33 |
| Mettre des limites strictes au nombre d'étrangers pouvant venir ici | 48 |
| Interdire aux gens des autres pays de venir ici | 10 |
| NSP/SR | 3 |

Face à ces tendances, les logiques de réponses sont à peu près les mêmes que pour la démocratie. Plus on est éduqué, plus on a des revenus élevés, plus on est socialement favorisé, plus on est politisé, plus on est aussi ouvert aux étrangers et aux immigrés. Et l'orientation politique joue, là aussi, un rôle important : on est sensiblement plus favorable aux immigrés à gauche qu'à droite. L'attitude à l'égard des étrangers est aussi très différente selon qu'on est sociable, ouvert aux autres, membre d'associations ou replié sur soi-même, insécurisé et méfiant à l'égard d'autrui. Le rejet des étrangers participe donc d'une culture politique plus large, faite d'une incapacité à accueillir la différence, d'une méfiance pour tout ce qui est inconnu, d'un rejet de l'autre sous toutes ses formes et d'une attitude autoritaire.

SOCIÉTÉ CIVILE ET SOCIÉTÉ POLITIQUE : DES LIENS RENFORCÉS ?

On parle d'affaiblissement de la citoyenneté, ne devrait-on pas aller plus loin et dire que la société civile, dans son ensemble et dans sa composante associative en particulier, pourrait être l'antidote à cet affaiblissement ? Au fond n'a-t-on pas besoin de ré-enraciner l'engagement citoyen des gens dans la proximité, à travers tous les réseaux d'organismes, d'institutions. Cela permettrait de donner des objectifs concrets, facilement compréhensibles, d'éviter les dérives et de permettre des coopérations provisoires qui sont essentielles dans la vie sociale et politique. Autrement dit : pour faire vivre la démocratie, ne faut-il pas renforcer les liens entre société civile et société politique ? Cela pourrait permettre aux politiques de vivre dans un milieu plus interactif et de n'être pas en position d' "apesanteur sociale", comme ils le sont souvent.

Un président d'association de formation civique

LES FEMMES EN POLITIQUE

La montée en puissance des femmes en politique correspond à celle du besoin de proximité. Au-delà de la nécessité de parité, c'est une approche renouvelée qui accompagne ce mouvement : moins de conflits idéologiques, moins de combat pour le pouvoir lui-même, davantage d'écoute, davantage de négociation. Serait-ce une raison de voir ainsi de nombreuses femmes élues dans des mandats de gestion communale alors même qu'elles parviennent peu aux postes de présidente de département, de vice-présidente du Grand Lyon ou de ministre ? Mais ce n'est pas pour autant que la parité existe. Lorsque la loi ne l'oblige pas, les femmes ne sont pas admises à la candidature ou élues. Et le type de délégations qu'elles reçoivent au sein des conseils municipaux mériterait d'être regardé de près.

Une responsable d'association civique féminine

LES " NOUVEAUX " ÉLUS

Les élus venus en politique avec l'affaiblissement des conflits idéologiques, la fin de la guerre froide, les mouvements sociaux de protestation, ancrent leur action dans une vie démocratique locale forte, qui semble refonder le politique, lui redonner sa légitimité. Ils se voient co-responsables avec leurs mandants du développement du monde actuel. Cela passe par une participation accrue des citoyens à la chose publique et une confiance réciproque de l'élu et du citoyen.

L'élu est comme tout le monde et il ne faut pas avoir des attentes démesurées vis-à-vis de lui : il est inscrit dans un quartier, une famille, une profession, il a besoin d'une rémunération convenable, il ne vit pas de sa fortune, il a des convictions... Il serait dangereux pour la démocratie de ne pas le considérer comme l'un d'entre nous. C'est un élu " modeste " qui semble convenir aux attentes d'aujourd'hui, même si on est tenté dans le même temps de tout attendre de ses décisions.

Un élu politique

Le débat le débat le débat le débat le débat

Vers de nouvelles relations entre citoyens et élus ?

Notre société démocratique évolue avec des tensions internes parfois fortes où chaque individu, ou groupe social, formule ses attentes et les adresse aux responsables qu'il a élus pour orienter la vie collective. Il exige, il se mobilise, il entreprend. Notre société se trouve partagée entre des demandes diverses, traversée de contradictions, pressée par le temps.

- On voit poindre de nouveaux types d'associations nées de "coups de cœur" ou de "coups de gueule" et de nouvelles formes d'expression politique (des collectifs provisoires) portant davantage d'attention aux problèmes de la vie quotidienne : sécurité, cadre de vie, éducation, etc.

- Dans le même temps, de nouveaux élus semblent très soucieux de cette proximité avec les gens,

qu'ils votent ou non d'ailleurs. Ils proposent moins un programme qu'une façon d'élaborer la décision publique par concertation. Les partis politiques suscitent moins d'intérêt : ils ne sont plus les seuls lieux où se discutent des orientations et s'écrivent des programmes d'actions.

- La vie associative, elle-même, connaît des difficultés proches de celles de la vie politique. Actuellement, l'adhésion associative, en France, globalement, est à peu près stable. En revanche, à l'intérieur du monde associatif, des catégories d'associations ont la cote (loisirs, culture) et d'autres sont en perte de vitesse. Les engagements qui supposent une certaine continuité, en particulier pour gérer les structures associatives, se font de plus en plus rares.

De la protestation à la construction commune de la société

Beaucoup s'interrogent sur la situation nouvelle de notre pays où chacun veut obtenir gain de cause, critique les élus et, dans le même temps, attend d'eux une réponse positive à ses revendications. La capacité de mobilisation de nos contemporains est grande, lorsqu'ils voient leurs intérêts ou un style de société menacés ; elle s'exprime avec d'autant plus d'énergie qu'elle ne dure pas.

- On voit arriver toute une activité protestataire autour de causes, petites ou grandes, qui mobilisent fortement pendant un temps un certain nombre de personnes : mouvements sociaux, associations nouvelles...

- On voit s'organiser aussi tout un travail de lobbying. Mais en France nous n'avons pas le terreau, sur lequel surgit le lobbying anglo-saxon et qui se définit par la capacité à prendre en charge certains problèmes par le volontariat (vie quotidienne, modes de consommation), sans tout attendre de l'État. L'individualisme règne en maître et le lobbying est en fait une pression pour que l'État prenne en charge les problèmes.

Cette individualisation des valeurs est, pour la démocratie locale, une force et parfois une difficulté. Cela veut dire que les gens réfléchissent, sont

prêts à se mettre autour d'une table pour discuter de dossiers. Mais en même temps, s'ils ont des convictions et des intérêts divergents, le débat sera difficile et la décision risque d'être retardée ou de mécontenter en fin de compte tout le monde.

Aussi peut-il paraître plus simple pour un élu d'entretenir une relation individuelle avec tel protestataire puis avec tel autre : il satisfait l'un et entretient un réseau de sympathisants sinon de "clients", il mécontente l'autre et s'en fait un opposant provisoire ou définitif. Cela aussi est plus simple pour le protestataire : il trouve ou non une écoute de la part de l'élu mais il n'a pas de responsabilité dans la décision, il se contente d'applaudir ou de dénoncer.

Il faut bien admettre que les lenteurs et les lourdeurs des processus de la démocratie participative, ajoutées à celles de la démocratie représentative et à celles de l'administration, commencent à lasser les gens qui ne voient jamais arriver de décisions ou leurs effets sur le terrain. Après un temps où l'on réclame d'être écouté des élus, un temps de débats publics en tous genres à tous propos, on en viendrait à dire que le plus simple c'est de demander aux politiques de décider entre eux, quitte à les critiquer par la suite.

CONSTRUIRE LE " VIVRE-ENSEMBLE "

Les groupes d'intérêt qui renvoient aux autres la solution des problèmes ("je suis d'accord sur tel principe à condition que l'application ne dérange pas " mon chez-moi") ne construisent pas de citoyenneté. Celle-ci suppose le sentiment d'appartenance à une collectivité et la recherche de solutions satisfaisantes pour le plus grand nombre, sans oublier les conséquences de nos décisions sur les générations futures. La "gouvernance", terme qui vient définir un nouveau mode de gouvernement, c'est faire participer les gens à la construction du "vivre ensemble", c'est en faire des citoyens, des habitants de la cité : quartier, commune, département, région, nation, monde⁹...

Une responsable d'association civique

INTÉRÊT PRIVÉ, INTÉRÊT PUBLIC

L'intérêt public ne découle pas des intérêts privés, il n'en est pas la somme. Le pari de la "res publica"¹⁰, c'est que la "chose publique" est confiée à tous et non pas à quelques-uns. Il n'y a donc pas d'homme fort qui impose ses vues, de mainmise d'un groupe d'intérêt sur le bien commun ; il n'y a pas non plus de clients d'un homme politique, mais une difficile avancée vers des relations citoyennes entre les individus ou les groupes.

Un élu politique

DU SPECTACLE AU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Les médias devraient pouvoir, à l'instar d'autres institutions comme l'école ou la famille, apprendre à développer cet esprit de débat où la critique est un élément constructif du vivre ensemble. Non point le débat spectacle, mais une information contradictoire sur les problèmes de société. La diversité de la presse est alors une garantie de cette liberté d'opinion qui fonde la démocratie. La mise en place de contre-pouvoirs apparaît comme une des conditions de santé de la démocratie, même si c'est au prix de dépense d'énergie et de retard dans la prise de décision publique.

Un citoyen

9 - Voir le chapitre sur le sentiment d'appartenance.

10 - Expression latine qui signifie " la chose publique "



> *Evoluons-nous vers une société à l'américaine avec des groupes de pression efficaces au détriment du débat de type " parlementaire " toujours long et semé d'embûches ?*

> *Les gens, se lassant à force de débats et discussions qui reportent sans cesse la décision, n'en viendront-ils pas à rejeter les politiques et les " élites " qui les conseillent, les experts et les citoyens actifs ? N'y aura-t-il pas bientôt un dégoût de tous ces conseils mis en place auprès des élus ? Une cassure entre les citoyens proches des élus et les autres ?*

> *La tentation ne pourrait-elle pas surgir d'avoir recours à un homme fort, une pensée forte et une méthode forte, pour en finir avec les disputes, la pensée molle et la contestation permanente ? S'en remettre à quelqu'un ou quelques-uns plutôt que de s'affronter aux autres qui ne partagent pas le même point de vue ?*

Comment mieux gouverner ensemble la cité ?

Avec l'expérience, des critiques se font jour sur les nouvelles manières de reconstruire du lien social dans l'élaboration de la décision publique.

- Les nouvelles façons de gouverner en concertation (" la gouvernance ") supposent que l'élu soit en capacité de réunir des personnes aux intérêts divergents et que celles-ci acceptent de chercher ensemble la solution à leurs problèmes communs. Aussi, non seulement chacun doit-il être informé de tous les éléments du problème, mais encore volontaire pour construire un intérêt collectif à partir de valeurs partagées ou, au moins, pour continuer de vivre avec les autres, et pas uniquement avec ceux qui partagent ses idées. La démocratie étant le pouvoir au peuple, on ne peut en être partisan lorsque l'on y trouve son intérêt particulier et la décrier en cas contraire.

- Les lieux de débats contradictoires (conseils consultatifs, commission...) sont des formes stables de concertation, mais aujourd'hui des formes plus souples et plus proches des gens manquent pour prendre en compte les désirs et les intérêts des individus et des groupes et répondre rapidement à des problèmes de vie quotidienne.

- Avec les mouvements de protestation, avec les nouvelles formes d'engagement court et intense, pour ou contre une idée, l'action politique suppose une réactivité rapide pour qu'émerge un intérêt général. Or la démocratie est un processus lent lorsqu'elle veut garantir les libertés de chacun.

La plupart s'accordent à dire que l'action politique doit inventer des méthodes de résolution des problèmes qui associent les différents acteurs concernés, au-delà de la seule mobilisation des leaders d'opinions, des responsables d'associations reconnues, "des gens en place"... Plusieurs pistes ont été esquissées.

Etendre les processus démocratiques

La démocratie est un apprentissage quasi permanent du débat délibératif, c'est-à-dire de la discussion qui a pour finalité une décision publique. Il ne saurait y avoir de démocratie pour la gestion des affaires publiques si d'autres lieux ne connaissent pas eux aussi des approches de même type : vie à l'école, vie en entreprise, et parfois même vie associative. De nombreuses réalisations peuvent illustrer cet apprentissage souvent appelé "éducation à la citoyenneté"⁸.

Se donner les moyens de la démocratie

Si l'on veut que les gens participent davantage à la vie publique, il va falloir en trouver les moyens, comme par exemple : une meilleure mise en oeuvre du statut du bénévole, des moyens donnés au parent isolé pour qu'il puisse participer à un conseil de classe, des méthodes pour aller au devant des personnes qui ne se déplaceront pas pour une réunion de débat, etc. Le coût de la démocratie n'est pas seulement financier : c'est aussi une dépense d'énergie, une inventivité, un partage de savoir-faire...

Apprendre à intégrer la critique

La démocratie suppose l'acceptation de la contradiction au sein du débat, la capacité des uns et des autres, et non seulement des élus, à supporter des points de vue adverses, la capacité à prendre en compte la critique d'autrui pour modifier son propre point de vue plutôt que de la diaboliser. Par exemple, la critique même du fonctionnement démocratique est ressentie par certains comme une remise en cause de ce système de gouvernement, alors que d'autres voient là précisément un ressort indispensable de la vie démocratique.

8 - Lire dans le chapitre sur la Valeur Travail les propositions de changement de la vie en entreprise.

Des livres

Serge BERNSTEIN (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Le Seuil, 1999.

Pierre BRÉCHON, *La France aux urnes. Cinquante ans d'histoire électorale*, Paris, Les études de la Documentation française, 1998, 3ème édition.

P. BRECHON, A. LAURENT, P. PERRINEAU, (dir.), *Les Cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Pierre BRECHON (dir.), *Les partis politiques français*, Paris, Les études de la Documentation française, 2001.

Pierre BRECHON, (dir.), *Les élections présidentielles en France. Quarante ans d'histoire politique*, Paris, Les études de la Documentation française, 2002.

G. GRUNBERG, N. MAYER, P.M. SNIDERMAN, , (dir.), *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

" La gouvernance ", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 9.

Les valeurs des JEUNES

La jeunesse, problème pour la société

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Une précaution méthodologique : les enquêtes montrent une différence de représentation de la société entre les jeunes diplômés et les jeunes non diplômés. Or, les résultats de cette enquête sur-représentent les jeunes diplômés.

Entre les jeunes d'aujourd'hui et les générations précédentes, il y a relativement peu de désaccords. Les valeurs sont très proches. Cela vient en grande partie du fait que l'évolution marquante du libéralisme des mœurs a commencé avec la génération issue de l'après-guerre et se poursuit.

On constate que le cercle des intimes, avec lesquels on peut partager les mêmes choix, est privilégié pour une grande partie de la jeunesse, parfois au détriment de ceux qui n'en font pas partie, et du reste de la société.

Dans le même temps, les jeunes sont ceux qui demandent le plus à la société de prendre en compte la diversité des choix individuels. Tolérance envers les choix privés et demande d'ordre social vont de pair pour la nouvelle génération. Mais qui va instaurer cet ordre ? L'acceptation de la régulation de la vie privée par les religions ou les idéologies laisse la place à une demande de régulation des relations interpersonnelles par la puissance publique.

Les plus grandes interrogations viennent alors précisément des 20 % de jeunes non diplômés qui, s'ils considèrent eux aussi que la vie privée doit être placée sous le signe du libéralisme et de la tolérance, en revanche croient beaucoup moins à l'égalité des personnes, revendiquent le plus un ordre social et rejettent globalement la société : ils considèrent qu'elle les rejette eux-mêmes.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Olivier Galland ¹

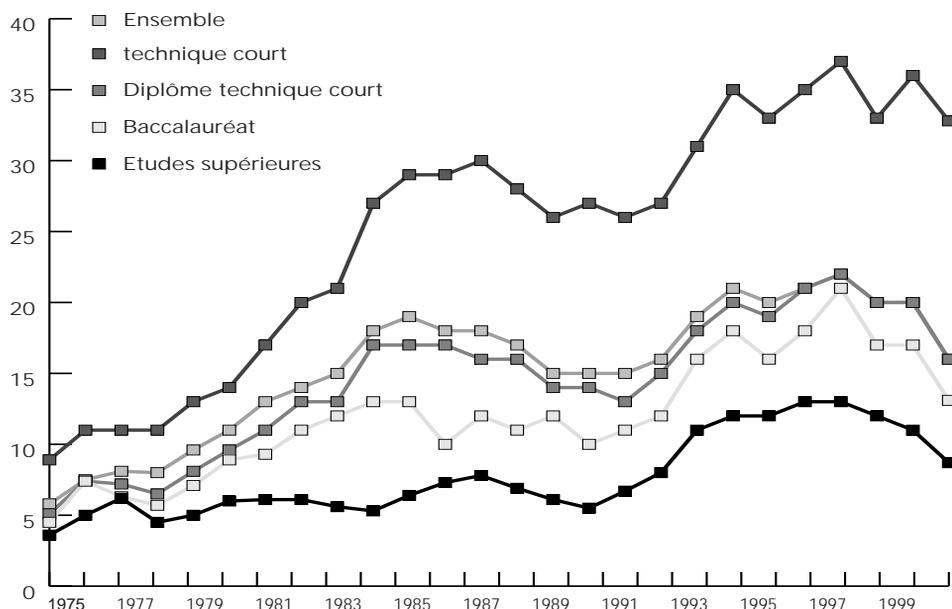
Les jeunes générations sont l'avenir de la société et c'est pour cela que leurs attitudes présentent un intérêt particulier : se situent-elles dans la continuité des valeurs des autres générations ou un décrochage se manifeste-t-il dans certains domaines, qui serait annonciateur d'une " rupture générationnelle " ? A certaines périodes de l'histoire de nos sociétés, une telle rupture a semblé se produire, à la suite d'un cataclysme de grande ampleur (la guerre de 1914), à cause d'une réorientation profonde des valeurs de la société elle-même dont les jeunes générations ont été les vecteurs (durant les années 1960). Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les deux jeunessees

Les images de la jeunesse sont floues et contradictoires. Les anciens jeunes des années 60, aujourd'hui aux commandes de la société, semblent avoir parfois l'impression que leur héritage a été rejeté : l'anticonformisme et l'humeur contestataire seraient oubliés au profit d'un réalisme que certains ne sont pas loin de trouver cynique ou basement matériel : comment peut-on manifester – comme l'ont fait les lycéens il y a quelques années – pour réclamer plus de surveillants dans les lycées ? Voilà un type de revendication qui a probablement révélsé, ou laissé perplexe, plus d'un ancien soixante-huitard ! Mais, en même temps qu'elle déçoit certains, cette jeunesse en inquiète d'autres. Des explosions sporadiques de violence se manifestent qui dépassent de beaucoup en intensité et en radicalisme ce qu'ont connu et pratiqué les jeunes contestataires des années 60. Bien sûr cette jeunesse à deux faces est en réalité constituée de deux jeunessees bien distinctes. La distance sociale et idéologique s'accroît entre les jeunes selon qu'ils disposent ou non d'un niveau d'études minimum.

D'abord un mot sur les conditions sociales qui font exister ces deux jeunessees aux destins de plus en plus divergents. En France, plus qu'ailleurs, l'écart entre ces deux jeunessees s'est accru. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'évolution du taux de chômage des jeunes par niveau de diplômes (figure 1). Depuis 20 ans, le chômage a tendance à se concentrer toujours plus sur les non diplômés. Le désavantage relatif des jeunes Français non diplômés s'est accru jusqu'au milieu des années quatre-vingt et se maintient depuis à 2 contre 1 par rapport à l'ensemble des jeunes (le rapport chômeurs/non chômeurs est deux fois plus élevé parmi les jeunes sans diplômes qu'au sein de l'ensemble des jeunes).

Taux de chômage par niveau d'études (15-29 ans)



source : INSEE, France

1 - Directeur de recherche au CNRS, Observatoire sociologique du changement. Exposé du 20 novembre 2001.

Comment expliquer cet écart croissant entre les chances sociales de deux jeunes ? Il y a bien sûr des causes conjoncturelles de nature économique que tout le monde connaît. Les économies d'Europe occidentale ont connu une longue période, dont elles commencent peut-être tout juste à sortir, durant laquelle le chômage a augmenté. Et comme toutes les enquêtes le montrent, ce sont surtout les nouveaux entrants sur le marché du travail qui en supportent les fluctuations conjoncturelles. Toutefois, ce désavantage des jeunes est plus ou moins marqué selon les pays. Dans ce domaine les jeunes Français ne sont pas les plus favorisés : leur situation est intermédiaire entre celle des pays du sud de l'Europe où les jeunes connaissent un désavantage relatif très marqué et celle de l'Allemagne ou du Royaume-Uni où ce désavantage est faible ou inexistant.

Mais il y a également probablement des facteurs de nature plus structurelle. Certains économistes affirment en effet que la situation actuelle de l'économie des pays développés se caractérise par une désaffectation croissante pour le travail non qualifié et c'est bien de ce syndrome dont souffriraient les jeunes sans diplômes : dépourvus de qualification, sans expérience professionnelle, ayant parfois des difficultés d'adaptation aux situations de travail, ces jeunes ne présentent pas un profil attractif pour les entreprises².

Dans un pays comme la France, le critère du niveau de formation devient ainsi de plus en plus discriminant dans la réussite des parcours individuels d'accès à l'emploi. Avoir un diplôme ne suffit pas à assurer cette réussite, mais devient une condition indispensable. Il n'en était probablement pas de même il y a trente ans : les jeunes sans diplômes pouvaient alors s'insérer beaucoup plus facilement sur des emplois, et notamment des emplois industriels, non qualifiés.

Les statistiques de l'emploi nous montrent effectivement que les jeunes Français sans diplômes occupent de moins en moins souvent des emplois qualifiés, ce qui n'est pas une surprise, mais également moins souvent des emplois non qualifiés (tableau 1), soit parce que ces emplois ont été détruits (ce fut le cas dans de nombreux secteurs industriels), soit parce qu'ils sont plus souvent occupés par des jeunes ayant un minimum de qualification.

Occupant moins souvent ces emplois non qualifiés, qui les accueillait prioritairement autrefois, les jeunes sans diplômes sont plus souvent chômeurs ou inactifs.

Qualification de l'emploi et chômage parmi les jeunes Français de 20 à 24 ans sans diplômes en 1982 et 1997 (Champ : jeunes de 20 à 24 ans non scolarisés et n'ayant aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires).

| | Ouvriers non qualifiés | Employés non qualifiés | Autres catégories socio-prof. | Chômeurs non scolaires | Inactifs | Ensemble |
|---------|------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|----------|----------|
| Garçons | | | | | | |
| 1982 | 33,7 | 2,3 | 37,4 | 14,1 | 12,5 | 100 |
| 1997 | 20,7 | 4,2 | 20,7 | 40,3 | 14 | 100 |
| 2000 | 29,8 | 4,8 | 18,7 | 33,5 | 13,2 | 100 |
| Filles | | | | | | |
| 1982 | 19,3 | 14,3 | 17,7 | 18,6 | 30,1 | 100 |
| 1997 | 9,2 | 11,9 | 11,5 | 32,2 | 35,2 | 100 |
| 2000 | 10,2 | 14,3 | 10,3 | 28,6 | 36,6 | 100 |

Source : INSEE, enquêtes Emploi.

L'unité de la jeunesse française est donc fictive et de moins en moins avérée. Les destins des jeunes qui poursuivent des études même courtes mais sanctionnées par un diplôme ou une formation professionnelle et ceux qui abandonnent leur scolarité le plus tôt n'ont rien de commun et sont de plus en plus divergents.

Mais ces deux groupes ne sont pas d'importance quantitative équivalente : les diplômés sont de plus en plus nombreux et représentent une nette majorité des jeunes Français, 80 % des sortants du système éducatif possèdent au moins un diplôme équivalent au CAP. Les enquêtes valeurs sur lesquelles je m'appuierai essentiellement sont bien adaptées pour rendre compte de cette population.

2 - L'existence en France d'un salaire minimum, dont la revalorisation régulière depuis la fin des années 60 a permis de réduire puis de maintenir les inégalités de revenus, représente un handicap pour l'insertion professionnelle des jeunes sans qualification professionnelle. Le Premier ministre Edouard Balladur avait tenté d'introduire en 1994 l'idée d'un salaire minimum " jeune ", mais devant les réactions très négatives et les manifestations déclenchées par cette initiative, il renonça.

Elles le sont moins, par leur effectif, leur mode d'échantillonnage et de collecte, pour représenter la jeunesse marginalisée de zones géographiques très restreintes à l'échelle du territoire et qui concentrent toutes les difficultés. Dans le diagnostic général qui est porté il faut donc avoir à l'esprit les limites de l'instrument de mesure qui conduisent probablement à sous-représenter la jeunesse la plus défavorisée qui est aussi celle, évidemment, qui pose le plus de problèmes à la société. Je reviendrai, dans la suite de l'exposé sur les systèmes de valeurs de cette jeunesse à partir d'un autre ensemble de données.

Pas de rupture entre générations

Ces limites étant posées, quel diagnostic peut-on porter à la fois sur la place moyenne des jeunes dans l'univers de valeurs des Français et sur l'évolution de leurs attitudes ? En ce qui concerne la position des jeunes dans l'univers "moyen" des valeurs des Français, l'impression générale qui ressort des enquêtes valeurs est que les jeunes Français de cette fin de siècle ne se situent pas en rupture avec le reste de la société. Certes, ils sont souvent à la pointe du mouvement, mais rien ne donne le sentiment, dans quelque domaine que ce soit, qu'un fort décrochage générationnel se soit manifesté entre les classes d'âges qui composent la société française. L'évolution enregistrée depuis vingt ans ne fait que confirmer et amplifier ce constat : bien loin de s'en distinguer plus nettement, dans presque tous les domaines, les valeurs des jeunes se sont considérablement rapprochées de celles des adultes (tableau 2).

Il y a vingt ans, l'écart entre les jeunes et les adultes demeurait très important dans le domaine des mœurs et des normes morales : les jeunes étaient beaucoup plus permissifs que les Français plus âgés et respectaient moins les normes sociales (au moins dans leurs déclarations).

Leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale était également beaucoup plus faible. S'il est exagéré de dire qu'ils formaient, à cette époque, un continent séparé du reste de la société, les liens qui les rattachaient à celle-ci étaient cependant plus lâches qu'ils ne le sont aujourd'hui. Sur bien des points l'évolution est spectaculaire : par exemple, l'autorité est devenue une valeur consensuelle alors qu'elle opposait fortement jeunes et adultes il y a vingt ans ; dans le domaine des mœurs, les jeunes sont aujourd'hui à peine plus permissifs que les plus âgés ; la fierté nationale est un sentiment partagé par tous. Même dans le domaine des croyances religieuses, les écarts entre classes d'âge se sont considérablement réduits.

Différences de points de % entre les jeunes (moins de 30 ans) et le reste des Français (30 ans et plus) sur les opinions suivantes :

| | 1981 | 1990 | 1999 |
|--|------|------|------|
| Renforcer l'autorité est une bonne chose | +25 | +11 | +6 |
| "très inciviques" ¹ | -33 | -23 | -17 |
| "très permissifs" ² | -19 | -11 | -3 |
| Au moins 2 actes de participation active ³ | -10 | -6 | +2 |
| Le mariage est une institution dépassée | -10 | -1 | -2 |
| Fidélité : condition très importante de réussite du mariage | +15 | +6 | -5 |
| Une femme a besoin d'enfants pour s'épanouir | +11 | +8 | +6 |
| Très fiers d'être Français | +30 | +14 | +7 |
| Confiants dans les autres | -2 | +2 | +1 |
| Concernés par les conditions de vie de plus de 2 catégories ⁴ | | | +9 |
| Croient en Dieu | +22 | +16 | +10 |

1 - % appartenant au 4^e quartile d'une échelle d'incivisme (de jamais à toujours justifié) construite à partir des questions suivantes : trouver plus ou moins justifié le fait de toucher des indemnités indues, frauder le fisc, faire une 'ballade' dans une voiture volée, prendre des drogues douces, mentir, toucher un pot de vin.

2 - % appartenant au 4^e quartile d'une échelle de permissivité (de jamais à toujours justifié) construite à partir des questions suivantes : trouver plus ou moins justifiés l'homosexualité, l'avortement, le divorce, l'euthanasie, le suicide.

3 - parmi les actions suivantes : signer une pétition, participer à un boycott, prendre part à une manifestation autorisée, participer à une grève sauvage, occuper des locaux de bureaux ou des usines.

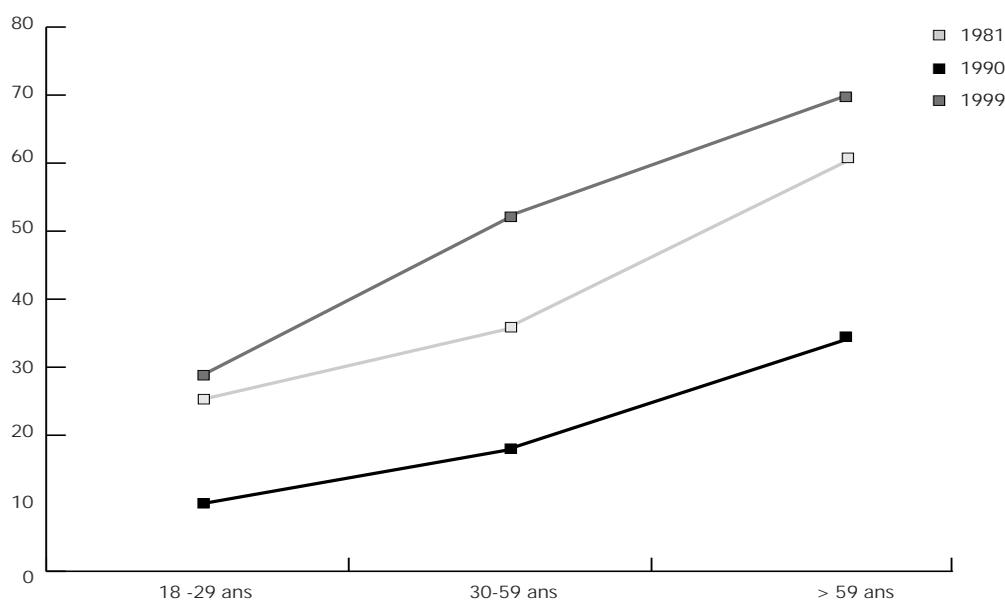
4 - parmi la liste suivante : des membres de votre famille proche, des gens de votre voisinage, des gens de la région, des concitoyens, des Européens, l'humanité, des personnes âgées, des chômeurs, des immigrés, des malades ou handicapés.

Les "anciens jeunes" sont restés fidèles aux valeurs de leur jeunesse

Mais qui a fait le chemin ? Est-ce que ce sont les nouveaux jeunes qui, comme le pensent peut-être les initiateurs de la révolution des mœurs des années 60, ont répudié l'esprit contestataire et anti-institutionnel qui avait fondé l'identité collective de la génération du baby-boom ? Ou bien, est-ce que ce sont ces " anciens " jeunes, aujourd'hui quinquagénaires, qui ont conservé quelques ferments de cette humeur anti-institutionnelle résistante à l'effet du vieillissement et qui remplacent des générations plus traditionnelles, nées avant-guerre ?

En réalité, les deux explications contiennent une part de vérité. Sur bien des points, les opinions des Français ayant aujourd'hui entre 40 et 50 ans, voire 60 ans, ont résisté, plus que ne l'avaient fait les générations précédentes, à l'effet du vieillissement qui affaiblit la tolérance à l'égard des comportements déviants ou simplement atypiques. Sur ce plan, un effet de période a contribué à accroître dans toute la société française, même parmi ses membres les plus âgés, l'adhésion au " libéralisme des mœurs " entendu comme cette liberté qui doit être laissée à chacun de choisir sa manière de vivre, indépendamment des conventions morales ou religieuses. Les attitudes à l'égard de l'homosexualité sont, sur ce plan, tout à fait typiques (graphique 2). Même si les Français plus âgés continuent d'être moins tolérants que les plus jeunes, le chemin qu'ils ont parcouru en vingt ans est impressionnant.

% de français trouvant l'homosexualité jamais justifiée

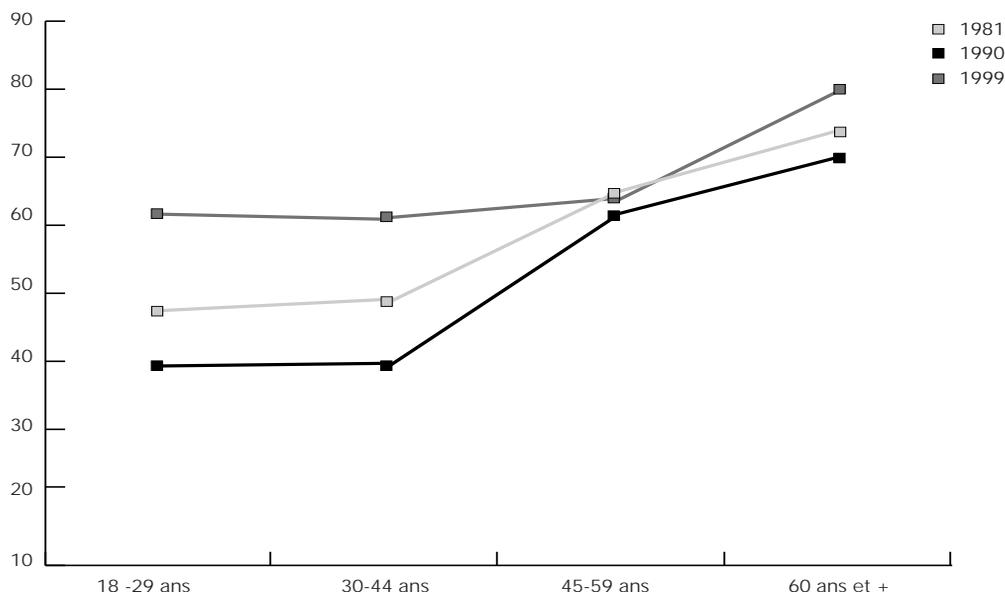


Libéralisme privé et ordre social

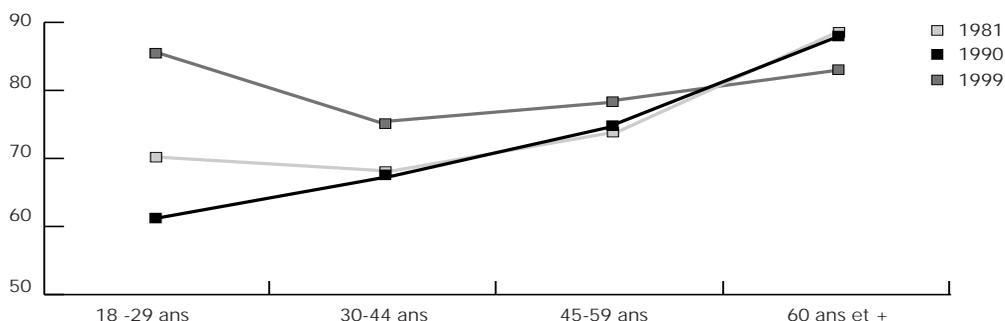
Mais la progression indéniable du libéralisme des mœurs – c'est-à-dire de cette idée que chaque individu peut choisir librement sa manière de vivre indépendamment des conventions morales ou religieuses – ne signifie pas que les jeunes considèrent que la permissivité doit régner dans tous les domaines de la vie sociale. Ils semblent faire le partage entre des choix, qui n'engagent que la stricte vie privée et la conscience individuelle, et des comportements, qui mettent en jeu d'autres personnes. Sur ce plan, leurs attitudes n'ont pas évolué vers un plus grand laxisme, mais au contraire vers une demande réaffirmée et plus forte de régulation des comportements sociaux.

L'enquête "valeurs" en montre deux exemples très nets : le renforcement de l'attachement à la valeur d'autorité, la remontée spectaculaire de l'idée que la fidélité est une composante de la réussite des unions. Sur ces deux questions, l'évolution des attitudes a été forte, surtout dans les dix dernières années, et tout particulièrement chez les jeunes (graphiques ci-dessous). Là encore, on enregistre un spectaculaire rapprochement des attitudes des Français de 18 à 60 ans.

% de français trouvant que renforcer l'autorité est une bonne chose



% de français trouvant que la fidélité est très importante dans le mariage



On a donc le sentiment que la permissivité en matière de mœurs, à laquelle adhèrent un nombre grandissant de Français, suscite une tension dans la régulation des relations entre personnes qui ne sont plus, autant qu'autrefois, contrôlées par des normes religieuses intangibles et partagées par tous. La liberté de chacun, de plus en plus admise, doit donc trouver des limites plus strictes dès qu'elle sort du cadre purement individuel : c'est ce sentiment ambigu, mêlant permissivité et demande de régulation, que semblent exprimer les Français à travers leurs réponses à l'enquête "valeurs". Chacun est libre, oui, mais cette liberté doit être plus contrôlée dès qu'elle met en jeu des relations entre les personnes.

Les jeunes croient donc plus aux bienfaits de l'autorité dans les relations sociales, au mérite de la fidélité dans les relations de couple, à celui de l'apprentissage des règles de conduite dans les relations éducatives que leurs homologues d'il y a vingt ans. Mais, en même temps, cette demande de régulation des rapports sociaux ne signifie nullement un retour à des formes traditionnelles de vie sociale, au sens où les comportements privés devraient être régis par des règles impersonnelles et intangibles. Dans ce domaine, il n'y a pas de retour en arrière : les jeunes, comme les plus âgés des Français, participent plus que jamais au mouvement de libéralisation des mœurs (voir le graphique sur l'homosexualité). Simplement, la tolérance, qui est la valeur fondamentale à la base de ce corps d'attitudes, trouve des limites naturelles (et non pas abstraites) dans la régulation des rapports privés qui mettent en relations des personnes aux intérêts, aux désirs ou aux ambitions possiblement divergents, contradictoires ou même antagonistes. La permissivité, qui n'est pas répudiée, secrète donc une demande de normes pour gérer les excès possibles d'une liberté individuelle toujours plus grande.

Pourquoi les jeunes sont-ils à la pointe de cette demande de régulation des rapports inter-individuels ? Parce qu'ils sont également à la pointe de la permissivité et du relativisme moral. Les personnes plus âgées croient plus souvent que des principes clairs et intangibles permettent d'orienter le comportement et les choix dans les différentes circonstances de la vie³. Elles sont également moins permissives. C'est donc chez les jeunes que la tension entre la permissivité et la régulation des rapports sociaux fondés sur cette permissivité est la plus grande.

Qui va réguler les relations interpersonnelles ?

Quelles seront les conséquences de cette forte demande de régulation des rapports interpersonnels ?

Un retour religieux ? Cela semble improbable tant, dans ce domaine également, le relativisme l'emporte sur l'attachement au dogme. La religion n'est donc plus un garant moral : elle devient, éventuellement, un choix personnel qui ne peut avoir pour ambition de s'imposer comme norme pour d'autres que pour soi-même.

Une demande de régulation publique des rapports privés qui ne sont plus autant régis qu'autrefois par des normes intériorisées ? Cette hypothèse est plus vraisemblable et trouve quelques éléments de confirmation dans les enquêtes "valeurs" : par exemple, les jeunes déclarent de plus en plus faire confiance à la police (64 % le font en 1999 contre 51 % en 1981), et l'écart avec les adultes s'est nettement réduit (21 points en 1981, 3 en 1999).

Une adhésion à un programme politique mettant en avant le retour de l'autorité ? Même si la majorité des jeunes reste attachée à la démocratie, une partie non négligeable d'entre eux (26 %) est séduite par l'idée d'un type de gouvernement mettant au pouvoir "un homme fort, sans contrôle du Parlement et des élections". Ce résultat est à rapprocher du pourcentage de jeunes (45 %) qui considèrent que "les démocraties ne savent pas bien maintenir l'ordre". Toutefois, le rapport des jeunes à l'autorité est très ambivalent : il est peu probable qu'ils adhèrent à un régime politique véritablement autoritaire qui limiterait leur liberté privée. Il s'agit plutôt de limiter et de contrôler les effets indésirables et perturbateurs de la permissivité.

Le cercle des intimes avant tout

La demande de régulation des rapports interpersonnels peut enfin avoir des conséquences sur la gestion par les jeunes eux-mêmes des rapports qu'ils entretiennent avec les autres.

J'avais montré, dans un chapitre du livre consacré aux valeurs des Français⁴, que le "cercle de l'intimité", cet ensemble de relations nouées avec les proches (parents et amis) constituent, pour les jeunes, des micro-sociétés relativement hermétiques à la société globale. Dans les nouvelles générations, la tolérance se marie assez volontiers avec l'indifférence à l'égard de ceux qui restent étrangers à ce cercle de l'intimité. La régulation interne des relations privées, fondée sur des valeurs d'authenticité, de confiance mutuelle, de respect d'autrui, peut, dans la mesure où elles constituent en elles-mêmes une valeur que les jeunes veulent préserver et entretenir, prendre le pas sur leur régulation externe par la société globale. Sur-intimisation des rapports privés, instrumentalisation des rapports publics constitueraient le point d'aboutissement ultime d'une telle évolution.

Le paradoxe d'une telle hypothèse serait que l'affaiblissement des différences de valeurs entre classes d'âge, qui a été noté à plusieurs reprises, se combinerait à un cloisonnement plus fort des relations sociales. La société des jeunes n'est certainement pas arrivée à ce stade de déconnexion de rapports sociaux fragmentés en de multiples réseaux privés indifférents à la société globale avec laquelle on n'entretiendrait que des rapports instrumentaux. Mais c'est une tendance d'évolution qu'on ne peut exclure.

3 - Sur ce plan, les différences entre jeunes et adultes sont restées stables entre 1981 et 1999. Les adultes sont toujours plus nombreux (+12 points) à considérer que " il y a des lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est bien et ce qui est mal " et à penser que " elles s'appliquent toujours, quelles que soient les circonstances ".

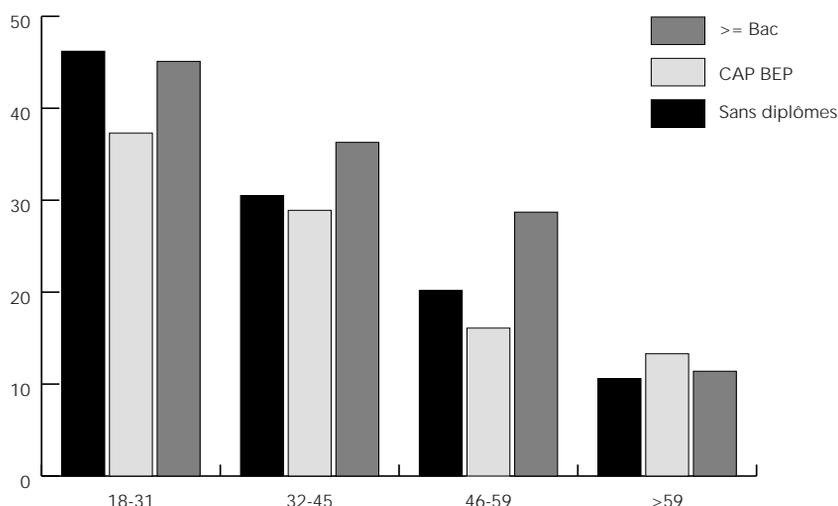
4 - O. Galland, " Les Français entre eux : des relations électives et sélectives ", dans *Les valeurs des Français*, p. 28-47

L'autre jeunesse

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots de la partie des jeunes – la jeunesse non qualifiée – qui est mal représentée dans l'enquête "valeurs" et qui se distingue de plus en plus nettement du reste de la jeunesse.

En effet la question qu'on peut se poser est de savoir si les deux jeunessees dont il a été question au début adhèrent au même corps de valeurs et si cette adhésion vaut adhésion à la société elle-même. La réponse est à la fois positive et négative. Pour résumer, on pourrait dire que la jeunesse française est unie dans sa conception des mœurs, de la vie privée mais est profondément divisée dans sa conception de la vie publique et de la société. Unie sur les mœurs, la jeunesse l'est autour de l'idée de libéralisme des mœurs dont il a déjà été question. Les études, qui ont été menées dans ce domaine ⁵, montrent que le clivage en matière de mœurs est essentiellement générationnel.

% de français trouvant que l'homosexualité est acceptable



Source :
CEVIPOF -SOFRES 1995)

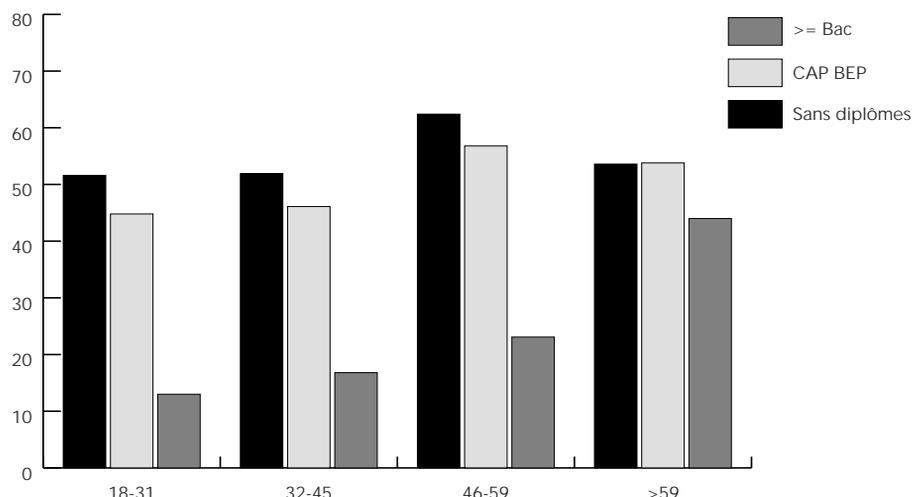
Quel que soit leur niveau d'étude, les individus d'un âge donné n'ont pas des opinions très éloignées sur cette question, mais se distinguent nettement des autres générations et, en la matière, le libéralisme décroît régulièrement avec l'âge.

Mais si la plupart des jeunes adhèrent au libéralisme des mœurs, il n'en va pas de même à l'égard de ce que Etienne Schweisguth et Gérard Grunberg ont appelé les "attitudes universalistes". Ils définissent cette dimension par l'appréciation de la valeur des individus, ou, comme on dit couramment, de leur dignité : s'opposent ainsi ceux qui affirment l'égalité de tous les individus quels qu'ils soient et ceux qui, au contraire, soulignent les inégalités de valeur entre membres d'une même société ou entre membres de sociétés différentes. L'expression de sentiments xénophobes est évidemment très étroitement liée à ce corps d'attitudes. Or, sur ce plan, le clivage n'est plus générationnel mais lié au niveau d'études (et il est d'autant plus marqué qu'on a affaire à des jeunes). En effet, quel que soit leur âge (au moins jusqu'à 60 ans), les personnes qui ont poursuivi des études longues adhèrent à des attitudes universalistes, alors que la tendance est inverse pour les personnes qui ont arrêté plus tôt leurs études.

5 - Notamment les enquêtes réalisées par le CEVIPOF (Fondation Nationale des Sciences Politiques) à l'occasion de chaque grande élection en France.

6 - G. Grunberg et E. Schweisguth, "Recompositions idéologiques", dans : *L'électeur à ses raisons*, Boy, Mayer (dir.), p. 139-178, Presses de la FNSP, 1997.

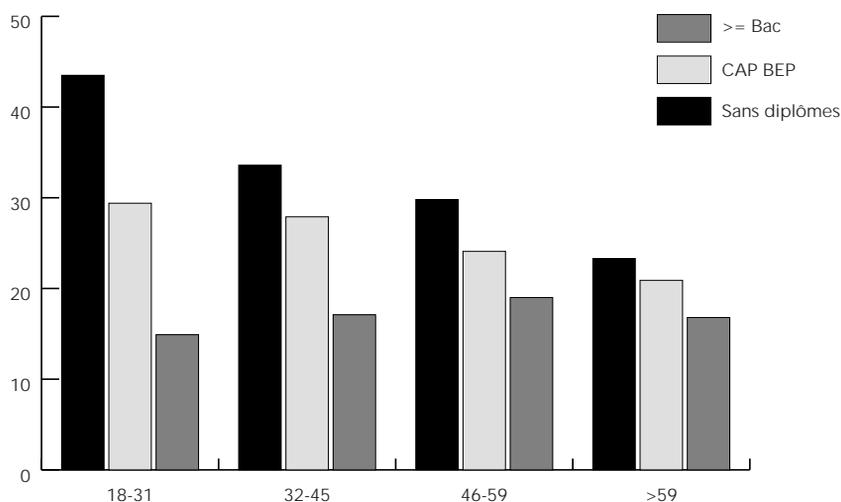
% de français trouvant qu'il y a trop d'immigrés



Source :
CEVIPOF -
SOFRÈS 1995)

L'expression de sentiments radicaux à l'égard des changements sociaux et politiques nécessaires de la société illustre également cette division de la jeunesse française. Sur cette question, à nouveau, le clivage du niveau d'études joue d'autant plus fortement que l'on est jeune.

% de français d'accord avec l'idée qu'il faut radicalement changer de société



Source :
CEVIPOF -
SOFRÈS 1995)

Tout semble donc séparer les jeunes qui ont poursuivi des études au delà du cycle secondaire, modérés dans leurs opinions à l'égard des changements sociaux et politiques, de ceux qui ont fini leurs études plus tôt, qui expriment souvent des sentiments et des votes radicaux, alors que ce clivage est beaucoup moins marqué chez les personnes d'âge mur et presque inexistant chez les personnes âgées.

Autrement dit, la polarisation sociale de la jeunesse, dont il a été question auparavant, se double bien d'une polarisation idéologique, non pas sur les mœurs, mais sur la représentation de la société. Les jeunes Français sans diplômes rejettent une société dont ils ont le sentiment qu'elle les rejette.

LES VALEURS DE JEUNES LYCÉENS

Pour nous, une valeur, c'est, tout d'abord, une façon de penser, une base qui nous permet d'agir. Cela nous permet également d'établir des différences et nos priorités dans la vie, pour nous permettre d'agir plus tard.

A travers différents travaux de groupe, et individuellement, nous avons pu exprimer les valeurs fondamentales pour nous, c'est-à-dire le respect d'autrui, qui nous paraît indispensable, en particulier pour la qualité relationnelle ; mais aussi l'acceptation des différences sans rejeter l'autre. Par exemple, accepter l'avis différent d'une personne qui, souvent, nous contredit.

Il y avait également la confiance en nous – en soi et dans les autres – et l'importance de la liberté de disposer de soi-même, de pouvoir faire ses choix, d'être libre de ses actes. Et, encore, l'importance de la liberté d'expression, de penser ce qu'on veut penser, de ne pas être influencé par les autres, d'avoir un espace pour se forger nos idées.

Il y avait quelque chose d'intéressant à noter : nous sommes un groupe représentatif des jeunes européens. Dans le livre, un tableau – le 1er – concernait les valeurs de la famille, les amis, les relations, le travail, les loisirs, la politique et la religion. On a comparé nos réponses à celles de l'enquête et on a remarqué que les résultats étaient sensiblement les mêmes.

Un groupe de lycéens

INDIVIDUALISME OU SOLIDARITÉ ?

En ce qui concerne la solidarité, je crois qu'il s'agit d'une des valeurs fortes des étudiants qui viennent faire leurs études chez nous. Malgré cet engagement affiché, je constate depuis quelques années qu'elle n'empêche pas un comportement individualiste qui est le reflet de notre société. C'est la raison pour laquelle j'ai été amenée à introduire systématiquement cette question dans les sessions d'admission : comment expliquez-vous que cohabitent, dans votre génération, cette valeur et ce comportement ? Cette question les surprend parce qu'ils ne se croient pas individualistes. Je pense que leurs convictions sont dissociées de leurs comportements dans la vie quotidienne. Elles constituent leur idéal.

Je crois que plusieurs phénomènes concourent à encourager ces comportements et le retour à des valeurs traditionnelles, comme le clan, la famille, les amis, les cercles : la globalisation, la mondialisation qui renforce le principe des identités locales, régionales ; la violence sous toutes ses formes, dont on cherche à se protéger dans le cocon des siens ; la technologie de l'information, qui joue sur les concepts publicitaires de clans, de tribu, ou les chats sur Internet.

Une directrice d'école de formation de responsables d'organisations humanitaires ou de développement

Le débat le débat le débat le débat le débat

“Solidarité avec ses amis “ou “solidarité avec les plus défavorisés”?”

Olivier Galland a été frappé de voir dans l'échantillon des jeunes de cette enquête la très forte importance de la valeur d'amitié, des relations avec les amis, comme si le cercle des intimes constituait une sorte de petite société dans la société, une "micro-société". Dans l'enquête, il y a toute une série de questions du style : vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des chômeurs, des émigrés, des malades... ? Dans les résultats, on constate que les jeunes se sentent plutôt moins concernés par les conditions de vie

de ces catégories défavorisées que les personnes plus âgées qu'eux.

Les jeunes actuels donnent l'impression, d'après l'enquête, d'être à la fois très tolérants et un peu plus indifférents, dans le même temps, que ne l'étaient peut-être les jeunes des générations précédentes à la société globale, aux débats et aux conflits, aux difficultés qui traversent cette société.

Le diagnostic a quelque peu étonné et plusieurs questions ont surgi des débats.



> Des jeunes affirment fortement que la solidarité est une valeur pour eux. La question posée est celle des destinataires de cette solidarité : les siens ? les autres ? les proches ? les lointains ?

> Les nouvelles générations sont-elles capables de se mobiliser même lorsque leurs intérêts immédiats ne sont pas en jeu ?

> *Existents-ils encore de "grandes causes" capables de susciter la combativité et l'enthousiasme ou est-ce "la fin des militant"*

Des relations qui ont considérablement changé en 40 ans

Olivier Galland insiste sur l'évolution absolument considérable de la qualité des rapports entre les générations. Pour les jeunes des années 50 ou 60, c'était encore un rapport autoritaire qui prévalait à la fois dans la famille, comme à l'école ou à l'université. Aujourd'hui, les jeunes vivent dans un climat de libéralisme familial et éducatif qui était totalement inconcevable quelques années auparavant. Ce diagnostic fait la quasi unanimité des participants au débat.

- Les enfants, les adolescents, dans les générations précédentes, n'avaient généralement pas droit à la parole. C'est bien un peu ce qui a motivé la révolte des jeunes dans les années 60. Ce droit à la parole, la jeunesse l'a acquis et maintenant, à l'intérieur des familles, il y a un climat de libéralisme et de bonne entente entre les générations qui contraste avec ce que nous avons connu hier. Ceci explique qu'autre-

fois les jeunes étaient très pressés de quitter leurs parents, parce que c'était pour eux le moyen d'accéder à la liberté. Aujourd'hui, on sait que les jeunes ont plutôt envie, pour certains, de rester chez les parents où ils jouissent souvent d'un confort matériel et d'un climat éducatif qui ne les perturbe pas beaucoup dans l'expression de leurs désirs et de leurs aspirations.

- Cette situation n'est pas toujours bien comprise des adultes qui comparent la jeunesse d'aujourd'hui avec leur propre jeunesse. Ils lui reprocheraient parfois de ne pas les contester comme eux ont su le faire avec leurs propres parents.

Aussi des adultes sont parfois dubitatifs devant une jeunesse si proche d'eux.

RESPECTEZ LES JEUNES !

On a parlé des problèmes de changement d'une génération à une autre. Pour moi et beaucoup de mes collègues, il y a un décalage avec la génération des 50 ans, qui aujourd'hui a le pouvoir, et les nouvelles générations. Les cinquantenaires ont parfois du mal à accepter une autre manière de voir ou de travailler. Ils peuvent se le permettre parce que, disent-ils, " ils ont tout vécu " ! Ils ont connu la bombe atomique, la messe le dimanche, le baptême, etc.. puis, en Mai 68, avec la révolution, ils se sont éclatés. Ensuite, ils ont retourné leur veste parce qu'ils ont trouvé que, finalement, ce n'était pas si génial. Ils se retrouvent dans une relation avec leurs enfants qui est copain/copain : ce qui n'est pas toujours facile.

Quand les lycéens parlent de respect d'autrui, ils s'adressent, je pense, aux cinquantenaires. Entendez qu'il y a d'autres manières de voir les choses et que, même si on ne milite pas forcément de la même manière qu'il y a quelques années, il y a une autre forme de militantisme, ces micro-sociétés portent aussi des valeurs, elles en créent. Il faut donc accepter cette différence et les valeurs portées par les jeunes.

Une agent de développement Politique de la Ville

DES JEUNES PAS ASSEZ CONTESTATAIRES !

Si la jeunesse se fonde dans la société existante sans la contester, qui va faire bouger la société ? Le fait de vouloir gommer les conflits peut signifier une absence de sens plus qu'un désir de dialogue intergénérationnel. J'ai trouvé que les questions des lycéens étaient bien gentilles. J'aimerais que, dans les valeurs des jeunes, il y ait une contestation plus grande de certaines valeurs des adultes. Si jeunes et adultes s'entendent trop bien, c'est inquiétant pour l'avenir à construire !

Un adulte

CRITIQUE DE L'INSTITUTION RELIGIEUSE

Les aumôneries universitaires sont fréquentées par des étudiants qui partagent des convictions religieuses mais aussi des jeunes en recherche. Comme il y a peu de gens qui adhèrent aux valeurs de la religion, dans ces aumôneries, nous éprouvons le besoin de nous serrer les coudes autour des valeurs chrétiennes que nous partageons. Nous ressentons très fortement autour de nous la critique de l'institution catholique, des évêques et du pape, alors qu'il y a peu de critiques de la foi elle-même comme si certaines valeurs du christianisme étaient normales : elles ne font pas l'objet d'une discussion.

Une étudiante membre d'une aumônerie universitaire



> *A vouloir toujours privilégier la qualité des relations humaines, ne risque-t-on pas de faire du sur place et de manquer d'élan, de dynamisme ?*

> *Si les relations entre générations ne sont plus sous le signe du conflit, comment vont se construire les jeunes personnalités ? Vont-elles rester dans une relation très proche de la génération parentale ? Le conflit ne risque-t-il pas d'être reporté ailleurs : au sein même de la*

jeunesse ?

Tolérance ou indifférence ?

Plusieurs personnes constatent que les nouvelles générations, libérées en quelque sorte des pressions sociales d'autrefois, ont une approche des systèmes de croyances, des idéologies, assez différentes de celle de leurs aînés.

- On voit ainsi chez les jeunes, à la fois, une chute spectaculaire de l'adhésion à la religion institutionnelle comme à la politique et, dans le même temps, une remontée des croyances et notamment de ce qui concerne la vie après la mort, la réincarnation, ou les signes du zodiaque. Mais cela ne génère pas de conflit dans la société française actuellement.

- La religion d'hier voulait normaliser la vie privée et publique et c'était aussi une forme de socialisation et d'éducation à l'action altruiste. Le sociologue rappelle que, dans les années 1950, un quart des jeunes allait à la messe toutes les semaines et un quart votait pour le Parti communiste. Donc la moitié des jeunes Français était encadrée par de grandes institutions d'engagements collectifs. Cet "encadrement" de la jeunesse n'existe plus aujourd'hui. Les médias ont pris le relais parfois de cette normalisation des comportements collectifs, mais chacun reste théoriquement libre de se forger ses propres opinions.

- Le choix d'appartenir ou de s'identifier à la religion musulmane n'est pas toujours un choix personnel. Selon certains observateurs, il y a parfois une pression sociale importante qui pousse les jeunes à affir-

mer par là une identité sociale. Depuis quelque temps, dans certains quartiers de l'agglomération lyonnaise, ne pas faire le ramadan est mal vu. Certains jeunes entrent ainsi en conflit avec d'autres sur ce point. Ici ou là, on ne parle plus de fêtes de Noël, mais de fêtes de fin d'année pour éviter des sources d'incompréhension et ne pas réveiller des hostilités.

- Les jeunes issus de l'immigration maghrébine, comme leurs familles, sont partagés. Il y a quelques années, l'Institut national des Études Démographiques avait fait la première grande étude statistique sur les immigrés en France. Elle montrait que le processus d'assimilation culturelle des jeunes d'origine immigrée était en cours. Ces jeunes parlent français, ils ont à peu près les mêmes goûts, les mêmes types d'aspiration que les autres français, ils commencent à se marier avec des jeunes d'origine française. Et, sur le plan religieux, ils ne sont pas beaucoup plus religieux que les autres jeunes Français, en moyenne. Il se peut que la liberté individuelle ait du mal quelquefois à s'affirmer et que la religion serve à se donner une identité dans une société où l'on se sent rejeté.

- La même attitude se retrouve avec les convictions politiques : on les garde pour soi, on ne les met pas sur la place publique, car le débat politique risque de devenir combat et briser les liens sociaux.

Les adultes demeurent perplexes devant une telle évolution et ne manquent pas de s'interroger.



> *Les jeunes manquent-ils de convictions ? Ont-ils des convictions, mais ne les affichent-ils pas pour éviter des incompréhensions, des tensions ?*

> *Est-ce la même évolution pour la religion musulmane que pour la religion catholique ?*

> *Comment à la fois permettre, au sein de la République, que des jeunes puissent vivre leur foi musulmane et être libres d'y adhérer ou non sans encourir une exclusion de la communauté*

locale ?

NE NOUS FÂCHONS PAS, RESTONS AMIS...

La qualité de la relation interpersonnelle est, pour les jeunes, une valeur en soi : être bien avec les autres, c'est capital, à tel point qu'on veut éviter entre jeunes les sujets qui fâchent. On ne veut pas tellement parler de politique, parce qu'on peut avoir des désaccords, ce que l'on n'aime pas. Ce qui compte, c'est d'être bien ensemble – une espèce de fusion affective et émotionnelle. Cela devient une valeur en soi : la qualité des relations interpersonnelles avec les amis et les proches.

Un jeune lycéen

LES QUESTIONS QUE NOUS AVONS ENVIE DE POSER À LA GÉNÉRATION DES ADULTES⁸

1. Le rapport entre les valeurs et les actes posés par la génération des adultes
 - . Pourquoi y a-t-il encore du racisme ?
 - . Pourquoi la religion reste-t-elle encore source de conflits ?
 - . Pourquoi l'argent a-t-il tant d'importance à vos yeux ? L'argent, ça représente quoi pour vous ?
 - . Quelles sont les valeurs les plus importantes pour vous ?
 - . Avez-vous les mêmes valeurs relationnelles que les jeunes d'aujourd'hui, ou étaient-elles différentes et lesquelles ?

2. La qualité relationnelle, c'est quoi selon vous ?
 - . Vous dites " Bonjour, comment ça va ? ", sincèrement ou par habitude ?
 - . Comment, selon vous, élabore-t-on une relation de qualité respectueuse de l'autre ?
 - . Que pensez-vous de la possibilité de différences, de divergences d'opinions ?

3. La relation adultes/jeunes, c'est comment selon vous ?
 - . Qu'attendez-vous des jeunes sur la question du respect mutuel adulte/jeunes ? Comment pensez-vous nous respecter ?
 - . Comment les adultes voient-ils la relation parents-jeunes ?
 - . Quelles sont vos craintes vis-à-vis d'un jeune de votre entreprise ou dans une autre entreprise ?
 - . Que pensez-vous devoir aux jeunes ?
 - . Quel avenir imagineriez-vous pour les jeunes de la société actuelle ?
 - . Êtes-vous prêt à partager la société avec les jeunes ?

Le groupe de lycéens

8 - Ces questions ont été à nouveau posées lors d'une émission en direct de Radio Calade à Villefranche où plusieurs des adultes présents à la conférence sont venus dialoguer avec les jeunes.

20 % de la jeunesse laissés de côté

Cette partie du diagnostic sur l'évolution des valeurs de la jeunesse suscite beaucoup de débat. Certes il y a accord sur les constats mais les divergences sont manifestes dans l'appréciation, l'explication, la recherche de solutions.

- Les difficultés de la jeunesse, scolaires, familiales, professionnelles..., sont en grande partie concentrées dans des zones géographiques très précises, très étroites et liées à l'environnement urbain, à la violence, à la délinquance. Cette concentration amène des jeunes à rejeter parfois assez violemment toutes les institutions de la représentation politique, voire des associations ou des travailleurs sociaux qui œuvrent sur le terrain. Même si le phénomène concerne une minorité, il pose problème à l'ensemble de la société qui n'a pas trouvé de solutions.

- Les travaux des sociologues montrent qu'il y a une corrélation très forte entre l'échec scolaire, l'absentéisme scolaire qui se développe, et le basculement dans des comportements déviants. Si 1 jeune sur 5 sort de l'école sans diplôme, cela interroge le système éducatif français. Le mot d'ordre d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat porte en creux l'idée que les 20 % qui restent n'intéressent pas la société. Peut-être aurait-il mieux valu avoir comme mot d'ordre 100 % d'une classe d'âge au moins au Niveau V, c'est-à-dire au niveau CAP/BEP. Cela aurait peut-être contribué à plus d'égalisation des chances de la jeunesse française.

- Certes, on commence à voir arriver les classes creuses : la proportion des jeunes qui ont suivi des études stagne maintenant, après avoir augmenté très fortement pendant les années 1980-1990. On pourrait imaginer que tous les jeunes vont trouver facilement du travail. Mais les jeunes non diplômés qui sont exclus aujourd'hui risquent d'être encore exclus demain, parce que l'économie fait appel de plus en plus à de la main d'œuvre qualifiée. Les jeunes qui n'ont pas le niveau de qualification nécessaire, les 20 %, resteront au bord de la route.

Quelques-uns pensent que ces jeunes sont plutôt des inadaptés scolaires que des jeunes en échec scolaire. Ils ne sont pas incultes. Ils ont des savoir-faire. Ce qui les intéresse, ils le connaissent bien. Il faudrait inventer une reconnaissance et une validation de ces acquis. Un chef d'entreprise, chargé de formation, reconnaît que les entreprises auraient dû continuer la formation professionnelle après guerre. Une meilleure coopération entre l'Éducation Nationale, les entreprises et les systèmes de formation existants, notamment l'apprentissage, constitue une des solutions.

Tout le monde s'accorde à penser qu'il existe un très grave déficit de démocratie de proximité. Les adultes ont un sentiment d'impuissance sur les problèmes de la société globale et les jeunes disent ne s'intéresser qu'à ce sur quoi ils ont prise. Les pouvoirs politiques cherchent à renouveler leur mode de gouvernement en associant les citoyens à l'élaboration de la décision publique. Les pouvoirs économiques sont loin d'avoir entamé une telle démarche.



> *Est-ce que ce sont les jeunes qui sont mal formés par l'Éducation nationale aux besoins des entreprises ou les entreprises mal adaptées aux demandes des nouvelles générations ?*

> *Les pouvoirs économiques ont-ils la préoccupation d'associer les jeunes générations à la construction de l'intérêt économique de l'entreprise ? les " règles du marché " ne sont-elles pas invoquées parfois pour éviter d'associer les personnels à la vie des entreprises ?*

> *Les nouvelles générations accepteront-elles encore de tels modes de relation au sein des entreprises ? ne risquent-elles pas de se désintéresser progressivement de la vie des entreprises et de ne plus trop s'investir dans la réussite économique ?*

Consumérisme ?

Là encore, les générations qui ont vécu les années 60 sont prises à contre-pied par l'évolution de la jeunesse actuelle jugée parfois trop passive, trop sage...

- D'après certaines enquêtes, il semble bien que l'investissement dans l'université comme lieu de socialisation collective et, éventuellement, comme lieu d'action collective, n'a plus beaucoup de prise chez les jeunes étudiants actuels, sauf lorsque leurs intérêts collectifs sont directement en jeu. Là, on voit surgir des mouvements très ponctuels de réaction qui précipitent les étudiants dans la rue. Ils viennent à l'université pour étudier, pour consommer des enseignements, et demandent à la société de les laisser étudier, de leur en donner les moyens.

- En même temps, il y a une valorisation de la sphère privée très forte. Ces étudiants forment de petits groupes d'amis assez étroits. Pour eux, les amis, ce sont les personnes à qui on peut se confier. Les copains, ce sont ceux qu'on fréquente mais auxquels on ne se confie pas. En moyenne, on a 4 ou 5 amis. Dans la sphère privée, ces étudiants, en semaine, vivent dans la ville, avec des rues, des bars spécifiquement fréquentés par eux, et usent de l'offre de culture et de loisirs de la ville universitaire. Mais, le week-end venu, ils rentrent chez les parents. Voilà un modèle typique d'une vie de jeune, aujourd'hui.

- Il est assez frappant de voir que dans ce modèle étudiant, on se détache progressivement de la famille. C'est le modèle français d'entrée dans la vie adulte. Contrairement à ce qui se passait autrefois, où l'on quittait ses parents d'un coup et entrait de plain-pied dans tous les rôles adultes à la fois : on entrait au travail, on se mariait, on avait son logement et très vite on avait un enfant. Maintenant, ce n'est plus du tout cela : on se détache progressivement des liens familiaux, notamment par le fait que de plus en plus de jeunes vivent dans un logement payé par les parents. En France, les familles font des efforts

financiers considérables pour soutenir et aider les jeunes adultes à entrer progressivement dans la vie adulte.

La demande, faite à la famille et à la collectivité, de satisfaire les demandes des plus jeunes, ne concerne pas seulement les étudiants. Elle relève d'une attitude assez répandue aujourd'hui, dite de consumérisme. On retrouve une façon identique de voir chez d'autres jeunes qui, eux aussi, trouvent tout à fait normal qu'on leur donne accès au travail, à des formes culturelles, aux loisirs... Il y a beaucoup d'attentes vis-à-vis de la société organisée par les adultes.

Par ailleurs, la jeunesse ne semble plus être perçue comme le temps des expériences à tenter, en dépit ou contre "les vieux qui ne comprennent rien à rien", ou celle des frustrations, comme elle a pu l'être dans des contextes sociaux antérieurs. La réponse : "tu verras cela après ton service militaire !" n'a plus cours.

Cependant, une partie de la jeunesse, celle qui se sent laissée au bord du chemin, ressent certainement de la frustration, non pas que les adultes n'aient pas les jeunes, comme cela s'entendait il y a 30 ans, mais qu'ils ne les aiment pas "eux" et leur entourage.

Comme toutes les générations, toutes les classes sociales, toutes les professions, tous les quartiers s'accordent à penser que la société doit répondre aux besoins et demandes de tout un chacun ; ceux qui ne voient pas la société combler leurs attentes (emploi, loisir...) ne se sentent pas "respectés", pris en considération. Des jeunes nés en France de parents immigrés n'ont pas d'identité correctement reconnue par la société. La violence de certains est parfois interprétée comme un moyen d'attirer l'attention sur eux. L'écart se creuse au sein de cette classe d'âge entre ces jeunes qui se vivent comme "rejetés" et les autres qui paraissent vivre en harmonie avec les générations antérieures et le reste de la société.



> *Quels moyens mettre en œuvre pour que les nouvelles générations prennent leurs responsabilités dans la société et, construisant avec les adultes les solutions à leurs problèmes, sortent d'une attitude consumériste ?*

> *Les politiques de " discrimination positive ", c'est-à-dire de moyens supplémentaires mis là où l'égalité d'accès aux droits est déficiente (zones prioritaires, publics prioritaires), ne renforcent-elles pas l'idée que la société doit tout à chacun ? Existe-t-il, là aussi, une manière d'impliquer les jeunes dans la mise en œuvre des politiques dont ils sont bénéficiaires ?*

> *L'accord entre générations ne cacherait-il pas une certaine peur des adultes vis-à-vis des jeunes ou de certains d'entre eux ?*

Individualisme ?

L'individualisme est une tendance séculaire de la société. Les jeunes ne sont pas les seuls porteurs de cette tendance, mais, probablement, ils sont un peu à la pointe. En 1995, quand les jeunes s'abstenaient à 50 % (en comptant les non inscrits et les abstentionnistes), jusqu'à 80 % dans des quartiers DSU⁷, l'abstention des plus de 29 ans était de 30 %.

Des sociologues comme Durkheim se posaient déjà la question : comment maintenir la cohésion dans une société où la liberté individuelle prend de plus en plus d'importance ?

La montée de l'individualisme que l'on constate chez les jeunes reflète en fait l'évolution de toute la société française. Les lycéens ou les étudiants font

des interventions collectives ponctuelles : ils demandent et obtiennent. Mais ils participent très peu aux élections des délégués à la vie lycéenne (entre 5 et 15 %), comme si les jeunes, comme les adultes, étaient désenchantés vis-à-vis de la société.

Désenchantement ne signifie pas que les gens, les jeunes notamment, ne réagissent pas. Les formes d'action directe comme la grève, la manifestation, la pétition, font florès. Mais ce sont des modes d'action le plus souvent très ponctuels et pour défendre des intérêts particuliers ou corporatistes. Et cette défiance vis-à-vis de la politique, on la retrouve aussi à l'égard de syndicats et, peut-être, de toutes les formes d'engagement collectif.

La jeunesse ressource ? danger ? problème ?

Si dans les années 60-70, on sentait une certaine coupure entre jeunes et adultes, aujourd'hui c'est moins de méfiance qu'il faudrait parler que de malaise sur fond d'entente.

- A la différence d'autres pays, la France n'est pas très ouverte à sa jeunesse. On le voit dans le domaine du travail. Les études sur l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle en France montrent que ceux qu'on appelle les "insiders" (ceux qui sont en place) ont une mobilité très faible. Alors les outsiders (ceux qui attendent à l'extérieur) ont du mal à entrer dans le système et y mettent beaucoup de temps. Dans des sociétés comme l'Allemagne, les pays nordiques, on est beaucoup plus accueillant.

- Il existe des différences de générations. Il n'y a pas de raisons pour que la génération actuelle soit

semblable à celle qui l'a précédée. C'est ainsi que s'opère le changement social et le renouvellement des idées et des institutions.

Comment à la fois permettre, au sein de la République, que des jeunes puissent vivre leur foi musulmane et être libres d'y adhérer ou non sans encourir une exclusion de la communauté locale ? Dans les études de comparaisons internationales qu'il a conduites, Olivier Galland a été frappé par le contraste tellement fort entre la conception de la jeunesse dans les pays nordiques et dans le nôtre. Dans ceux-ci, la jeunesse est perçue comme une "ressource", parce qu'elle va renouveler la société. Aussi fait-on tout, dans ces pays, pour cultiver et encourager cette ressource à éclore, pour que les jeunes passent à l'autonomie.

7 - Développement Social Urbain, quartiers prioritaires faisant l'objet de mesures de " discrimination positive ".

En France, la jeunesse est vue généralement soit comme un problème – et alors c'est la jeunesse qu'il faut protéger des dangers – soit elle-même comme un danger ; alors, c'est à la société de se prémunir contre elle. On a, en France, une vision plutôt négative de la jeunesse. C'est un problème culturel. On occulte la capacité d'un jeune à imaginer quelque chose et à entreprendre.

La France va basculer brutalement dans une période de manque de main-d'œuvre. Il n'est pas certain, compte tenu de ce problème culturel, que l'on sache accueillir les jeunes, vraiment les prendre au sérieux dans les entreprises et structurer les entreprises par rapport à eux, et c'est encore moins certain pour les jeunes les moins formés.

Des livres

Dominique CHARVET, *Jeunesse, le devoir d'avenir*, Paris, La Documentation Française, 2001.

Michel FIZE, *La démocratie familiale : évolution des relations parents-adolescents*, Paris, Presses de la Renaissance, 1990.

Olivier GALLAND, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, A. Colin, 1997, 2ème édition.

Olivier GALLAND, Bernard ROUDET, *Les Valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan, 2001.

" Les enfants et les jeunes de l'agglomération ", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 16.

Les valeurs familiales

Vive la famille !

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Depuis la génération du baby-boom née après 1945, une évolution de la conception du couple tend à se généraliser dans tous les milieux sociaux : les classes populaires s'ouvrent à une conception moins rigide de la famille, les classes moyennes sont moins libérales en la matière, la classe bourgeoise se distingue moins des autres classes sociales en ce domaine aussi. Les valeurs initialement bourgeoises pénètrent toutes les familles. Par exemple, deux valeurs sont affirmées : la fidélité dans le couple et l'ouverture de la famille, dont l'éducation doit encourager chez les enfants leur capacité à tisser des liens sociaux.

La libéralisation des mœurs s'est étendue dans l'opinion, sans pour autant légitimer la permissivité dans le couple. La fidélité progresse dans les jeunes générations. A retardement, elle entraîne même le ralliement de la génération du baby-boom. La libéralisation des mœurs est moins celle des conjoints que celle du couple qui revendique le droit de différer des autres couples. L'autonomie de la cellule familiale autour du couple trouve sa justification dans la tolérance et le respect des autres, valeurs qui progressent aussi bien dans les relations de couple que dans l'éducation donnée au sein de la famille. A ce titre est donc rejetée l'intrusion uniformisante des institutions religieuses, idéologiques ou politiques. Cet individualisme familial est conçu en réaction à un environnement perçu comme hostile. La vie privée en France s'est ainsi maintenue, plus nettement que dans le passé récent, à l'écart de la lutte darwinienne de tous contre tous.¹

1 - N. HERPIN, " La famille : tolérance et différence ", in BRECHON, 2000, p. 67.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Georges Decourt²

Un nouveau contexte familial

Ce que pensent les Français d'aujourd'hui à propos de la famille se comprend mieux si on met en perspective leur opinion. On s'aperçoit rapidement que la structure comme les modes de vie des familles, ce qui constitue l'expérience familiale, ont considérablement changé en quelques décennies.

- Le nombre de naissances hors mariage a explosé : 6 % en 1967, 39 % en 1996. Mais ce ne sont pas des enfants "naturels" ou adultérins, la plupart viennent de couples de conjoints non-mariés : en 1997, 87 % des couples vivent ensemble avant le mariage. Le mariage forme donc moins le couple aujourd'hui qu'il ne le transforme.

- Avec l'augmentation des divorces, la famille "recomposée" (un couple avec des enfants issus d'une précédente union) n'est plus rare. En 1996, un million d'enfants vivait avec un beau-parent. Le lien génétique ne suffit plus à définir la famille, il convient de parler aussi des liens domestiques entre ceux qui partagent le même logement. Les questions surviennent dès lors de l'autorité du beau-parent, de la place du parent absent et de la combinaison des rôles de chacun.

- Si, dans les années 60, un jeune cherchait à quitter le domicile familial pour acquérir sa liberté, aujourd'hui, il peut concilier liberté d'action individuelle et prise en charge par ses parents. S'il habite toujours chez papa-maman, certes, c'est qu'il existe des raisons économiques, mais c'est aussi que les parents lui offrent plus d'espace au sein même de la vie familiale. En 1982, 38,2 % des garçons de 24 ans vivaient au domicile parental, ils sont 47,3 % en 1990, le pourcentage des filles est passé, quant à lui, de 19,0 à 27,8 %.

- Autre phénomène important, le nombre de familles "mono-parentales", le plus souvent une mère seule en charge d'enfants. Autrefois stigmatisées comme "filles-mères", aujourd'hui elles sont aidées par la société. En 1996, ces familles représentent 14 % de l'ensemble des familles pour 9 % en 1983 ; 2 millions d'enfants vivent ainsi avec un seul de ses parents. La place de l'autre parent, la plupart du temps le père, est mal assurée. Des enfants disent rêver parfois d'une "vraie famille" où leurs parents seraient réunis. Pour eux la famille constitue un souhait.

Lorsque l'on parle de regain des valeurs familiales, il ne faut donc pas oublier que l'on ne parle pas tout à fait de la même famille qu'à l'époque où elle était critiquée et où l'on disait que la famille était en perte de vitesse. Pourquoi un jeune aurait-il comme premier souci de quitter ses parents pour aller vivre sa vie, s'il peut le faire en partie en restant avec eux ? Comment pourrait-il rejeter la pression familiale qu'il n'a pas subie ? Comment ne pas désirer la stabilité des relations quand on a été ballotté pendant toute sa petite enfance ?

Une homogénéisation des manières de vivre la famille

Nicolas Herpin³ montre, à partir des résultats des enquêtes, une évolution au sein de trois catégories sociales relativement homogènes dans leur conception de la vie sociale et culturelle.

- Les classes populaires se sont ouvertes à une conception moins rigide de la famille ce qui était jusqu'ici l'apanage des classes moyennes : elles vivent en leur sein avec plus de liberté et aussi avec plus d'ouverture aux autres.

2- Sociologue à Economie & Humanisme.

3 - " La famille : tolérance et différence ", in BRÉCHON, 2000, pp. 48-67.

- L'éducation familiale, pensent de plus en plus de Français, se rapprochant ainsi de l'opinion des classes bourgeoises, doit encourager chez les enfants leur capacité à tisser des liens sociaux, à s'ouvrir aux autres.
- Pendant ce temps, les familles des classes moyennes, très en pointe dans la libéralisation des mœurs, désirent davantage de stabilité au sein de la famille.

Il y a ainsi une certaine homogénéisation des manières de vivre la famille au sein de la société française.

Concilier les contraires

Si les générations précédentes ont beaucoup oeuvré pour la libéralisation des mœurs, aujourd'hui où la famille est devenue plus libérale, c'est la revendication de fidélité que soutiennent les nouvelles générations dans un monde très mobile où les relations familiales éclatent. Avec ce croisement de deux valeurs revendiquées à l'heure actuelle, liberté et fidélité, les comportements des couples et des familles sont modifiés et de nouvelles valeurs familiales se font jour.

Pour reprendre l'expression de François de Singly, vivre le couple c'est être "libres ensemble" : il n'y a pas de modèle imposé, chaque couple doit inventer son propre mode de relations internes et externes. Les institutions, religieuses ou idéologiques, ne régulent plus les rapports intra-familiaux. En ce sens, il y a une montée de l'individualisme, d'un individualisme partagé. Ce qui ne signifie pas que le couple sera stable : si les conjoints estiment à un moment donné que leur liberté est plus importante que leur fidélité, ils se séparent. Il s'agit donc de fidélités successives possibles et non d'indissolubilité du lien conjugal. Nous sommes donc bien dans un nouveau contexte.

Ce désir de concilier liberté et fidélité se retrouve entre générations où les liens deviennent davantage sélectifs : on choisit ceux avec qui on s'entend. Irène Théry parle d'"affinités électives". On ne se sent plus obligés d'entretenir des relations avec toute la proche famille, mais avec certains que l'on choisit : les liens amicaux prenant le pas sur les liens de sang. Bien que n'entrant pas dans le cercle des intimes, les autres n'en sont pas pour autant reniés, mais leur fréquentation est réduite au minimum, principalement aux cérémonies familiales.

Dans cet univers, où chacun manifeste davantage de tolérance aux idées et modes de vie des autres, existe une contrepartie : celle d'exiger des autres d'être respecté à son tour dans ses propres choix. Et c'est sans doute là que notre société peine à équilibrer les désirs de tous. Le respect demandé pour soi ne s'accompagne pas toujours de tolérance envers les autres et la tolérance n'est pas toujours payée de retour. Les débats autour du PACS l'ont mis en évidence. C'est l'une des fractures de la société française.

Une autre source de fracture se dessine avec des jeunes qui n'ont pas l'expérience d'un exercice de l'autorité⁴ au sein de leur famille pour diverses causes : faiblesse du parent isolé, bouleversement culturel avec le déracinement social des parents, conflits de modes de vie entre générations nées dans des contextes trop différents, peur des parents de punir... L'absence de références et de modèles d'identification au sein de la famille peut conduire des jeunes vers des comportements "insensés" (dont ils ne peuvent expliquer la raison), des comportements parfois violents avec leurs parents ou leur classe d'âge. A l'heure actuelle, notre société est dépourvue de moyens adéquats pour reconstituer le lien social familial avec ses mécanismes de transmission/contestation des valeurs qui fondent une existence.

4 - Voir le chapitre sur le rapport à l'autorité.

Point de vue le débat le débat le débat le débat

Les valeurs familiales : un enjeu citoyen

Il appartient au philosophe de poser des questions, d'inviter à s'interroger sur le sens des valeurs, d'en examiner les enjeux pour l'existence personnelle, sans oublier la vie sociale.

Si l'enquête montre que les Français ont une bonne image de la famille, si on assiste même au retour de

certaines valeurs comme la fidélité, elle fait apparaître le fort désir des Français de tenir la vie familiale à l'écart du monde social. Convient-il que la famille devienne une réalité de plus en plus privée ? Peut-elle s'extraire d'une régulation sociale et, finalement, politique ?

Entre responsabilité personnelle et norme sociale

L'enquête fait apparaître un contraste entre deux attitudes. D'un côté, les Français semblent accepter volontiers le principe selon lequel, dans ses dimensions publiques, la vie doit être encadrée, réglementée par des lois. De l'autre, on considère volontiers que la vie privée, la famille, le couple, la sexualité relèvent de la seule responsabilité personnelle.

Il est certes heureux que le souci des autres – ici le conjoint et les enfants – soit d'abord porté par la responsabilité personnelle, mais peut-on s'en tenir à une éthique personnelle qui ne s'inscrirait aucunement dans un cadre social ? Tout en prenant en compte le caractère privé et personnel de la famille, est-il imaginable de renoncer à un débat sur les

valeurs qui sous-tendent les divers choix personnels, comme si ceux-ci échappaient totalement à l'existence sociale ?

À l'évidence, dans une société laïque, nous ne pouvons plus attendre des religions ou de courants humanistes qu'ils puissent donner les principes communs d'une éthique publique de la famille. Nous ne pouvons pas davantage l'attendre de la puissance publique. Dès lors, ne faut-il pas favoriser un espace public de discussion où puissent s'exprimer les différences éthiques, quelle qu'en soit l'inspiration, sans renoncer à la recherche d'un consensus social minimum sur des valeurs suffisamment partagées ?

Entre liberté contractuelle et ordre institutionnel

On assiste, aujourd'hui, à une certaine disqualification de l'institution familiale, en tant que forme de vie qui impose, selon des règles, certains comportements. Depuis plusieurs décennies, on constate également une certaine désaffection par rapport au mariage. Certains contestent même que le mariage soit encore présenté comme le cadre offert à l'union d'un homme et d'une femme.

Beaucoup ont tendance à privilégier la seule logique contractuelle selon laquelle les obligations relèvent de la volonté des personnes. Ils ne sont pas prêts à accepter des obligations qui émaneraient d'une autorité. Dans cette logique, le cadre

juridique doit être le plus large, le plus formel, le plus général et même le plus abstrait possible, de telle sorte que les partenaires puissent y faire entrer le maximum d'intérêts⁵.

Si la logique contractuelle a tendance à se développer, faut-il pour autant oublier que la famille est une forme de vie qui intéresse de près "le bien commun", au sens où les "bénéfices" de la famille ne profitent pas simplement à ses membres, mais bien à la société ?

Au-delà de la liberté de chacun de fonder ou non une famille, de choisir son conjoint, peut-on renoncer à considérer la famille comme une institution de

5 - Le cadre juridique du Pacte civil de solidarité est symptomatique à cet égard. Il est assez large pour qu'il puisse convenir à des relations de couple, qu'elles soient durables ou non - placées ou non sous le signe de la fidélité - que ces relations soient de cohabitation ou non - que les relations entre les partenaires soient sexuelles ou non (il n'appartient pas au législateur de savoir quel type d'activité les membres du couple mèneront dans leur domicile). Ce cadre est assez large pour abriter des relations entre des personnes de sexes différents ou non. Et ce même cadre doit convenir pour des relations qui sont ouvertes à la procréation ou non.

la République ? Si la famille est la forme d'institution sociale où les enfants reçoivent leur première éducation, la société peut-elle être indifférente à ce que la famille fait par rapport à ses enfants ? La

République pourrait-elle se désintéresser de la famille qui, selon le mot célèbre lancé par Irène THERY, "est le lieu où est marquée, prise en compte la différence des sexes et celle des générations" ?

Entre espace privé et espace public

Nos contemporains ont tendance à privilégier l'espace privé, notamment celui de la maison, au détriment de l'espace public. Si l'on considère le besoin croissant de sécurité et ce désir d'intimité face à un monde public considéré comme anonyme, et même souvent menaçant, on peut comprendre cette dévalorisation. Mais l'espace public peut-il se réduire à n'être qu'un espace que l'on traverse en se tenant à l'écart des autres considérés comme des étrangers, des rivaux et peut-être même potentiellement des ennemis ? La vie familiale n'a-t-elle

pas besoin d'être ouverte au monde public, dans la rue, le quartier, la ville, qui sont aussi des lieux de vie et d'abord peut-être des espaces de médiation, de mixité, constituant véritablement le tissu social ?

Les violences intra-familiales n'auraient-elles pas pour source la prétention de la famille à vivre dans l'autarcie, c'est-à-dire cette prétention à se suffire à soi-même, jusqu'à prétendre être le seul lieu de bonheur et d'épanouissement de ses membres ?

Le couple et la famille ?

De plus en plus, le couple se forme à partir de la décision de deux personnes libres, responsables d'elles-mêmes et donc parfaitement en mesure de décider des obligations par lesquelles elles se lieront. Les membres du couple considèrent souvent qu'ils n'ont pas à recevoir d'obligations venues d'une autorité extérieure.

Depuis 1999, la loi offre trois dispositifs pour la vie de couple. Désormais, à côté du mariage, existent le concubinage et le PACS. C'est alors comme si le choix de l'un de ces dispositifs dépendait de la seule liberté des contractants.

Que le contrat soit implicite dans le concubinage, ou explicite dans le PACS, il convient sans doute à deux personnes libres, responsables, adultes. Mais ne peut-on pas s'interroger sur la pertinence d'un tel cadre pour garantir l'existence des enfants ⁶ ?

Ne faudrait-il pas, alors, distinguer couple et famille ? Si le couple, comme tel, peut se former dans le cadre d'une logique contractuelle, il n'en va pas de même de la famille, en tant qu'elle accueille d'autres personnes que les membres du couple ⁷.

Quel droit de la famille ?

On constate de plus en plus une logique de prise en compte des droits des personnes de la famille, avec une production de lois de plus en plus nombreuses. Parallèlement, on semble renoncer à penser la famille comme une forme originale de co-existence, c'est-à-dire comme une communauté. Les formes de vie familiale de par le monde et même dans une société donnée, seraient trop diverses pour que l'on puisse parler de la famille comme une communauté ayant un certain nombre de caractéristiques.

Le droit de la famille, comme la politique familiale, ne doivent-ils pas offrir à la famille une reconnaissance, une protection, une aide dont elle a besoin pour exercer les tâches qui, selon le vieux principe de subsidiarité, lui reviennent en priorité ? Ne faut-il pas reconnaître à la famille une sagesse, une prudence propres à lui permettre de prendre en charge convenablement – en situation normale – les relations entre ses membres, notamment en ce qui concerne l'éducation des enfants ?

⁶ - On constate que le législateur, alors qu'il s'était, depuis une vingtaine d'années, désengagé par rapport au couple au nom de la liberté des personnes, se réengage en matière de droit de la famille, lorsqu'il s'agit des enfants et, notamment, de la relation entre les parents et les enfants - le législateur étant amené à préciser de façon de plus en plus minutieuse ce qu'il en est de l'autorité parentale ou, déjà, du lien de filiation.

⁷ - On notera que le mariage, présent comme institution dans le Code Civil est encore fondation explicite de la famille avec, par avance, la libre reconnaissance par les futurs parents de leurs responsabilités envers leurs enfants – art. 213

Un enjeu citoyen ?

Les valeurs familiales se portent bien et nos contemporains attendent beaucoup de la vie familiale.

Les questions ici posées invitent à réfléchir sur les enjeux de société par rapport auxquels, dans une démocratie, les citoyens doivent se situer, non seulement individuellement, mais collectivement.

La responsabilité des citoyens s'exerce de deux façons :

- Tout d'abord, dans les choix que chacun fait par rapport à sa propre vie privée. Sans mettre en question ce qui se joue dans l'intimité, ce qui se passe en

famille, pourraient-ils aussi profiter au bien commun d'une société ?

- La responsabilité du citoyen peut s'exercer également dans sa participation à l'élaboration des lois qui portent sur la famille et qui constituent le Droit de la famille.

Loin d'être une affaire privée, la famille n'est-elle pas, parmi d'autres, un véritable enjeu-citoyen ?

Paul Moreau ⁸

AUTORITÉS PARENTALES ?

Si la place du père est aujourd'hui solennellement rappelée dans la famille recomposée actuelle; à côté d'elle, on cherche à trouver une place au beau-père pour qu'il puisse, peut-être, avoir une part de l'autorité parentale sur l'enfant ou bien une délégation de cette autorité. La question se pose : y a-t-il place pour deux, trois, quatre parents concurremment au sein de la famille ?

Incidences des politiques allocataires sur le fonctionnement de la famille

A force de vouloir revendiquer des droits (notamment droits aux prestations sociales), beaucoup de pères ne reconnaissent pas leur enfant pour que la mère puisse toucher l'allocation de parent isolé. C'est une des conséquences graves de déstructuration des familles pour avoir les prestations : il y a là un vrai problème. D'autres exemples montrent que les conséquences financières créent des fonctionnements familiaux anormaux.

Obligations réciproques parents-enfants

Les parents doivent, selon la loi, entretenir les enfants et les enfants leurs parents. Si parfois des jeunes en viennent à assigner leurs parents en Justice pour non-assistance, c'est parce que beaucoup de jeunes n'ont plus eu de contact avec leurs parents pendant des années ; quand ils ont 18 ou 20 ans, ils découvrent qu'ils s'en sortent très mal financièrement, ils viennent demander l'aumône d'un peu d'argent. Ces situations qui arrivent devant les tribunaux sont tristes et, même si on préférerait ne pas avoir besoin de recourir à la Justice, c'est le plus souvent justifié. Dans la plupart des cas, ce sont des situations où les jeunes se sont posé beaucoup de questions avant d'en arriver à engager une telle procédure, qui n'est pas du tout facile. On peut imaginer qu'il y a eu un dysfonctionnement dans la famille pour qu'on en arrive là. C'est une réalité.

Une Juge aux Affaires Familiales

Des livres

Jacques COMMAILLE, (dir.), *La Question familiale en Europe*, 1997, Paris, L'Harmattan.

Michel FIZE, *À Mort la famille ! Plaidoyer pour l'enfant* 2000, Paris, Eres.

Jack GOODY, *La Famille en Europe*, 2001, Paris, Seuil.

Martine SEGALIN, *Sociologie de la famille*, 2000, Paris, A.Colin, 5ème édition.

François de SINGLY, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, 2000, Paris, Nathan.

Irène THÉRY, *Le Démariage : justice et vie privée*, 1996, Paris, Odile Jacob.

"Réforme du droit de la famille : quelle place pour les femmes et les hommes de la famille du XXIème siècle?", *Les Notes de Millénaire* 3, n°3.

Le sentiment d'appartenance

Le monde entier ou ma cité ?

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

La majorité des personnes interrogées se reconnaît dans sa localité et sa région. Presque personne ne dépasse les frontières nationales. En 20 ans, l'identification régionale diminue au profit de l'identification locale.

L'appartenance nationale est faible par rapport à ceux, la grande majorité, qui privilégient les liens locaux et ceux, une minorité, qui privilégient l'appartenance "mondialiste". Et ceci quels que soient l'âge, le sexe, la situation matrimoniale, la profession, les choix idéologiques. En revanche, deux variables sont déterminantes : le niveau d'éducation et le lieu de résidence (urbain, rural). Plus on habite dans une petite localité, plus on est "localiste". Plus on a un niveau d'éducation élevé, plus on est "mondialiste".

C'est le niveau de revenus qui explique d'abord le sentiment d'appartenance à telle ou telle classe sociale favorisée ou défavorisée. Vient ensuite le niveau d'éducation (le capital culturel). En revanche, la catégorie socioprofessionnelle semble n'être pas déterminante. Les personnes ne se sentent guère appartenir à une même profession, sauf certaines professions comme les agriculteurs qui s'estiment rattachés aux classes populaires.

On observe deux grands types d'appartenance :

- ceux qui s'identifient à un lieu et à une classe sociale,
- ceux qui s'identifient au monde et à un groupe social défini par l'aisance.

Mais il n'y a plus d'appartenance déclarée à de grands systèmes sociaux, économiques, religieux, idéologiques, qui expliqueraient les comportements et opinions des individus. Les logiques d'action individuelles s'organisent selon les conceptions du souhaitable propres à chacun et à ses attaches locales.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Yannick Lemel ¹

Méthodologie de l'enquête

Dans l'enquête, sur un échantillon représentatif, on pose d'abord deux questions qui traitent du sentiment d'appartenance géographique et sociale. Dans les deux cas, les questions sont " fermées ". On demande aux gens de choisir dans une liste ce qui leur paraît le mieux convenir. Le fait qu'ils choisissent ne signifie pas que, en toutes circonstances, les gens qui auront choisi, par exemple de se sentir parisiens, se comporteront tout au long de leur existence comme des parisiens. Il y a donc une distance à prendre entre les sentiments d'appartenance et les comportements au quotidien, tels qu'ils pourraient s'exprimer dans toutes sortes de situations

Pour le sentiment d'appartenance géographique, on demande aux gens s'ils ont plutôt le sentiment d'appartenir à une petite localité ou à un grand pays, ou au monde tout entier. Pour le sentiment d'appartenance sociale, on leur présente une liste de groupes socio-professionnels ou sociaux et on leur demande s'il y a un groupe auquel ils ont le sentiment d'appartenir plus particulièrement.

Il est important de dire que le taux de non réponse à ces deux questions est très faible : 2 à 3 %. Le taux, par exemple, de non réponse à une question sur une appartenance politique va monter jusqu'à 17, 20 %. Donc, dire à quel échelon géographique, à quel groupe social, à quelle classe sociale on appartient, ne gêne absolument pas les Français.

Le sentiment d'appartenance géographique

Trois questions viennent préciser l'appartenance géographique :

- "à quel échelon géographique avez-vous le sentiment d'appartenir ?"
- "à quel échelon géographique avez-vous le sentiment d'appartenir le moins ?"
- "dans quel ordre classez-vous ces appartenances ?"

Le point important à noter, c'est que les trois réponses sont parfaitement cohérentes. Les gens ont une idée claire de l'échelon géographique auquel ils souhaitent se référer. Ainsi, s'ils choisissent de dire en premier : "c'est la localité où j'habite", comme second choix, ils vont prendre la région. Ceux qui auront pris le pays tout entier, choisiront la région ou l'Europe. C'est très clairement situé sur l'échelle d'emboîtement géographique.

Le poids du local

40 % des Français choisissent la localité, 30 % le pays tout entier, 10 % la région ou le monde, moins de 5 % l'Europe. La localité et la Région auxquelles on appartient constituent massivement la base des sentiments d'appartenance des Français. Un petit nombre d'entre eux vont avoir le sentiment d'appartenir à quelque chose d'un peu plus vaste qui pourra être le pays tout entier ou le monde tout entier. L'Europe étant très peu présente dans leur esprit.

La mondialisation

Elle ne paraît pas de façon massive dans les résultats. Une explication pourrait être que, précisément, la mondialisation, avec les aspects négatifs qui lui sont parfois associés, entraînerait un repli des gens sur une identité locale : je suis inquiet de ce qui se passe ; donc, je préfère me sentir proche de mon environnement immédiat.

1 - Exposé du 22 janvier 2002.

Cela expliquerait le poids du local dans les appartenances. Le problème est que les % sont les mêmes sur les trois enquêtes dont nous disposons depuis 1981. Il n'y a pas eu de changement sur les 20 à 30 ans d'enquêtes ni de modifications très importantes que l'on puisse observer.

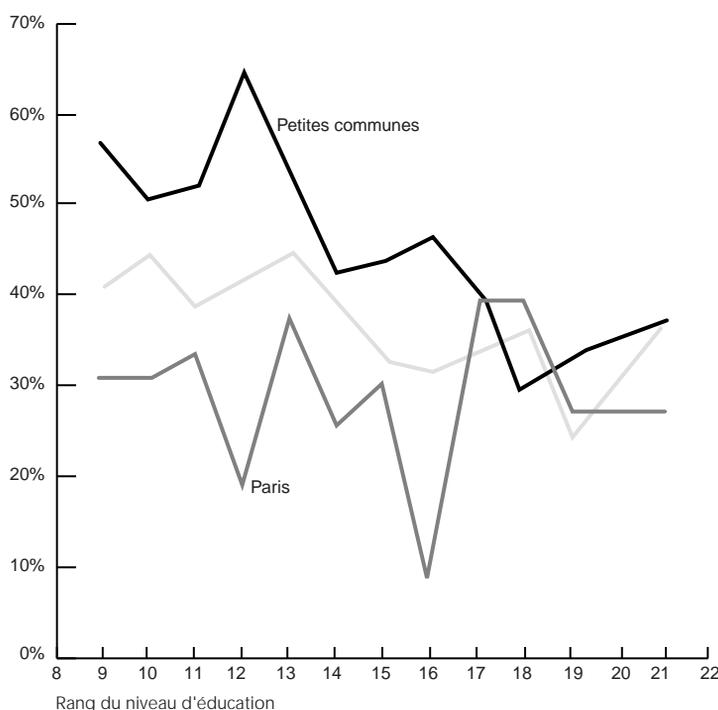
Deux facteurs explicatifs

On peut penser qu'il y a beaucoup de facteurs pour comprendre ce sentiment d'appartenance : son lieu de vie, ses choix politiques, ses orientations religieuses, son âge, etc. En fait, on constate que tout cela dépend essentiellement et fondamentalement de deux facteurs, qui suffisent, seuls, à rendre compte de la diversité des opinions :

- le lieu où on réside : petite ville, grande ville ou Paris,
- le niveau d'éducation.

Pour résumer la façon dont ces deux facteurs jouent, voici un graphique avec le niveau d'éducation, rangé de gauche à droite, et le choix de la localité, ordonné en % de bas en haut.

Part des personnes s'identifiant à la localité, suivant le niveau d'éducation et la taille de la com-



Des trois courbes :

- la supérieure décrit ce que pensent les gens qui appartiennent à de petites communes,
- l'inférieure décrit ce que les gens qui vivent à Paris-ville pensent, les gens de la couronne urbaine se comportent comme les gens de grosses agglomérations de province. Il y a donc une spécificité de comportement des résidents de la ville même de Paris.

Pour les Parisiens, la courbe est presque plate, certes avec des accidents (c'est une enquête statistique), mais ni elle ne descend ni elle ne monte. Cela veut dire que le sentiment d'appartenance à une ville est indépendant, pour des Parisiens, de leur niveau d'éducation.

En revanche, les gens qui habitent dans de petites communes choisissent fortement de se sentir vivre dans une localité et le choisissent d'autant plus qu'ils sont moins éduqués : la courbe descend

Ces deux facteurs se combinent et expliquent à peu près tous les résultats. Si on regarde les différences entre hommes et femmes ou jeunes et plus âgés, il suffit, pour les expliquer, de connaître le lieu où ils résident et leur niveau d'éducation pour avoir une très bonne prévision de ce qu'ils vont choisir comme lieu d'appartenance.

Un aspect assez paradoxal du résultat est qu'il y a une plus grande diversité d'opinions dans les petites agglomérations que dans le centre de Paris. On aura massivement des gens ayant le sentiment d'appartenir à la localité, avec un petit nombre pour une aire géographique très, très large.

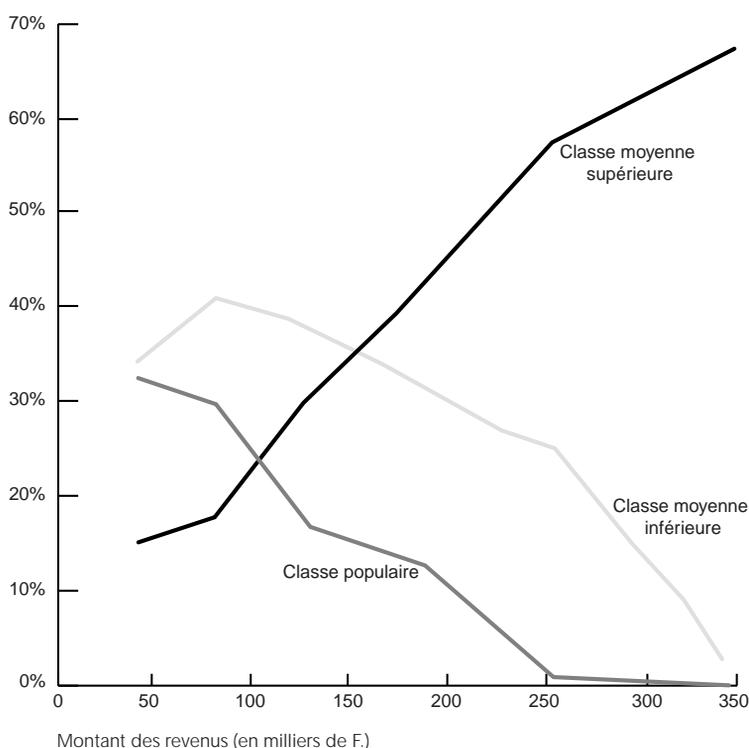
Le sentiment d'appartenance à un groupe social

Le terme de classe sociale

Dans la question elle-même, le terme de classe sociale n'apparaît pas et cela a été fait sciemment. Il faut savoir que, si vous posez la question : avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale ? le % de ceux qui répondent non est de l'ordre de la moitié ; il était très important il y a 30 ou 40 ans ; il a décliné considérablement. Par contre, si on demande : à quelle classe sociale avez-vous le sentiment d'appartenir ? et que vous présentiez une liste, tous en choisissent une, sans problème. Ils refusent d'avoir le sentiment d'appartenir à une classe sociale tant qu'on ne leur demande pas précisément à laquelle de ces classes sociales ils appartiennent, sur une liste précise.²

Niveau de revenu et sentiment d'aisance sociale

Part des personnes s'identifiant à différentes classes sociales, suivant le niveau de ressources des ménages



On voit sur ce graphique le sentiment d'appartenir à une classe sociale selon le montant des revenus.

La classe moyenne représente 60 % de la population. Avec 10 % de gens qui se sentent bien placés " privilégiés " ou " gens aisés ", un petit % de gens qui se sentent " défavorisés " et 20 % qui ont choisi la classe populaire.

Plus on est riche, plus on s'identifie à la classe moyenne supérieure et moins à la classe populaire. Pour un statisticien, c'est assez satisfaisant, mais on aurait pu imaginer que beaucoup se seraient sentis défavorisés. Dans d'autres types d'enquêtes, si on demande quel est le revenu dont ils ont besoin pour vivre, on constate qu'ils déclarent tous un revenu un peu supérieur à celui dont ils disposent. Il faut monter très haut dans l'échelle des revenus pour que les gens commencent à déclarer un revenu nécessaire de l'ordre de ce qu'ils ont.

Tous les autres pensent ne pas avoir assez pour vivre correctement. Ici, on a quelque chose de plus proche des réalités objectives. Les gens se sentent d'autant plus favorisés qu'ils sont mieux placés dans l'échelle des revenus.

Quel que soit l'indicateur de statut social que l'on regarde, on observera des résultats analogues. On choisit d'autant plus la classe moyenne supérieure que l'on est plus éduqué, ou que l'on a une profession d'un niveau socio-professionnel élevé.

² - La liste contient un mélange de termes de classes sociales (par ex : la classe moyenne inférieure, la classe supérieure) et de termes qui n'entraînent pas une référence à un terme de classe, comme "les privilégiés".

Revenu, éducation, profession, adhésion partisane

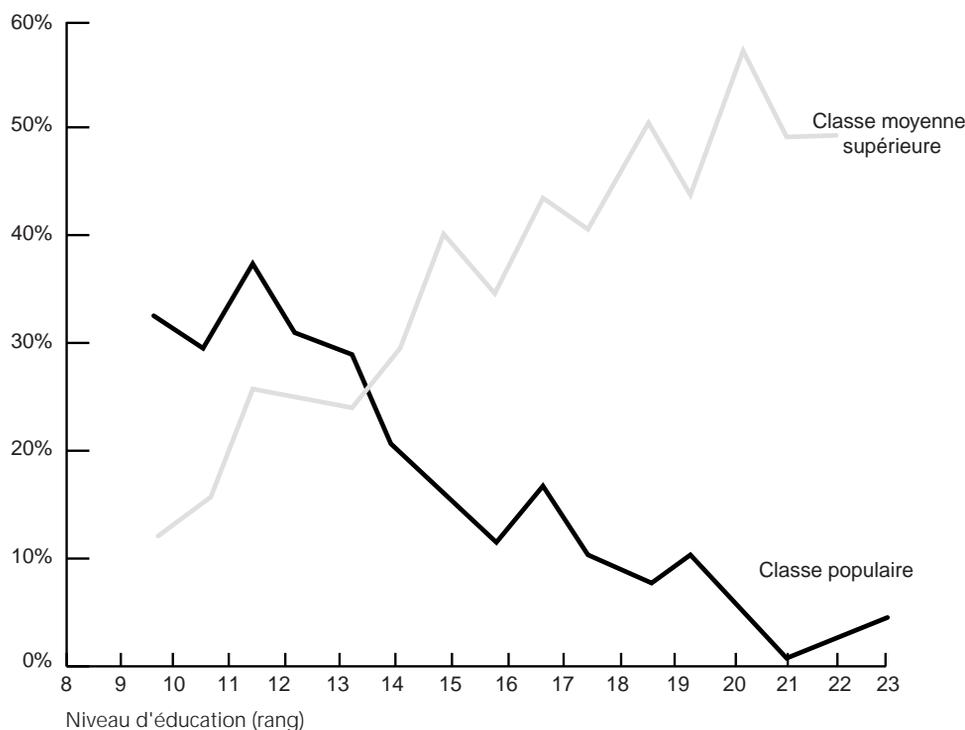
Pour un sociologue, la question intéressante était de savoir comment se combinent ces trois composantes du statut social : le niveau de vie (le montant des revenus), le niveau d'éducation (le capital culturel) et l'occupation (la profession). Chacun d'entre eux est un élément de statut.

1. Le premier des facteurs, c'est le revenu : plus on a de revenus, plus on se sent bien et plus on choisira de considérer que l'on appartient à la classe moyenne supérieure, plus on rejettera d'appartenir aux classes populaires ou aux défavorisés.

2. Le deuxième facteur, c'est le niveau d'éducation. Plus on a de diplômes, plus on répond de la même manière. Mais, il est vrai que les gens les plus diplômés sont aussi ceux qui gagnent le plus.

Pourquoi, alors, les gens choisissent-ils les classes les plus favorisées ? parce qu'ils sont plus riches ou parce qu'ils sont plus diplômés ?

Part des personnes s'identifiant à différentes classes sociales, comparée à ce qu'elle serait si elle ne dépendait que du niveau de ressources suivant le niveau d'éducation.



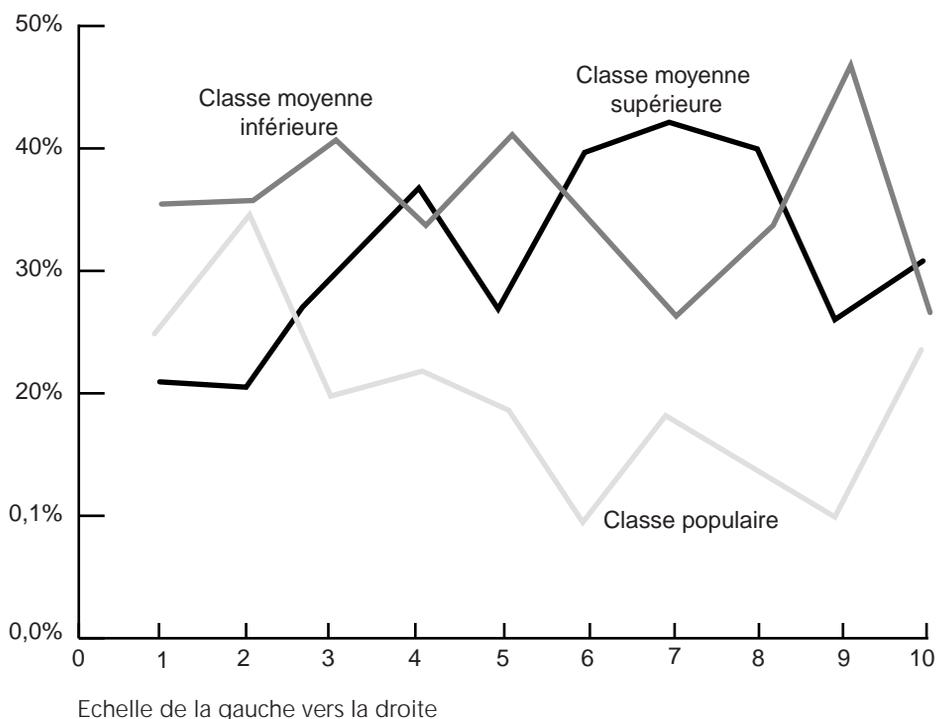
La deuxième courbe à partir du haut est celle que l'on aurait observée si les gens n'avaient donné des réponses qu'en se déterminant à partir de leur niveau de ressources. Le fait que cette courbe soit un peu en-dessous de la première signifie que "un plus" d'éducation apporte un peu de propension à se juger parmi les favorisés. Les gens qui prennent la classe moyenne supérieure sont ceux qui sont plutôt riches, mais beaucoup d'éducation peut palier un peu d'absence de richesse.

3. Le troisième facteur, c'est la profession, dont on pourrait se dire qu'elle apporte aussi quelque chose, or elle ne fournit ici aucune explication. Avec le même genre de calcul, je peux prédire de façon presque parfaite les choix que vont faire des gens dans telle ou telle profession, en connaissant exclusivement leur revenu et leur niveau de vie. La profession n'apporte pas grand chose du point de vue du sentiment que l'on va avoir de choisir telle ou telle catégorie sociale.

L'explication de cette faiblesse du facteur " profession " vient vraisemblablement de ce que la profession est une information que nous savons tous manipuler, sur laquelle nous avons une bonne information en termes du niveau d'éducation qu'elle requiert et du niveau de ressources qu'elle procure. C'est pour cela que c'est un très bon indicateur : nous utilisons la profession comme une information qui nous renseigne sur des choses qui nous intéressent peut-être plus, mais que nous ne demandons pas, ou pas trop directement dans les interactions au quotidien. On se dit quelle est sa profession, on ne se dit pas très spontanément quel est son niveau de revenu ou d'éducation. Mais c'est bien ce qui donne du statut social dans la société française actuelle. C'est ce que nous retrouvons dans cette enquête.

4. Le quatrième facteur est l'adhésion partisane

Part des personnes s'identifiant aux différentes classes sociales, suivant l'orientation politique

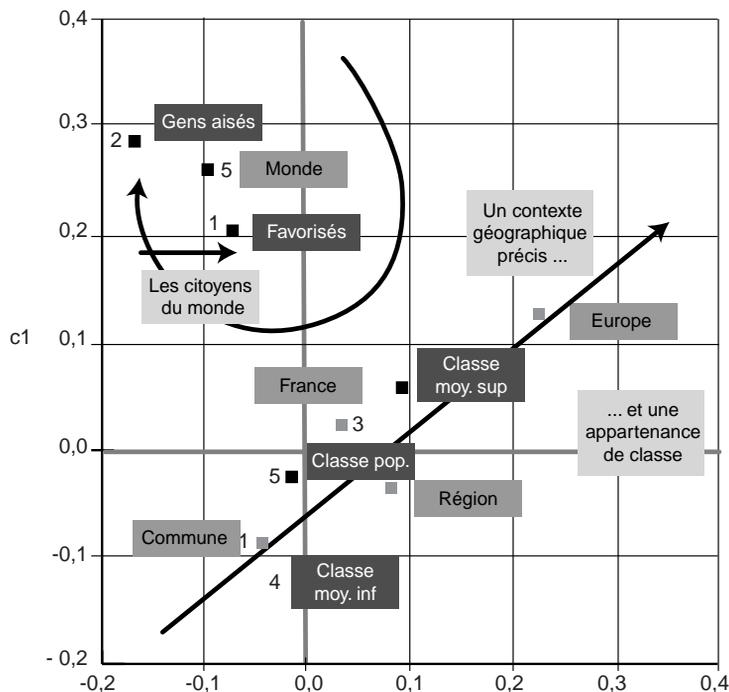


Ce qui est intéressant à voir, ce sont les gens qui choisissent les classes moyennes. On constate que cela ne dépend pas, ou presque, de leur orientation politique. Le seul type d'appartenance qui en dépendrait un peu, ce serait la classe populaire (légère décroissance de ce choix suivant que l'on va de la gauche vers la droite). Mais si je compare ce graphique avec les précédents, les écarts sont nettement plus faibles que ceux dont on a parlé. Le choix d'un groupe social d'appartenance est d'abord lié à la position que l'on occupe dans la société, beaucoup plus qu'aux opinions que l'on a sur le type de gouvernement ou l'orientation politique que l'on souhaiterait lui voir prendre.

Conclusion

Deux types d'appartenance ont fait l'objet de questions : l'appartenance géographique et l'appartenance sociale. Toutes les combinaisons entre ces deux types d'appartenance existent : des gens se sentent appartenir aux défavorisés et se pensent citoyens du monde entier, d'autres se sentent appartenir à la classe moyenne inférieure et vivre à Paris. Mais certaines combinaisons, cependant, sont un peu plus fréquentes que d'autres.

Proximités des deux types d'identifications



Certains ont choisi la commune, la région, l'Europe, la France

Ces choix s'organisent bien sur un axe de plus en plus large : d'abord mon voisinage, puis mon pays, la France, l'Europe. Voilà des gens qui se disent de classe moyenne (inférieure ou supérieure) ou de classe populaire. L'axe tracé hiérarchise les gens dans une sorte d'emboîtement géographique de plus en plus large, qui part de leur communauté proche, pour arriver à l'Europe, et un emboîtement en termes de classes sociales. Tous ces gens choisissent, parmi la liste proposée, un terme qui contient le mot classe. Ils appartiennent à un groupe social dont ils acceptent qu'il soit labellisé classe.

Des gens choisissent de se déclarer "favorisés" et se disent plutôt "monde entier"

C'est leur choix premier. Ces gens ont, à la fois, refusé les appartenances collectives sociales qui contenaient le terme " classe " et choisi, parmi les appartenances géographiques, la plus large possible : le monde tout entier. De ce point de vue, ils sont déconnectés d'appartenances trop " charnelles " ; ce sont les plus abstraites des appartenances qu'on ait pu leur proposer au travers de ce questionnaire.

Dans cette synthèse, on retrouve :

- d'un côté, des gens qui se voient citoyens du monde et qui se considèrent comme bien ou mal lotis,
- d'un autre, des gens qui se considèrent comme citoyens d'un territoire bien défini géographiquement et qui se pensent dans un groupe social solide, cohérent, constitué (connotations liées au terme classe).

De ce point de vue, l'aspect intéressant est que les petits 5 ou 6 % de gens qui se disent "Europe" clairement sont dans ce second axe. Ce qui suggère assez fortement qu'avoir choisi l'appartenance géographique Europe, ce n'est pas la plus abstraite, mais la plus large des appartenances enracinées géographiquement. Ceux qui ont choisi Europe sont ceux qui veulent garder un sentiment d'appartenance à un territoire bien défini ; ils voient l'Europe comme un territoire auquel maintenant ils appartiennent, comme quelque chose qui se situe dans la continuité, depuis leur ville jusqu'à l'Union Européenne.

D'un point de vue socio-démographique, les gens qui sont dans le pôle des citoyens du monde sont plus fréquemment des gens aisés, ayant une forte éducation, et vivant à Paris-ville. A beaucoup d'égards, les comportements des " Parisiens " doivent plutôt être compris comme ceux de gens appartenant à un système de ville mondiale que comme appartenant à la plus grande des villes de la France. Là, il y a une coupure. Continuité très nette en allant vers les plus grandes agglomérations, et coupure quand on entre dans le centre même de Paris, où on trouve des gens qui se sentent citoyens du monde et non citoyens de l'Europe.

FIERTÉ D'APPARTENIR À UN QUARTIER

Les habitants du quartier des États-Unis dans le 8ème arrondissement de Lyon ont un sentiment très fort d'appartenance à un groupe social, mais avec le sentiment aussi de n'être pas reconnus jusqu'ici par les autres Lyonnais : ils se sentaient exclus de leur ville.

Ce quartier en effet a une histoire forte avec une tradition militante depuis les années 30 où il a été construit. Il s'est constitué par vagues successives d'immigration : d'origines savoyarde, ardéchoise, ensuite, dans les années 1930-1940, d'origines italienne, polonaise, espagnole, russe, puis, plus récemment, d'Afrique du Nord, d'Afrique Noire, d'Asie. A chaque fois, ces communautés se sont senties enracinées dans ce quartier qui ne connaît pas de difficultés sociales importantes.

La rénovation récente des logements s'est accompagnée de création de fresques murales : les unes représentant l'œuvre architecturale du réalisateur du quartier, Tony Garnier, les autres représentant des visions de la ville peintes par différents artistes étrangers. L'ensemble a obtenu un prix de l'UNESCO : c'est le Musée urbain Tony Garnier, en plein air, avec un appartement témoin de l'époque de la construction.

Par le biais de cette mondialisation, les habitants ont renforcé leur identité locale et modifié leur image auprès des autres Lyonnais qui ont enfin reconnu ce quartier comme partie intégrante de la ville. Au lieu de vivre leur quartier comme rejeté, les habitants ont le sentiment de participer à l'image internationale de Lyon, de faire partie du patrimoine architectural lyonnais.

Dans ce quartier, on peut croiser des touristes du monde entier. Il y a d'ailleurs davantage d'étrangers que de Lyonnais qui le visitent. Aujourd'hui, les gens se sentent, certes, citoyens de ce quartier populaire, mais aussi citoyens du monde par cette internationalisation.

Un animateur du Musée urbain Tony Garnier

CULTURE DE QUARTIER ? CULTURE UNIVERSALISTE ?

Nous sommes un collectif d'artistes rassemblés autour de la culture Hip-Hop. Le public touché par nos activités (jeunes de 15 à 25 ans vivant, pour la majorité, en banlieue) est fortement concerné par ce sentiment d'appartenance au quartier en particulier. A travers la pratique de cet art, nous tentons d'amener ces jeunes à se sentir acteurs de la société et du monde, ce qui élargit leur champ de vision.

La culture Hip-Hop vient des États-Unis, ce qui lui donne un impact mondial. Les jeunes se l'approprient avec leurs caractéristiques propres, fortement marqués par leur vie de quartier. Des codes locaux s'ajoutent à ceux de cette culture. Ce qu'on essaye de faire, c'est d'ouvrir ces jeunes à d'autres dimensions que celles qu'ils connaissent. Car le Hip-Hop, ce n'est pas qu'une expression artistique, c'est aussi une façon de se prendre en main, de sortir de son quartier, de soi-même, de s'organiser avec les autres, c'est une philosophie de vie. L'évolution de cette culture, la façon dont elle se développe, passe beaucoup par l'expression artistique. Et c'est cette expression artistique que nous utilisons dans notre Collectif, d'une part pour ouvrir les jeunes au reste de la société, d'autre part, pour attirer un regard positif sur nos activités artistiques, sur notre travail.

Expression de soi et ouverture aux autres sont liées, car le Hip-Hop est un acte de mise en valeur de soi et d'ouverture vers l'extérieur. On s'expose au regard des autres, en construisant, en créant artistiquement, en cherchant à avancer.

Une responsable de groupe hip hop

Le débat *le débat le débat le débat le débat*

Valorisation ou relégation locales ?

Se retrouvant assez bien dans ce diagnostic, chacun a cherché à comprendre les raisons des différences d'appréciation sur le sentiment d'appartenance au sein de l'agglomération lyonnaise, le cas des Parisiens ne restant pas forcément atypique.

- Il y a des quartiers porteurs d'une identité forte et d'autres pas, avec image positive ou négative. Il y a des régions comme la Corse, la Bretagne, l'Alsace, où l'histoire a permis un enracinement, ou même certaines villes comme les villes minières, mais une région comme Rhône-Alpes est largement artificielle. On pourrait en dire autant des départements ou de l'Europe.

- Pour beaucoup l'appartenance locale est liée à l'importance prise par les lieux où chacun a grandi ou revient. Mais l'existence peut élargir les relations, les perspectives de chacun. La réussite sociale, qui facilite tout cela, fait qu'on finit par appartenir au monde entier. La concentration dans les grandes agglomérations des personnes qui ont réussi expliquerait que dans ces villes il y a un fort sentiment d'appartenance au monde entier.

- A l'inverse ceux qui n'appartiennent à aucune communauté de travail n'ont souvent que leur quartier pour s'identifier aux yeux des autres. Ils vivent l'appartenance à un lieu non pas comme un choix mais comme une contrainte : ils sont cantonnés dans ce lieu, " relégués " en quelque sorte, " assignés à résidence ". Ils affirment d'autant plus leur identité à une " cité " qu'ils n'ont guère d'autres

systèmes d'appartenance et d'autant plus fort qu'ils n'ont pas véritablement choisi ce quartier.

- Les personnes que l'on appelle des " exclus " sont souvent celles qui ont un nombre réduit d'appartenances : elles n'ont pas de lien social établi par le travail, souvent leurs liens familiaux sont distendus et leurs relations de voisinage appauvries. Les personnes dites " isolées " vivent, elles aussi, une réduction d'appartenance.

Aussi nous faudrait-il inventer les conditions d'une appartenance de proximité, lorsqu'elle n'existe pas. Cette proximité est à construire. Les gens seront enracinés quand ils se retrouveront proches les uns des autres et pourront influencer sur leur vie commune locale.

Mais l'homme a besoin d'un enracinement qui dépasse le territoire : il lui faut une proximité de culture. L'homme pense par son corps situé dans un espace, mais aussi par son cœur et son esprit. Sans doute est-ce là que les valeurs, partagées ou non, traversent les différents territoires et peuvent fonder des politiques.

L'appartenance à des territoires plus larges, de non-proximité, se fonde en fait sur des valeurs que l'on partage. C'est vrai de l'appartenance à une nation qui diffère dans sa forme, par exemple, en Allemagne, aux États-Unis et en France, mais aussi à un continent ou à une idée que l'on se fait d'un continent comme l'Europe.



> *Pourrait-on dire que, plus notre identité est dévalorisée dans la société, plus on se "rattrape" sur un sentiment d'appartenance à un territoire restreint en affichant des positions alors très défensives ? Le territoire serait-il le seul bien qui nous resterait ?*

> *La valorisation de son territoire deviendrait-elle un moyen pour certains d'être reconnus par les autres en retournant à leur profit les images négatives, par exemple en mettant en avant la qualité des liens sociaux d'un quartier mal jugé de l'extérieur ?*

> *La représentation politique étant basée sur des territoires, lorsque n'existe pas de sentiment d'appartenance à un quartier, une région, faut-il créer ce sentiment-là pour que la représentation politique ait un fondement social ? ou bien ne pas créer ces instances représentatives lorsque n'existe pas cette appartenance sociale, cette communauté politique ?*

> *Faire sien un territoire, en faire son lieu propre, cela est-il vécu comme un repli sur soi ou comme une affirmation sociale ? comme un patrimoine à sauvegarder ou à promouvoir ?*

ÊTRE RECONNU

L'association " Passe jardins " s'est constituée autour du thème fédérateur, inter-culturel, inter-générationnel du jardin. Chacun a des représentations du jardin et des envies de réalisation. Le jardin est un lieu, dans la ville, où des personnes, quelles que soient leurs conditions sociales, leur âge, leurs origines, peuvent avoir un projet collectif qui soit à leur mesure. Chaque contribution individuelle entre dans une action collective visible par tous : le jardin est visible.

Le sentiment d'appartenance grandit dans un lieu où l'on est acteur, où ce que l'on fait se voit et où l'on est reconnu. Le jardin partagé entre habitants permet l'échange, le débat, l'appropriation, quelles que soient l'origine, l'appartenance.

Nous animons actuellement un jardin d'habitants, dans le quartier de Croix-Luizet à Villeurbanne, ouvert à tous les adhérents La première règle du jeu est le respect de l'environnement dans cet espace fourni par le Grand Lyon ; la seconde, c'est la démocratie participative, la recherche du consensus. On ne vote pas mais on s'oblige à s'écouter : qu'on soit âgé ou jeune, compétent ou non, homme ou femme, bruyant ou silencieux, on vous demandera votre avis. Cette reconnaissance et cette écoute sont la base du sentiment d'appartenance : " là, je vais exister ; là, je vais pouvoir faire et ce que je vais faire va se voir ; donc j'aurai une reconnaissance sociale ".

Il se passe beaucoup de choses entre les gens : entraide, partage, échange de savoir-faire, transmission de coutumes... Une personne qui n'est absolument pas jardinière est venue planter les plantes du jardin de sa mère décédée : elle assurait par là une continuité.

Nous avons remarqué aussi des actes de civilité. Lorsque l'on a un espace public, où ceux qui l'entretiennent sont aussi ceux qui décident, le respect semble aller de soi : l'espace leur appartient, ils appartiennent à cet espace. Peut-être avons-nous là des éléments de reconstruction de la civilité : avoir le sentiment d'appartenir à un groupe reconnu, avoir un sentiment de responsabilité.

C'est pourquoi nous avons un projet de jardin d'insertion, plutôt pour des personnes en grande difficulté sociale. Le jardin représente à la fois un espace où chacun se projette et une durée nécessaire pour réaliser ce projet. Pour récolter quelque chose, il faut semer. Ce jardin sera un support de reconstruction du sentiment d'appartenance à notre société.

Une responsable de l'association

APPARTENIR À DEUX MONDES CULTURELS

Français, d'origine indienne, je suis porteur d'une double culture. Je connais, dans cette région, des gens de même origine qui ont envie d'être respectés dans leur culture, dans leur identité religieuse ou autre.

Si on veut avoir sa place ici, on doit aussi pouvoir exprimer sa propre culture. Si on ne la valorise pas un peu, il y a une sorte de frustration qui débouche sur le communautarisme, sur de la manipulation vers la violence.

Il faut donc le respect des diverses cultures. La France est habitée par des gens qui viennent de toutes les anciennes colonies. Toutes ces cultures doivent avoir droit d'expression.

Un Français d'origine indienne

L'ENRACINEMENT, BESOIN PROFOND DE L'HOMME

" Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle, à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments d'avenir. Participation naturelle, c'est-à-dire amenée automatiquement par le lieu, la naissance, la profession et l'entourage. Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie".

Simone Weil, philosophe

Appartenance sociale et critères économiques

Perception subjective et réalité économique³ ?

Dans les enquêtes, 2 % des gens interrogés disent faire partie des défavorisés. Or, en France, si on regarde les gens qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté (en-dessous du demi-revenu médian par unité de consommation⁴, soit en 2001 moins de 3.500F par mois), il y en a 7 %. Une partie importante des gens qui, objectivement, ont un niveau de vie extrêmement faible et sont en-dessous du seuil de pauvreté, ne se sentent pas, pour autant, défavorisés, nous disent les enquêtes.

Les privilégiés représentent au total 10 %, pour un revenu de l'ordre de 25.000F. Ce que je constate c'est que, actuellement, le médecin-praticien, dont le revenu moyen est de l'ordre de 35.000F par mois, ne se sent ni aisé, ni privilégié. J'ai le sentiment qu'il y a, en haut et en bas de la distribution des classes sociales, des phénomènes qui font que la façon dont les gens se situent dans l'échelle sociale se fait beaucoup plus par mimétisme d'appartenance à un groupe social que par un regard sur leur propre situation, ou en comparaison avec la moyenne ou avec les autres groupes sociaux.

La pauvreté "subjective"⁵

Les positions économiques ne se reflètent pas mécaniquement dans les sentiments d'appartenance. Dans certaines études sur la pauvreté, on a essayé de distinguer trois types de pauvreté :

- la pauvreté "économique" caractérisée par un niveau de vie autour d'un certain seuil (moins de 3.500 F par mois en 2000),

- la pauvreté "objective" calculée avec un certain nombre d'indicateurs ; on va dire : sont réputés pauvres, les gens qui n'ont pas pu disposer des pratiques correspondant à ces indicateurs,

- la pauvreté "subjective" liée au sentiment d'être pauvres.

C'est cette dernière qui peut ressortir d'une enquête d'opinion. Selon ces trois classifications, sont pauvres à la fois les gens qui n'ont pas un certain niveau de ressources économiques, ceux qui n'accèdent pas à un certain niveau de consommation, ceux qui se considèrent comme pauvres.

Le problème du sentiment d'appartenance et du niveau de vie n'est pas propre aux extrêmes de la répartition des revenus ; il se retrouve tout au long de la hiérarchie sociale : quelles que soient les manières dont les gens se disposent dans cette échelle sociale, ils se perçoivent en fonction à la fois de leurs caractéristiques objectives, de leur environnement et de leurs idées sur le sujet.

Appartenir à une culture

Pour Y.Lemel, certaines façons de vivre ont la caractéristique d'être communes à plusieurs classes sociales. On date leur apparition de l'époque où des jeunes blancs des classes moyennes ou supérieures américaines se sont mis à reprendre des musiques noires et à les utiliser. S'est créé ainsi un produit culturel trans-classes, défini par une catégorie d'âge. Depuis, nous avons une identification par des consommations culturelles plutôt trans-classes, sinon trans-pays. On a pu parler ainsi de l'appartenance à une " culture jeune " basée sur des groupes musicaux.

Depuis les années 1960-1970, avec les ouvrages de P. Bourdieu, tels que *La Distinction*, il y a l'idée d'une hiérarchisation sociale parfaitement homologue à la hiérarchisation des consommations. L'utilisation de certains produits, par exemple la fréquentation de l'Opéra, est quasiment le signe de l'appartenance aux catégories "supérieures", aucune catégorie modeste n'allant à l'Opéra. Il y aurait un modèle de la société, avec une redondance parfaite entre les positionnements sociaux et les consommations culturelles.

3 - Question de Denis Clerc, économiste, fondateur d'*Alternatives Economiques*, membre du Centre d'Études des Revenus et des Coûts, présent dans la salle.

4 - Le revenu médian est celui qui se situe au milieu de la répartition des revenus, du plus faible au plus élevé. L'unité de consommation est le ménage.

5 - Réponse de Yannick Lemel.

Aujourd'hui, les spécialistes opposent la consommation dite "monovore" et la consommation dite "omnivore" : des gens qui ont une consommation culturelle spécifique et d'autres qui ont une variété de produits consommables à leur disposition, un accès à un large éventail d'expressions culturelles. Un signe d'appartenance à l'élite culturelle aujourd'hui est plutôt la capacité à dépasser ce qui était jugé comme produit culturel de l'élite il y a 50 ans pour aller consommer des produits culturels issus d'autres catégories sociales.

A l'opposé de cette conception consumériste de la culture, il y a la culture vécue comme expression d'un monde social, d'un univers de pensée, d'une conception de l'existence. En effet, pour répondre aux besoins de l'homme d'aujourd'hui, il lui faut retrouver ses racines. Cette appartenance culturelle

et spirituelle signifie l'enracinement des personnes dans des courants de pensée. Pour la philosophe Simone Weil, "l'enracinement est le besoin le plus profond de l'homme". Or, il semblerait que nous sommes de plus en plus "déracinés", car nous ne sommes plus devant un "nous" ; nous sommes devant des "je", les uns à côté des autres. Nous ne sommes pas reliés par un sentiment d'appartenance commune à une culture. Nous avons donc, certainement, à inventer un mode de vie où les hommes se rassemblent autour de valeurs partagées.

Chaque individu a, enfouie au-dedans de lui, une culture qui le caractérise. Parfois la société ne prend pas en considération cette richesse. On peut même en avoir honte devant les autres. Les modes de consommation largement partagés peuvent étouffer ces univers culturels particuliers.



> *Dans quelle mesure la consommation culturelle est-elle un signe identitaire ? N'est-ce pas plutôt par l'expression de soi que l'on se définit au yeux des autres, par sa façon propre de vivre ? L'identification aux modèles ambiants ne signifie-t-elle pas une méconnaissance des capacités propres à chaque être humain, de sa propre culture ?*

> *Cette identification ne sert-elle pas à masquer les originalités culturelles des uns et des autres, à étouffer leur expression et à éviter leur rencontre, par crainte d'affrontement, de mélange, de perte de soi ?*

> *Sous le terme de "culture", n'y a-t-il pas de grandes différences d'approche ? La culture est-elle transmission d'un patrimoine ? production d'œuvres ? mode de vie ? système de valeurs ? ...*

> *Lorsque son appartenance sociale est fragile, n'a-t-on pas la tentation de considérer les autres cultures comme une menace pour sa propre identité et sa survie ?*

> *L'approche multiculturelle, cette volonté de reconnaître toutes formes culturelles et de permettre leur mixage, n'est-elle pas promue surtout par des personnes et des groupes sociaux qui ne souffrent pas de méconnaissance sociale : jeunes de banlieues en voie d'ascension sociale ou classes moyennes et supérieures en réussite ?*

Individualisme ou multi-appartenance des individus ?

Un citoyen peut dire qu'il appartient à un quartier, à une commune, à un département, à une région, à une nation, à un continent, au monde. Il y a un "millefeuille" d'appartenances territoriales, en parallèle avec d'autres types d'appartenance : à un groupe, à une culture, à une entreprise....

- On voit bien dans les enquêtes qu'il n'y a pas, même avec le progrès de l'individualisme, de disparition complète des sentiments d'appartenance à des groupes. L'appartenance se modifie dans son expression. Les gens continuent de se rattacher à des groupes de tailles diverses ; ils vont se déter-

miner, se comporter en partie en fonction de ces appartenances. Manifestement, le progrès de l'individualisme ou de l'individualisation, peut-être le progrès de l'égoïsme, si l'on porte des jugements de valeur, ne sont pas incompatibles avec une appartenance collective et une détermination des comportements.

- L'appartenance est une notion volatile, variant en fonction des besoins : ainsi parle-t-on d'appartenir à une "tribu" (avec ses codes culturels), à une bande (avec ses objectifs), à une entreprise, à une famille, etc. Selon les âges de la vie, les types et les

modes d'appartenance sociale changent et, sans doute, la diversité des appartenances se modifie.

- L'enquête nous montre que les personnes qui déclarent un fort sentiment d'appartenance locale ou nationale sont celles qui donnent par ailleurs des réponses très laxistes, par exemple, sur la licéité de ne pas payer de taxes ni le métro, de frauder le fisc⁶ ... Il n'y a pas cohérence entre appartenance déclarée et engagement de solidarité découlant de cette appartenance.

Boris Cyrulnik, dans *L'ensorcellement du monde*, montre bien qu'un être vivant doit "être avec" pour exister. Il montre aussi qu'un individu, dans un grou-

pe, lutte contre ce groupe pour préserver sa personnalité. On ne peut pas dire que plus sont forts les liens sociaux, plus l'individu est gagnant. Le désir de reconnaissance et d'appartenance à un groupe en rend aussi l'individu dépendant. Notre société vit cette tension interne entre volonté de liberté individuelle et volonté de vivre en groupe.

Y. Lemel s'interroge dès lors sur le rôle de la sociologie aujourd'hui. Face au progrès de l'individualisme, le fondement même de l'approche sociologique est-il encore pertinent ? Le propre de la sociologie est de s'appuyer sur l'idée que l'homme est un animal social, qu'il appartient d'abord à des groupes.

Des livres

Jean-Loup AMSELLE, *Vers un multiculturalisme français. L'empire de la coutume*, Paris, Aubier, 1996.

Michel ELBAZ, Denise HELLY, (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Paris, L'Harmattan, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2000.

Jacques LEVY, *Le Monde pour cité*, Paris, Hachette, 1996.

Michel WIEVIORKA, Jocelyne OHANA, *La Différence culturelle. Une reformulation des débats (colloque de Cerisy)*, Paris, Balland, 2001.

" Mémoires et identités de l'agglomération lyonnaise ", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 20.

⁶ - Voir le chapitre sur le rapport à l'autorité.



Les valeurs du travail

vivre pour travailler ?

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Le travail reste une voie essentielle pour l'expression de la personne, la réalisation de ses capacités, sa sécurité matérielle. Tout cela compte énormément pour les individus et, en tant que tel, constitue le vecteur de valeurs primordial. Ce qui explique, sans doute, l'importance qu'il a aux yeux d'un très grand nombre de personnes.

Toutefois, les enjeux sociaux du travail sont, aujourd'hui, relativisés. La reconnaissance par le travail, la considération dont il peut jouir, l'utilité qui lui est reconnue socialement, pèsent assez peu au regard de motivations personnelles. S'il reste une valeur pour l'individu, le travail est sans doute moins que par le passé une norme sociale. Il faut bien distinguer valeur et norme sociale¹. Pour une fois, ce n'est pas tout à fait la même chose. Nous sommes dans un monde où l'individu prime. La motivation individuelle prime sur la motivation sociale.

Le renforcement des motivations individuelles va de pair avec une renégociation de la place de l'individu dans l'entreprise. L'individu, aujourd'hui, souhaite occuper une place plus significative dans l'organisation, obtenir de meilleures assurances sur sa situation et participer davantage à la direction de l'entreprise. Les nouveaux modes de management participatifs, par exemple, le management par projets, vont en grande partie dans ce sens. Mais est-ce qu'ils vont réussir à satisfaire les individus ? c'est un peu un des enjeux, aujourd'hui, dans les entreprises.

1 - Voir le chapitre d'introduction.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Jean-François Tchernia ²

Trois points de vue sont considérés dans l'enquête:

1 – Les valeurs sont reliées aux questions concernant la motivation dans le travail.

Les questions posées sont, par exemple : "est-ce que les Français sont ou non motivés par leur travail ? qu'est-ce qu'ils en attendent ? en sont-ils satisfaits ?" Ce sont toutes des considérations qui tournent autour de la motivation ; motivations et valeurs sont relativement liées.

2 – La question des normes sociales relatives au travail : le travail comme valeur sociale.

Des questions portent sur "le fait que nous devons, chacun, apporter notre contribution à la société au travers d'une activité professionnelle", etc.

3 – Une approche assez différente des précédentes : le travail, vu comme lieu de relation sociale.

Il est intéressant de regarder comment interviennent les valeurs dans un lieu où il y a un certain mode d'organisation de l'activité mis en jeu.

La motivation

L'importance du travail dans la vie

En France, 2 personnes sur 3 considèrent que le travail est quelque chose de très important dans leur vie. Dans l'ensemble des domaines considérés dans notre enquête sur les valeurs, cela place le travail au 2ème rang dans l'ordre d'importance, après la famille (9 personnes sur 10 considèrent que la famille est très importante pour elles), bien avant les amis, les loisirs, et encore plus la religion ou la politique.

Malgré tout ce qui a pu être dit sur la disparition du travail comme valeur, celui-ci garde toute son importance. Il semble même qu'il ait tendance à gagner un peu en importance dans les années qui viennent de s'écouler. En 1990, 60 % des Français considéraient le travail comme très important, c'est maintenant 68 %. Si on considère simplement les Français actifs, on est passé de 62 à 68 %. Donc, dans les deux cas, une évolution nette, significative de l'importance accordée au travail.

A signaler aussi que, parmi les pays de l'Union Européenne, la France est celui où on attache le plus d'importance au travail (68 %) , alors que la moyenne européenne est seulement de 55 %. Ceux où il a le moins d'importance sont l'Allemagne, les Pays Bas et la Suède. Bien que nous ayons des résultats sur l'ensemble des pays européens, ils sont très difficiles à interpréter et à analyser. Je ne suis donc pas en mesure de vous les interpréter.

Un jugement sur le travail réel

En France, avec la motivation, deux autres indicateurs font l'objet de questions :

- "est-ce qu'on s'estime satisfait de son travail ?"
- "est-ce qu'on estime avoir de la liberté de décision dans le travail ?"

Ces deux indicateurs et celui de l'importance accordée au travail contribuent à nous donner une image plutôt précise du fait que les Français sont, ou non, motivés par leur travail. Plus des 2/3 des Français se déclarent satisfaits de leur travail : cela confirme que la motivation est relativement élevée. Par ailleurs, un peu plus de la moitié considèrent qu'ils jouissent d'une certaine liberté de décision dans le travail. Ces deux caractéristiques (satisfaction, liberté de décision) sont très liées, comme l'a montré, dans un ouvrage précédent, Hélène Riffault.³

² - Exposé du 26 février 2002

³ - Le travail et la représentation sociale de l'économie, in *Les valeurs des Français*, PUF, 1994.

Dans chaque catégorie professionnelle (ouvriers, employés, etc.), en les considérant séparément, ce sont les gens qui ont la plus grande liberté de décision qui se montrent, en même temps, les plus satisfaits. On peut dire que le travail est, pour une part, le vecteur de l'expression des capacités de la personne. Lorsqu'elle s'y sent libre, elle peut davantage y retrouver sa marque personnelle et en retire de la satisfaction.

Variables de jugement

Si les Français semblent motivés dans leur travail, ils sont loin de l'être de la même manière. Voici quelques variations selon le sexe, l'âge, le niveau d'études et la profession.

Le sexe

La satisfaction des hommes est un peu supérieure à celle des femmes. C'est probablement le signe qu'il y a des différences notables, bien connues, de situations professionnelles entre les hommes et les femmes. Les hommes occupent plus souvent des situations assez élevées, et surtout des postes à responsabilité, dans lesquels l'individu s'investit davantage. Nous avons probablement, ici, le reflet d'une tendance moyenne à ce que les hommes soient dans des situations professionnelles plus appréciables que celles des femmes.

Sur les autres indicateurs : l'importance du travail et la liberté de décision, il n'y a pas de réelles différences d'appréciation entre hommes et femmes.

L'âge

L'importance du travail est plus grande pour les personnes de 50 ans et plus. Le sentiment d'avoir de la liberté dans la décision augmente régulièrement, de 18/29 ans à 40 ans et plus. Il y a probablement un clivage de générations, mais nous verrons que d'autres indicateurs sont plus significatifs.

La liberté de décision, de nombreuses études comme celles du Ministère du Travail l'ont montré, - est plus restreinte chez les plus jeunes. Quand ceux-ci disent qu'ils ont moins de liberté de décision, ils ne font que rendre compte d'une situation objective.

Le niveau d'études

Les variations sont, là, un peu plus contradictoires. L'importance accordée au travail diminue avec le niveau d'études, alors que c'est le contraire pour la satisfaction du travail et pour la liberté de décision. En fait, les études conduisent à exercer des emplois plus qualifiés, ayant sans doute plus d'intérêt en eux-mêmes et autorisant une plus grande part de libre arbitre. Mais elles conduisent aussi à relativiser la place du travail dans la vie, notamment parce qu'elles ouvrent sur des centres d'intérêt extérieurs au travail.

Quand les gens sont plus instruits, ils sont à la fois plus satisfaits de leur travail, avec un plus grand sentiment de liberté, mais c'est moins important pour eux, au moins d'après leurs déclarations.

La profession

Les phénomènes sont un peu contradictoires. Par exemple, les ouvriers sont ceux qui attachent le plus d'importance à leur travail, alors que, sur les autres critères, ils ne se démarquent guère du reste de la population.

Les indépendants et les professions supérieures (cadres...) se distinguent par un niveau élevé de satisfaction, mais ils s'estiment, moins que les autres, libres de leurs décisions, ce qui paraît un peu contradictoire. Sans doute sont-ils plus exigeants que les autres professions sur ce sujet.

Les employés sont les moins heureux sur les trois critères. Et les professions intermédiaires sont celles qui déclarent avoir le plus de liberté de décision.

On voit là un paysage plus complexe que ne nous le donnent à penser les résultats d'ensemble. Quand on en reste à constater ainsi un niveau de motivation, on est un peu perplexe, car, en réalité, il y a une grande variété de références d'une catégorie sociale à l'autre : être satisfait ou se sentir libre, cela n'a évidemment pas le même sens pour un ouvrier, un employé, un indépendant ou un cadre supérieur. Aussi, pour aller plus au fond de cette question de la motivation, importante et centrale dans la question des valeurs, il faut s'intéresser aux attentes dans le travail.

Les attentes dans le travail

Les questions sont établies spécifiquement pour traiter ce sujet. Pour une large majorité des Français, trois éléments sont particulièrement importants dans ce qui compte dans le travail : la rémunération, la qualité de l'ambiance de travail, l'intérêt du travail. Ils comptent plus que, par exemple, l'absence de stress, les vacances, la considération sociale. Cette hiérarchie nous informe déjà sur les valeurs à l'œuvre : sécurité, développement de la personne, appartenance à un groupe.

Mais si on se limite à un palmarès, on ne va pas loin. En réalité, il faut chercher plus au fond et se livrer à l'analyse des structures sous-jacentes. Apparaissent alors quatre dimensions, successivement :

- la contribution de l'entreprise, c'est-à-dire des items comme bien gagner sa vie, il y a une bonne ambiance, l'espoir de promotion ;
- ce qui se rapporte au développement personnel, à l'investissement psychologique de la personne : le fait que son travail l'intéresse, qu'elle peut s'y exprimer, que cela lui apporte, en même temps, l'ouverture aux autres, qu'elle a des possibilités de réussir quelque chose par elle-même ;
- ce qui se rapporte aux conditions de travail : on n'est pas bousculé, qualité des horaires, vacances, etc. ;
- ce qui se rapporte aux préoccupations sociales : sécurité de l'emploi, considération dont peut jouir le travail, ou utilité sociale.

Ces quatre dimensions ont évolué différemment au cours du temps. Entre 1981 et 1990, ce sont surtout les attentes relatives au développement personnel qui ont progressé. En moyenne, on est passé de 38 % à 47 % . Augmentation très significative, qui montre bien que, pendant les années 80, ce qui a le plus compté a été cet investissement personnel. Nous en avons eu quelques manifestations très spectaculaires, avec la glorification de la réussite professionnelle, avec le chef d'entreprise considéré comme un héros, etc.

Au cours des années 1990, d'autres dimensions ont pris de l'importance, notamment la contribution de l'entreprise. On est passé d'une moyenne de 47 % à 57 %, soit 10 points de plus en 9 ans. C'est très significatif, alors que la dimension " développement personnel " restait pratiquement stable. Il y a donc un glissement assez intéressant à constater : l'individu a eu tendance à moins dire que le travail était une question d'investissement personnel, mais davantage à attendre des choses venant de l'entreprise.

Les deux autres dimensions (conditions de travail et préoccupations sociales) sont moins importantes que ce que nous venons de voir. Mais cela compte quand même et a eu tendance à augmenter, aussi, au cours des années 1990. La question des conditions de travail est devenue plus importante.

Cela nous donne une première idée de ce que sont les attentes. Il faut signaler qu'il y a aussi des variations selon les catégories sociales. Les professions intellectuelles supérieures, les indépendants, les personnes qui ont fait des études au moins jusqu'au baccalauréat, valorisent en priorité ce qui se rapporte au développement personnel. Tandis que les professions intermédiaires, les employés, les ouvriers, les personnes moins instruites insistent davantage sur l'aspect contribution de l'entreprise.

On voit que les orientations de valeurs sont en phase avec les situations concrètes : les cadres et professions libérales ont des emplois à la fois mieux rémunérés et souvent plus personnalisés que les ouvriers ou employés. Mieux rémunérés, cela veut dire que, ce préalable de la rémunération étant relativement satisfait, on peut avoir des aspirations un peu autres. Il est sûr que, quand la rémunération est insuffisante, cela devient un peu obsédant.

Les normes sociales relatives au travail

"Travailler ou non ?" Cette question a été posée pour la première fois en 1999, avec une série d'items ou de questions permettant de mieux comprendre les aspects psychologiques et sociaux au travail. Par exemple : que pensent les Français, et les Européens en général, de l'idée d'avoir un revenu sans travailler ? de la morale du travail ? de l'obligation de travailler ? etc. Bref, ce sont les normes sociales relatives au travail. Voici les principaux résultats, sachant que l'on aura ici surtout le cumul des réponses "tout à fait d'accord" et "plutôt d'accord".

" Le travail moyen de développement personnel "

L'épanouissement qu'apporte le travail à travers le développement des capacités, c'est une certitude pour la très grande majorité des Français (plus de 75 %) et dans toutes les catégories sociales : les jeunes, les vieux, les hommes, les femmes. Partout une très large majorité adhère à cette idée que le travail est un moyen de développement personnel.

" Il y a une morale du travail "

On observe aussi que la majorité de la population (un peu au-dessus de 50 %) est d'accord avec l'idée qu'il y a une morale du travail, que ceux qui ne travaillent pas deviennent paresseux. Avec une forte variation selon l'âge : cette opinion augmente beaucoup après 40 ans. Les personnes âgées de moins de 40 ans et celles qui ont suivi des études supérieures soutiennent moins fortement ce point de vue. C'est un premier signe d'une meilleure acceptation de la situation de non travail.

" Travailler est un devoir "

Egalement, une majorité de la population est d'accord avec l'idée que travailler est un devoir vis-à-vis de la société : 1 actif sur 2 approuve cette idée. Mais elle est davantage contestée chez les plus instruits et les moins de 40 ans.

" Travailler est une obligation "

Enfin, les trois dernières propositions rendent compte du thème du travail et du non travail. Un Français sur trois estime que les gens ne devraient pas être obligés de travailler s'ils ne le souhaitent pas ; mais il y a une proportion assez faible pour penser qu'il est humiliant de recevoir de l'argent sans travailler.

Travail et non travail

Il semble qu'il y ait un clivage assez net entre générations. Pour les moins de 40 ans, la situation du non travail apparaît moins illégitime, moins " honteuse " que pour les générations de 40 ans et plus. Il y a deux interprétations possibles :

- Une interprétation un peu psychologisante : ce serait des moments particuliers du cycle de vie. En gros, les plus jeunes ont une obligation forte de travailler pour alimenter une famille, etc. Du coup, ils auraient besoin psychologiquement de se donner un peu de liberté.
- Une interprétation plus sociale : les personnes âgées de moins de 40 ans ont été confrontées plus sérieusement que les autres, que leurs aînés, à la possibilité d'être sans emploi. Au cours des années 1980-1990, chez les jeunes la proportion de chômeurs était très élevée et, directement ou indirectement, ils ont souvent vécu cette situation à travers des proches, ce qui a pu les conduire à beaucoup relativiser la notion de non travail, à considérer que " être chômeur, c'est quelque chose qui arrive ; ne pas être en mesure de travailler, ce n'est pas forcément honteux ", etc.

Je pense qu'il y a là une évolution significative des mentalités, qui a des répercussions sur la manière de considérer le partage du travail.

La direction des entreprises

Signalons essentiellement que, lorsque les Français sont interrogés sur la désignation des dirigeants d'entreprises, une majorité souhaite qu'elle soit faite en commun par les actionnaires et le personnel : ce qui n'est pas du tout la situation normale des entreprises privées, la loi prévoyant que ce sont les actionnaires qui font le choix. Cette option participative est plus importante que d'autres choix, comme par exemple se référer au seul choix des actionnaires, et elle a plus de poids que les distributions d'actions ou l'auto-gestion.

S'INVESTIR OU ÊTRE PRÉSENT AU TRAVAIL ?

Je voulais réagir, en tant que femme, pour rassurer ces messieurs sur la problématique posée : est-ce que la RTT (réduction du temps de travail) va s'accompagner d'une démotivation ? Je dis : non. J'ai eu la chance d'avoir des enfants et aussi de faire un métier intéressant. Depuis que je travaille, je m'emploie beaucoup à concilier (c'est parfois difficile) équilibre familial et équilibre professionnel. Cette sorte d'équation entre temps de présence dans l'entreprise, implication au travail et temps de présence ailleurs (pour moi, c'est dans la vie familiale ; pour d'autres, dans la vie associative), il a fallu, sinon la résoudre, au moins la reposer régulièrement.

J'ai toujours occupé des postes d'encadrement et toujours quasiment à temps partiel. Chaque fois, avec les DRH, j'ai posé une seule question quand ils m'ont dit : "un poste à responsabilité à temps partiel, vous êtes sûre ?" ; j'ai répondu : "quel est votre choix : est-ce que vous souhaitez un salarié motivé à temps partiel, ou un non motivé à temps complet ?" Je crois que c'est un peu comme ça qu'on sort avec une solution un peu créative. La RTT, ça aère le cerveau et cela fait du bien !

Une consultante en entreprise

TRAVAILLER MOINS, TRAVAILLER MIEUX

J'ai beaucoup investi dans mon travail. Aujourd'hui, je me retrouve sans emploi. J'ai un certain niveau d'études qui fait que ma situation actuelle m'aurait paru un échec auparavant. Aujourd'hui, je la vis différemment, puisque cela me permet d'élever mon enfant. J'étais dans une société anglo-saxonne où je travaillais énormément, ce qui me permettait d'évoluer beaucoup plus vite que dans une société française. Aujourd'hui, être sans emploi, cela me permet de faire d'autres choses que, par ma suractivité, j'avais complètement omises pendant toutes ces années. Je me suis coupée des autres. Petit à petit, j'avais supprimé tous mes loisirs, toutes mes activités extra-professionnelles. Aujourd'hui, je vois cela d'une autre façon. Je pense que c'est un bon break pour profiter du temps récupéré.

A l'époque, mon entreprise avait un effectif réduit et j'étais amenée à passer beaucoup d'heures parce que je devais faire et mon travail et celui d'autres personnes. Je suis persuadée que, si on partageait mieux les tâches, si on cantonnait vraiment les personnes à leur poste, le problème des 35 heures ne se poserait peut-être pas. C'est vrai que, jusqu'à présent, on se base plutôt sur un temps de présence en entreprise, qui n'est pas forcément un temps de travail réel. Je me rends compte que, dans ma profession, le télétravail m'aurait permis de travailler avec grande motivation chez moi et au bureau ; cela m'aurait permis aussi de m'ouvrir aux autres par des activités peut-être très enrichissantes à côté.

Une ancienne cadre supérieure de multinationale

Le débat le débat le débat le débat le débat

Le travail, réalisation de soi

Le débat sur les valeurs du travail a été vivant et a montré qu'il y a des différences d'appréciation selon les expériences de chacun. Le travail n'a pas la même valeur pour tous et ne se définit pas de la même manière.

L'évolution de l'investissement au travail

- Depuis 100 ans, on passe beaucoup moins de temps au travail. Le travail n'occupe plus la majeure partie de la vie. Le travail n'étant plus le tout de la vie, chacun peut s'investir dans d'autres types d'activités. L'investissement personnel au travail s'en ressent.

- Dans les années 1980, on a pensé que l'investissement personnel dans l'entreprise serait payé de retour. Or il y a eu beaucoup de désillusions.

- Aujourd'hui, un discours ambiant est de dire que la mobilité professionnelle est l'avenir et qu'une carrière ne se déroule plus dans une seule entreprise. Il semble difficile dès lors d'imaginer que les salariés s'investissent pour leur entreprise.

- La demande pressante faite aux individus de s'investir engendre une souffrance professionnelle, qui, au-delà du harcèlement moral, est une réalité que les centres de bilan de compétences constatent.

Le "détachement" des plus jeunes

- Sans doute cela vient-il de la conjoncture où le chômage est devenu commun. Tous les jeunes ont été, à un moment donné dans les années 1990, concernés par cette question. Bien travailler à l'éco-

le ne procure pas forcément une bonne profession. - Mais aussi, comme les enquêtes le montrent, le niveau d'études engendre une relativisation du travail dans la vie. En effet, par les études, on est ouvert à d'autres activités que la sphère professionnelle et on se sent capable de se réaliser autrement que dans le travail. C'est probablement l'effet d'un certain entraînement intellectuel qui accompagne les études.

- Les salariés, surtout les jeunes, estiment que le travail peut être un vecteur de développement de soi, tout en y consacrant moins de temps.

Un des effets de la prolongation des études est sans doute un certain désinvestissement dans le travail. Aujourd'hui, de jeunes diplômés ne souhaitent pas faire plus que le temps de travail normal, contrairement aux jeunes diplômés d'il y a 15 ou 20 ans.

Une fracture se dessine entre, d'une part, ceux qui se préparent le plus longtemps à une profession et seraient ceux qui sont le moins liés au travail, et, d'autre part, ceux qui travaillent tôt ou cherchent tôt un travail et y seraient davantage attachés.

Lorsque le niveau de rémunération est suffisamment élevé et que le niveau culturel permet de développer d'autres centres d'intérêt, on travaille pour vivre, on s'investit dans le travail à la mesure de son intérêt. Lorsque l'on recherche du travail et des augmentations de revenus, on vit pour travailler et on imagine mal une autre existence, on investit dans le travail pour qu'il rapporte.



> *Le travail est, certes, quelque chose d'important et qui permet de se réaliser, mais la question est de savoir si on peut se réaliser aussi bien en y consacrant de moins en moins d'heures.*

> *Comment articuler contrat de travail, c'est-à-dire un lien de subordination, et demande d'un investissement permanent, c'est-à-dire un acte volontaire ?*

> *Peut-on concevoir qu'on puisse s'investir dans le travail à certaines périodes de sa vie mais pas à d'autres sans en être pénalisé ? Quelle place garder malgré cela dans l'entreprise ?*

> *Peut-on imaginer que les activités hors travail soient considérées par la société comme des temps d'utilité économique et sociale et finalement de contribution au bien commun ?*

> *L'écart de revenu entre un salarié peu qualifié et un demandeur d'emploi n'est peut-être pas toujours incitateur à la recherche d'emploi. Faut-il que la motivation au travail soit uniquement d'ordre monétaire ? N'y a-t-il pas aujourd'hui d'autres motifs de s'investir dans un travail ?*

> *Comment, aussi bien dans les administrations que dans les entreprises, s'organiser pour que la réalisation de soi dans un travail soit possible dans un temps plus réduit qu'auparavant ? Dans cette perspective la flexibilité sera-t-elle un atout ou un handicap ?*

LA FORMATION CONTINUE PROFITE AUX DIPLÔMÉS

Selon une étude du CEREQ, le pourcentage de salariés ayant accès à la formation continue est d'un peu plus de 2 %. En réalité, beaucoup des formations sont initiées par le supérieur hiérarchique, par l'entreprise. Cette formation continue a tendance à aller dans le même sens que la formation initiale. Les premiers à profiter de la formation continue sont ceux qui sont les plus diplômés. Ce n'est pas vraiment un vecteur de rééquilibrage des savoirs. Il y a sûrement quantité de bonnes raisons à cela : ceux qui ont suivi des études ont davantage l'appétit de savoir et une certaine facilité à acquérir de nouvelles connaissances ; ils sont mieux disposés à l'idée d'une formation, occupent des postes plus élevés, etc.

J.-F. T.

FORMATION, CLASSIFICATION, RÉMUNÉRATION

Pour avoir été longtemps dans la métallurgie, il existait autrefois une formation, un diplôme, une classification et un salaire correspondant. Il y avait une formation et une traduction sur un changement d'échelon, de catégorie. Tout cela, c'est fini. Parce que ce n'est plus l'individu qui est pris en compte, mais uniquement son acte de travail, quelles que soient ses capacités professionnelles. Si bien qu'on trouve des gens classés au plus bas échelon, avec d'immenses capacités professionnelles acquises, parfois, tout au long de leur vie.

Un responsable syndical

LE TRAVAIL EST VITAL

Nous sommes une entreprise d'insertion qui utilise l'intérim pour permettre l'intégration de personnes en grosse difficulté de recherche d'emploi. 35 à 40 % sont des personnes qui retrouvent un CDD ou un CDI. Ce sont majoritairement des hommes peu qualifiés, adultes et d'origine étrangère. Ce qui les caractérise tous, qu'ils soient jeunes, adultes..., c'est qu'ils ont un parcours professionnel extrêmement parcellaire ; ils cumulent un tas de petites expériences qui n'ont jamais abouti. Ce sont des gens en permanence écartelés : ils ont un pied complètement dans l'exclusion et, de temps en temps, un pied dans l'entreprise.

Pour eux le fait d'avoir du travail ne paraît pas la norme, alors que, pour les personnes qui ont répondu à l'enquête et en débattent, le travail était quelque chose de normal : ils l'auront un jour ou ils l'ont. Pour ces personnes en difficulté le travail a une valeur très forte, comme un peu pour l'ouvrier des générations antérieures. Pour eux, le travail est vital.

En même temps, ce sont des personnes qui ont tellement vécu d'échecs qu'elles ont un besoin de reconnaissance très forte, et c'est à travers le travail qu'elles vont la retrouver. Ce ne sera pas forcément acquis dans une qualité de travail, car ce qui compte, essentiellement, pour elles, c'est un travail stable, quel qu'il soit à la limite. C'est la première et unique chose qui est toujours réclamée.

J'ai remarqué deux grandes catégories de personnes :

- Celles qui vont se comporter selon ce qui paraît bien, selon ce qui répond aux attentes des responsables, des animateurs, des autres en général ; ce sont des gens qui vont aller en mission (intérim), qui seront toujours disponibles ; bref de " bons citoyens " ;

- Celles qui vivent " hors norme " : le travail n'étant pas la norme pour eux, elles ne lui attribuent pas autant d'importance que d'autres, pas la même valeur. Par exemple, un homme, qui a un niveau CAP de charcutier et a travaillé dans l'agro-alimentaire, veut intégrer telle entreprise, près de chez lui. Il ne se présente pas à l'embauche qu'il a pourtant obtenue. Ou cet autre, qui a été très longuement en CDD sans problème. Le jour où l'employeur lui propose un CDI, il s'en va. Ce sont des personnes qui ont besoin de travailler pour avoir des revenus, mais pas pour se réaliser, pour en faire un projet de vie. Ont-ils eu trop de déceptions ? sont-ils trop réalistes par rapport à ce que l'environnement va leur donner ?

Une responsable d'entreprise d'intérim d'insertion

Le travail de formation

La formation apparaît, en France, à la différence d'autres pays comme l'Allemagne, comme un moyen de conserver son travail, mais bien peu comme une possibilité d'évoluer dans son travail. On a beaucoup de mal à faire émerger des initiatives en termes de demandes de formation au sein des entreprises, si bien qu'on en arrive à ce paradoxe, la France est un des pays dans lesquels la formation continue est la plus faible. Plusieurs raisons ont été évoquées.

- La France est le pays européen où les gens entrent le plus tard dans l'activité professionnelle. Les Anglais et les Allemands entrent très tôt au travail, vers 16 ans. Aussi, la question de la formation prend-elle un autre sens que celui de simple rattrapage à la marge qu'est aujourd'hui la formation continue en France.

- Les salariés ne perçoivent pas les perspectives de développement des entreprises. Aussi, n'osent-ils pas aller en formation de peur de perdre leur place. Ils ne voient pas de possibilité d'avancement interne correspondant à leurs compétences.

- Le temps de formation n'est pas toujours pris en compte au sein de l'entreprise. N'étant pas remplacés pendant leur temps de formation, des salariés savent que le travail sera double ensuite et préfèrent des temps de formation très courts. C'est l'organisation trop tendue du travail qui est en

cause. D'ailleurs, des tuteurs disent ne plus pouvoir à la fois continuer à remplir leur objectif professionnel et former quelqu'un. Les stages de lycéens en entreprise deviennent plus difficiles à trouver.

- Les personnes qui demandent des formations ne sont pas forcément bien vues de leurs collègues. En effet ceux-ci craignent une surcharge de travail ou ne comprennent pas les ambitions professionnelles de certains.

La situation du travail va changer dans les prochaines années. On devra effectuer plusieurs métiers dans sa vie, que ce soit ou non dans la même entreprise. Et, pour les faire, il faudra accepter de se former.

Mais la formation tout au long de la vie n'aura du sens qu'à partir du moment où les gens quitteront plus tôt les études initiales. Cela suppose aussi qu'il y ait une transformation de l'attitude vis-à-vis du travail.

Enfin, les entreprises, devant le futur manque de jeunes, vont devoir offrir des conditions nouvelles d'insertion dans l'entreprise, pour que des gens qui cherchent souvent une activité plus "zapping" aient intérêt à rester dans l'entreprise et n'aient pas trop d'offres plus intéressantes ailleurs.



> *Comment réorganiser les temps de formation initiale, de travail et de formation continue, pour s'adapter à la situation du marché de l'emploi et aux demandes des nouvelles générations ?*

> *Comment réorganiser le travail en entreprise pour que le temps de formation soit un véritable temps d'indisponibilité à exercer son travail ?*

> *Comment dégager des financements qui permettent la formation au sein des entreprises ?*

> *Comment établir des plans de formation qui correspondent à des plans d'avancement professionnel ?*

> *Comment organiser des formations valorisantes (changement de métier par exemple) sans que soit détériorée l'organisation du travail de l'entreprise et pénalisés financièrement les intéressés ?*

CONFLIT DE VALEURS

Dans ma localité, une entreprise traditionnelle importante fermait. J'ai été personnellement étonné de voir l'engagement des salariées contre cette fermeture : les plus virulentes étaient celles qui étaient proches de la retraite. Elles avaient en elles cette volonté de voir vivre leur entreprise, de ne pas voir disparaître leur emploi. Elles voulaient absolument que cela vive ! Une partie de l'entreprise a été sauvée. Et il est arrivé, à la place des anciennes, de jeunes femmes qui venaient de vivre la précarité pendant 5 à 7 ans, complètement déstructurées. Sur le poste de travail, il y eut opposition entre les anciennes, qui voulaient travailler, respectueuses de leur outil de travail, et ces jeunes qui, du jour au lendemain, se retrouvaient devant une machine, n'avaient pas de repères sur le travail qu'elles faisaient, sur l'entretien, sur la qualité. Et on avait les mêmes exigences pour ces jeunes, qui avaient une situation très compliquée, que pour des plus anciennes. Il me semble qu'il y aurait à travailler sur ces questions là.

Un responsable syndical

HIER PROMOTION SOCIALE, AUJOURD'HUI INQUIÉTUDE SOCIALE

Dans les années 1950-1970, le travail a joué un rôle d'émancipation sociale, un rôle d'ascension sociale, pour un certain nombre de gens qui venaient de couches défavorisées, avec une culture ouvrière assez forte, avec des structures politiques à l'intérieur même des entreprises. Si on regarde la métallurgie, en particulier l'automobile, on peut se rendre compte qu'il y avait, à l'époque, une certaine fierté d'être ouvrier professionnel. Et en même temps, c'était une période où il y avait des confrontations entre les organisations syndicales des travailleurs et les dirigeants de l'entreprise, avec la plupart du temps une volonté de s'investir pour une meilleure situation. Dans cette période, il y avait la possibilité d'avoir une vision à long terme et de s'investir dans un projet, même si les situations n'étaient pas toujours faciles.

Aujourd'hui, il y a beaucoup plus d'individualisation dans le rapport au travail et une situation économique d'inquiétude. Aussi constate-t-on des contradictions :

- *entre une volonté de gestion participative, avec la possibilité d'intervenir dans les équipes de travail, de faire des propositions sur les modes de travail, et une réalité économique qui remet en cause un certain nombre d'acquis ;*
- *entre une formation initiale de plus en plus poussée et une offre de travail qui ne correspond pas toujours au niveau d'études acquis.*

Un délégué syndical BTP

DÉTÉRIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Je constate :

- *une organisation du travail encore très largement taylorienne ou néo-taylorienne,*
- *des conditions de travail qui se sont certes souvent améliorées en termes de pénibilité physique mais qui se sont en même temps souvent détériorées en termes de charge mentale et de stress dû aux rythmes du zéro délai,*
- *une rupture des chaînes de mobilité internes aux entreprises qui permettaient une construction et une valorisation progressive des compétences,*
- *de faibles possibilités de formation continue, surtout pour les moins qualifiés,*
- *une précarité accrue dans le poste de travail et dans l'emploi,*
- *une pression à la baisse sur les revenus du travail, qui fait que de plus en plus de salariés ont du mal à vivre correctement de leur travail, avec une comparaison parfois désavantageuse avec les "revenus d'assistance", sans parler des revenus clandestins.*

Par exemple, les entreprises de plasturgie voient "défiler" de nombreux jeunes intérimaires qu'elles ne parviennent pas à garder car ils refusent de se soumettre à certaines conditions de travail.

Un économiste

Le travail, norme ou valeur ?

Le travail est la norme⁴ d'une société qui est structurée par lui : on étudie pour acquérir un métier, la vie est rythmée par les temps de travail, on s'identifie en premier par sa profession... Il n'est plus la norme lorsqu'une part importante de la société n'exerce pas de travail, soit que les personnes actives (en âge de travailler) en sont privées, soit que les temps de formation initiale et de retraite sont allongés, soit que le travail ne figure pas au centre de l'organisation du temps et de l'espace social.

La valeur attachée au travail dépend en partie de cette norme. Mais d'autres facteurs jouent comme la durée, l'objet et les conditions de travail..., d'une part, et les aspirations personnelles, la reconnaissance sociale, les besoins d'un groupe social..., d'autre part.

- Aujourd'hui, il y a beaucoup de stress, d'absentéisme. L'enquête de la Fondation de Dublin sur les conditions de travail en Europe montre qu'une des causes en est le rythme auquel les entreprises sont soumises pour satisfaire leurs clients dans un économie très concurrentielle. L'autonomie dans le travail, revendiquée par les salariés et organisée parfois sans les moyens nécessaires, engendre aussi des souffrances d'ordre psychologique.

- Les personnes privées d'emploi font l'objet de mesures spécifiques d'une part pour leur assurer un minimum vital, d'autre part pour les ré-acheminer vers l'emploi. Les parcours institués pour aller du chômage à l'emploi stable sont souvent mis en échec par les aléas économiques, les difficultés

psychologiques des personnes... Parfois bien plus sinueux que linéaires, ces parcours comportent des retours en arrière qui découragent les intéressés comme ceux qui les aident.

D'après les enquêtes, la solidarité est affirmée comme un devoir pour qu'existe, par un partage des richesses, une moins grande injustice. Cette solidarité s'organise par des mécanismes administratifs : mesures d'État et système de protection sociale. Elle ne remet pas en cause les intérêts immédiats des uns au profit des autres. Elle est confiée principalement à des fonctionnaires et à des services d'aide, gérés par des bénévoles, où exercent des professionnels. Aussi, la solidarité familiale joue-t-elle moins que dans d'autres pays comme l'Italie où l'État n'a pas la même importance.

La rencontre entre les personnes privées ou éloignées du travail, et celles qui en bénéficient, ne se fait guère. L'organisation territoriale des lieux résidentiels n'amène pas les uns et les autres à se côtoyer. Même au sein des quartiers où réside la majorité des chômeurs ou des jeunes sans emploi, les salariés font figure de privilégiés quand le travail n'est pas la norme. Ce sont les personnes engagées dans l'aide sociale qui, elles, peuvent témoigner aux autres de la situation des "exclus". La reconstitution du lien social passe essentiellement par les professionnels et les quelques bénévoles attelés à cette tâche. Ce sont les structures d'aide qui permettent de maintenir un lien entre les exclus du travail et le reste de la société. La société, dans son ensemble, vit, quant à elle, une solidarité déléguée, administrée.



> *Comment impliquer les gens, autrement que par les taxes et impôts (système redistributif), dans le devoir de solidarité ?*

> *Comment organiser concrètement une meilleure solidarité entre individus ? entre groupes sociaux ? entre salariés des entreprises et chômeurs ? entre quartiers aux niveaux de vie opposés ?*

> *Peut-on, doit-on intégrer dans les entreprises, dans les communautés de travail, des personnes jugées aujourd'hui "inemployables" qu'au temps du plein-emploi on aurait pu garder ? Peut-on, doit-on aider les entreprises à assurer ce rôle de cohésion sociale ?*

> *Comment faire comprendre aux uns et aux autres que ceux qui sont actuellement exclus du travail constituent un manque pour la société ? que le bien-être de tous suppose le bien-être de chacun ? que dans un corps social chacun de ses membres est utile aux autres ?*

4 - Voir le chapitre d'introduction pour la différence entre valeur et norme.

Le travail n'est plus ce qu'il était

Plusieurs participants ont noté que les temps changent ainsi que les idées et les attitudes, mais les dispositifs peinent à s'adapter, car on hésite sur les solutions à mettre en œuvre.

La théorie sociologique du post-matérialisme ?

J.-F. Tchernia rappelle que la théorie sociologique du post-matérialisme postule que les valeurs développées par une génération sont en relation avec l'environnement économique dans lequel elle a vécu au cours de son enfance. Ainsi, la génération, qui avait 20 ou 30 ans dans les années 1950, a connu, dans son enfance, une période de privations, de difficultés internationales, de guerre, etc. Quand elle est devenue adulte, elle a valorisé la prospérité, la paix..., donc des ambitions plutôt matérialistes. Et puis, les enfants de cette génération, ceux qui ont eu 20 ou 30 ans dans les années 1970, au contraire, ont connu dans leur enfance une forte croissance dans tous les pays européens et ont valorisé des aspirations nouvelles, " post-matérialistes ", orientées vers l'expression de la personne, la participation sociale, et sont beaucoup moins intéressés par une vue très matérialiste des choses. C'est cette génération qui a connu Mai 68 et qui a, ensuite, occupé les postes de commande.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette problématique du post-matérialisme ? On peut dire que les gens, qui ont aujourd'hui 20 ou 30 ans, ont connu le chômage personnellement ou, au cours de leur enfance, ont pu voir leurs parents confrontés au chômage. Donc ils devraient, selon cette théorie, se réorienter vers des aspirations plus matérialistes. On constate que c'est un peu le cas. Actuellement, ils sont plus soucieux que l'entreprise réponde correctement à leurs satisfactions matérielles avec une bonne rémunération, avec une certaine sécurité d'emploi, etc. Ils recherchent davantage de sécurité matérielle que leurs aînés. Mais en même temps on constate une évolution des mentalités dans le sens d'une importance toujours plus grande donnée à l'individu. Ce qui est probablement à attendre, ce sont des revendications toujours plus affirmées concernant la place de l'individu dans l'entreprise : reconnais-

ce de son mérite personnel ou capacité d'expression personnelle dans l'entreprise. Tout cela va probablement continuer à se développer, notamment si une évolution démographique va diminuer la population active.

Vers un changement de relation entre employeur et salarié ?

Or, il semble que les relations à l'intérieur de l'entreprise n'évoluent pas à la mesure des mentalités. Le contrat de travail, par exemple, s'inscrit de plus en plus dans une relation client/fournisseur. Un salarié bien formé a une relation assez froide, affectivement, avec son employeur parce que, à un moment donné, il a une relation commerciale : il vend son savoir à la meilleure offre (rémunération, responsabilité, possibilité de promotion...). De même, le recruteur pour une entreprise a l'impression de vendre l'entreprise comme un produit.

Mais toute relation ne devient-elle pas aujourd'hui de ce type ? Lorsque l'on va consulter un médecin, on achète de fait quelques minutes de son conseil et on choisit pour cela le meilleur médecin. Il y a bien une relation de client-fournisseur : c'est le marché du travail, le marché de l'emploi. Toute la vie devient une relation client-fournisseur.

Un certain nombre de résultats de l'enquête conduisent à penser que les salariés ont de plus en plus tendance à se situer dans une telle relation. A ceci près que le client, c'est eux et non pas l'entreprise. Cela interpelle les employeurs. Enjeu important qui va s'affirmer toujours davantage dans les années qui viennent. En effet, on se dirige vers une réduction de la force de travail du fait de la démographie. Et donc cette position particulière de l'employé vis-à-vis de l'employeur ne va que se renforcer.

Par ailleurs, il faut bien considérer que tout le monde n'est pas égal par rapport à cette question de relation client-fournisseur. Certains salariés sont en position faible du fait de leur formation, de leur âge... Nous allons sans doute vers de fortes tensions.



> *Qu'est-ce que les entreprises peuvent faire pour se rendre attractives, non seulement au moment de l'embauche, mais ensuite pour que le salarié reste?*

> *Comment rétablir une égalité entre des salariés qui ont peu de compétences à valoriser et ceux qui ont des acquis appréciables pour les entreprises ?*

> *Les conditions de travail vont-elles faire la différence entre les entreprises, plus que le niveau de rémunération ?*

> *Les relations employeurs-employés ont-elles changé autant que les relations parents-enfants, maîtres-élèves, élus-électeurs... ?*

Vers un consensus national ?

Selon l'enquête, une courte majorité des Français interrogés est favorable au libéralisme économique. Mais ceux qui sont pour une vision plus sociale de l'économie sont également très nombreux. Par libéralisme, on entend des affirmations comme : la concurrence, c'est une bonne chose, il faut laisser de la liberté aux entreprises. Mais les Français ne sont pas toujours libéraux, notamment quand il s'agit de la distribution des revenus : là, ils sont pour une redistribution plus égalitaire.

Sur toutes ces questions : libéralisme, socialisme, etc., le clivage gauche-droite est évidemment prépondérant. Plus on sera à droite, plus on sera libéral ; plus on sera à gauche, plus on sera socialiste. En fait le libéralisme économique est surtout contesté aux deux extrêmes du classement politique et ces deux pôles ont tendance à se renforcer⁵.

Il y a en revanche des points sur lesquels existe un vrai consensus au sein des Français ; c'est notamment tout ce qui touche à la Protection Sociale :

assurer un revenu minimal, se préoccuper que tous les Français disposent d'un minimum de bien-être en termes de santé, d'éducation, de logement, etc. Une des institutions les plus appréciées des Français est la Sécurité Sociale. Tout ce grand système redistributif est largement soutenu en France. Il y a là un consensus sur fond d'orientation libérale de l'économie.

Dans l'Union Européenne, les Français sont probablement parmi les peuples les plus " redistributifs ". Dans bien des pays, cette notion de redistribution est mal vue, notamment mais pas uniquement dans les pays anglo-saxons.

On pourrait dresser trois constats :

- il n'y a plus en France de conflit idéologique sur le fait que le libéralisme soit le système qui gouverne l'économie,

- il y a un consensus fort pour tout ce qui est redistribution sociale.

- il existe une contestation aux extrêmes du classement politique.

5 - Voir le chapitre sur les valeurs en politique.



Des livres

Bénédicte BERTHE, *L'effort au travail. Analyse d'un concept économique*, Rennes, Presses Universitaires, 2000.

Yves MICHAUD, *Qu'est-ce que la société ?*, Paris, Odile Jacob, 2000, volume III.

GREP, *Auto-emploi et création d'activités. La très petite entreprise*, POUR n°171, septembre 2001.

CFDT, *Le travail en questions. Enquêtes sur les mutations du travail*. Préface de Nicole Notat, Paris, Syros, 2001.

Bernard BRUHNES, Denis CLERC, Dominique MÉDA, Bernard PERRET, *35 heures : le temps du bilan*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

"L'avenir du travail et de la formation", *Les Cahiers Millénaire* 3 n° 6.

"Lutter contre les pauvretés. L'économie s'oppose-t-elle au développement humain ?" *Economie & Humanisme*, Session d'été 2002.

Le rapport à l'autorité

À moi la liberté, et l'ordre autour de moi

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Il y a une double évolution. La tolérance envers certaines conduites est en hausse : de plus en plus de personnes, et en premier les plus jeunes, ne considèrent pas comme injustifiables certains comportements comme l'homosexualité, l'euthanasie, le divorce ou le suicide, ou bien encore le mensonge, la prise de stupéfiants, ou voyager sans ticket.

L'ordre, dans le même mouvement, est davantage apprécié : on constate chez les jeunes générations¹ une montée de valeurs comme l'effort et la discipline, le respect de l'autorité, la fidélité conjugale, une meilleure confiance envers l'armée et la police, et sont davantage rejetés des comportements comme la fraude fiscale, la perception d'indemnités indues. Toutes les générations condamnent la corruption et l'obéissance aveugle aux consignes. La liberté privée n'apparaît donc plus contradictoire avec l'ordre public, contrairement aux années 1960-1970.

C'est que l'État, depuis 1981, n'est plus considéré par une grande partie de la population, l'électorat de gauche, comme représentant d'un ordre social illégitime. Un consensus politique s'est développé qui favorise l'essor de positions extrêmes.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Georges Decourt ²

Il y a près de 35 ans, en mai 1968, soufflait comme un vent de contestation en France, mais aussi sur les campus américains, à Prague, etc. Depuis on a assisté à la montée de la revendication des libertés individuelles et collectives et à la perte de confiance dans les grandes institutions qui encadraient la pensée : politique, religion, presse.

E. Schweisguth fait ressortir de l'enquête sur les valeurs d'abord une tendance au rejet des contraintes mais aussi à un retournement de tendance avec les nouvelles générations.

1 - Voir le chapitre sur les valeurs des jeunes.

2 - Sociologue à Economie & Humanisme, en remplacement de E.SCHWEISGUTH malade. Exposé du 26 mars 2002.

Pas de contraintes

Chacun semble penser d'abord à son intérêt particulier, à celui de sa famille et de ses amis, comme si le bien commun n'était plus un objet de préoccupation pour beaucoup. On note une montée de l'incivisme : abstention politique, irrespect des biens collectifs... Or, dans les enquêtes européennes sur les valeurs, les opinions des Français interrogés montrent certes un déclin des valeurs traditionnelles mais aussi un regain en faveur de règles de vie commune.

Sur certains thèmes, on constate une évolution rapide des mentalités. Ainsi le divorce, l'avortement, l'homosexualité, le suicide, l'euthanasie, relèvent de choix privés et non plus des instances religieuses ou politiques. Qu'on approuve ou pas ces conduites, la plupart s'accordent à dire que c'est à chacun d'en décider. On ne peut imposer ses propres choix aux autres. Il y a une quasi disparition de la condamnation morale, c'est remarquable surtout chez les plus âgés et cette évolution court depuis ces deux dernières décennies.

Il y a à côté de cela des évolutions plus lentes sur certains principes comme le mensonge dans son propre intérêt, l'amour inconditionnel de ses parents quels que soient leurs défauts, la consommation de marijuana ou l'absence de ticket dans les transports en commun. Cette évolution est sensible surtout chez les jeunes.

| <i>Pensez-vous qu'est injustifiable... ?</i> | 1981 | 1990 | 1999 |
|--|------|------|------|
| L'homosexualité | 62 | 52 | 32 |
| L'euthanasie | 41 | 35 | 22 |
| Le divorce | 28 | 23 | 15 |
| L'avortement | 36 | 33 | 25 |
| Le suicide | 59 | 53 | 48 |

| <i>Pensez-vous que... ?</i> | 1981 | 1990 | 1999 |
|---|------|------|------|
| Mentir dans son intérêt est "injustifiable" | 66 | 58 | 59 |
| L'amour de ses parents est "inconditionnel" | 80 | 77 | 74 |
| Consommer de la marijuana est "injustifiable" | 88 | 91 | 84 |
| Voyager sans ticket est "injustifiable" | 81 | 78 | 77 |

Est-ce un effet d'âge ? C'est-à-dire que cela passera en vieillissant. Ou bien un effet de génération ? Ce serait l'indice d'un changement durable, d'une nouvelle période.

Les plus âgés pensent comme il y a 20 ans lorsqu'ils étaient jeunes. Mais, comme les anciens vont progressivement disparaître et que les jeunes ont généralement moins le sens de ces valeurs que leurs parents à leur âge, il faut s'attendre à une permanence de cette évolution, donc à un changement très lent.

Mais la surprise des résultats de ces enquêtes, pour un sociologue comme E.Schweisguth et sans doute nombre d'entre nous, vient d'ailleurs.

Un retournement chez les jeunes générations

L'opinion dominante s'exprime ainsi : " Je veux être libre et que personne ne me dicte ma conduite ". " La vérité est en moi ". Sans doute, mais comme les libertés des uns se heurtent souvent aux libertés des autres, comment concilier ces libertés individuelles ? On en appelle pour cela à l'autorité.

En effet, on constate un arrêt de la chute des opinions rejetant l'autorité. Est-ce un retour à l'ordre tel qu'il était conçu dans les années antérieures ? Est-on allé trop loin et assisterait-on à un retour de balancier ? Cela ne se passe pas en ces termes.

En fait les sondages montrent que par " autorité " les nouvelles générations n'entendent pas l'autorité subie, qu'elles ont d'ailleurs peu connue. Aujourd'hui les parents, les enseignants, les forces de l'ordre, expliquent, dialoguent. Et lorsque cela ne s'est pas fait, la revendication est immédiate : " expliquez et, quand aura compris, on obéira ! "

Ces générations n'ont pas connu les contraintes sociales des années 1960 ni l'ouverture libérale des années 1970. Elles sont venues au monde au cours de cette période ou plus tard. Ainsi des jeunes pensent qu'il est tout à fait naturel, dans l'ordre des choses, que proviseur, enseignants, parents et délégués d'élèves s'assoient à la même table. Certains croient même que cette règle date du début du siècle dernier...

Ce n'est donc pas un retour à l'autorité telle qu'on l'a connue, mais l'exigence d'une autorité pour régler la vie sociale, face à l'incivisme qui me gêne, aux violences qui me touchent, à la délinquance qui me menace. Ce sont des règles collectives pour protéger ma liberté individuelle.

Pensent que " ce serait une bonne chose de respecter davantage l'autorité "

| Les personnes | 1981 | 1999 |
|---|------|------|
| Nées entre 1946-1954 (jeunes en 1968) | 43 | 67 |
| Nées entre 1955-1963 (trop jeunes en 1968) | 41 | 63 |
| Nées entre 1973-1981 (les enfants des jeunes de 1968) | / | 70 |
| Total de la population interrogée | 60 | 69 |

Cette évolution est sensible chez les plus jeunes mais aussi les plus âgés. Notons avec E. Schweisguth " qu'au même âge les nouveaux jeunes disent beaucoup plus que leurs devanciers qu'il faudrait un plus grand respect de l'autorité ".

Ce changement se traduit par des opinions qui conduisent à une évolution des attitudes.

| Disent qu'ils | 1981 | 1999 |
|---|------|------|
| Ont confiance dans la police | 38 | 58 |
| Ont confiance dans l'armée | 52 | 64 |
| Condamnent les aventures extra-conjugales | 37 | 60 |
| Sont favorables à la fidélité dans le couple | 50 | 85 |
| Considèrent la fraude fiscale " injustifiable " | 51 | 58 |
| Considèrent les indemnités illicites " injustifiables " | 48 | 55 |

On constate que les jeunes d'aujourd'hui ont davantage confiance dans la police que les jeunes d'il y a vingt ans, de même pour l'armée, mais là existent d'autres raisons comme la fin des guerres où la France était directement impliquée et les missions de paix en Europe centrale confiées aux armées. L'image de l'armée n'est plus celle d'une force répressive.

Par ailleurs, la condamnation des aventures extra conjugales et l'approbation de la fidélité dans le couple doivent s'entendre en regard de l'approbation du divorce (il vaut mieux se séparer lorsque l'on ne s'entend plus). Il s'agit de fidélité à condition que les membres du couple le veuillent dans le même temps : c'est donc la possibilité de fidélités successives.

Non seulement dans la vie privée (le couple) mais aussi dans la vie sociale (les impôts), il y a une exigence de rigueur qui est affichée, mais un peu plus faiblement lorsqu'il s'agit de la vie sociale. Est-ce que ces opinions se traduisent immédiatement en comportements ? Ou bien d'autres opinions entrent-elles en conflit avec celles-ci ? On peut imaginer qu'au moment de déclarer ses revenus, pensant par ailleurs que l'État gaspille notre argent, on s'autorise à faire une " retenue à la source " en ne lui déclarant pas tout...

Changement aussi chez les anciens jeunes de 1968

Avec la montée des valeurs de rigueur chez les jeunes, en comparaison avec les jeunes d'hier qui vivaient dans une société plus contraignante, nous assistons à un changement d'opinion des générations qui ont vécu l'expansion économique jusqu'aux crises pétrolières des années 70 et qui, elles, reviennent à des sentiments d'ordre.

Est-ce là encore un effet d'âge ? En vieillissant, les générations contestataires d'hier qui aujourd'hui dirigent la société ne voudraient pas être contestées dans leur autorité ! Est-ce un effet de génération ? Après une période de libéralisation, il y aurait une période de refondation du vivre-ensemble. Ce n'est pas pour rien que ces temps-ci on fait beaucoup mémoire d'autrefois : on célèbre chaque année des anniversaires, non seulement de la Révolution française, mais encore des institutions cinquantenaires nées après guerre, celles qui façonnent encore notre vie commune nationale.

Toutefois les réponses à une question montrent bien que le retour au respect de l'autorité n'est pas aveugle et se heurte au sentiment fort de liberté individuelle. " Faut-il toujours obéir aux instructions plutôt que d'exiger d'être convaincu avant de les appliquer ? " Les personnes marquées par 1968 ne le pensent pas ; elles gardent un fond d'exigence de liberté individuelle. Toutes générations confondues, la majorité pense qu'il faut être convaincu d'abord avant d'obéir.

" L'évolution semble ainsi pouvoir être caractérisée à la fois par la continuation d'une demande de liberté dans la vie privée et par la montée d'une demande de règles dans la vie collective ", conclut E. Schweisguth.

Irrespect envers l'autorité ?

Ces résultats "édifiants" sont contredits par les événements violents de quelques jeunes qui ne respectent plus l'autorité des parents, des enseignants, des policiers et même des pompiers assimilés à des hommes de l'ordre.

Il se peut qu'une très petite fraction de la jeunesse actuelle, non représentée de manière significative dans ces enquêtes³, ne soit pas sur la même longueur d'ondes que les autres jeunes. Or, comme la jeunesse en général et les générations plus âgées se rapprochent dans un même mouvement de quête d'autorité et de règles de vie commune, la tension s'accroît aujourd'hui entre ces deux attitudes : l'une très majoritaire, même chez les jeunes, et l'autre très minoritaire, même chez les jeunes. Cette situation a deux conséquences possibles.

- Ceux qui incarnent la tendance minoritaire ne sont pas soutenus par l'opinion commune et leurs expressions de violence en deviennent d'autant plus insupportables au reste de la société. Ce n'était pas le cas autrefois où il y avait une plus grande contestation de l'ordre social et davantage de violence dans l'expression des opinions ; pensons aux temps des fortes luttes sociales, des guerres de décolonisation, des événements de mai 1968, des Brigades Rouges en Italie...

- Une fracture au sein de la jeunesse elle-même se confirme, dont nous ne savons pas les effets pour l'avenir de cette classe d'âge. Il existe une très forte exclusion de la minorité " irrespectueuse de l'autorité ". Et cette fracture se retrouve dans les banlieues, parmi les enfants de l'immigration, au sein de certaines familles entre les aînés et les plus jeunes.

Il ne semble donc pas que le malaise de cette minorité de jeunes reflète ou pointe un malaise dans la jeunesse actuelle : celle-ci apparaît au contraire très proche de ses aînés et en recherche de dialogue constant, d'égal à égal, pourrait-on dire. Aurait-on imaginé, il y a quelques décennies, des lycéens manifestant dans la rue avec leurs professeurs et leurs parents contre la violence dans les écoles ?

3 - Voir le chapitre sur les valeurs des jeunes.

A moins d'un aveuglement collectif que refléteraient alors ces enquêtes, la situation sociale évoluerait vers un déséquilibre.

- Pour la grande majorité, jeunes compris : baisse de confiance dans les institutions, montée des exigences de liberté individuelle et montée des demandes de règles collectives. Ces règles ne pourront être simplement imposées comme hier ; elles devront donc être expliquées, négociées entre les institutions et les individus et les groupes.

- Pour une minorité de jeunes : méfiance à l'égard des institutions, exigences de liberté individuelle, mais sans demande à la société de règles collectives. Ces quelques jeunes, en déphasage social sur ce plan, se sentent rejetés par la société, à laquelle ils reprochent de ne pas respecter leurs propres individualités, et rejettent cette société avec ses institutions jugées oppressives et arbitraires, avec ses règles qu'ils ne comprennent pas.

Notre société sent bien que tout ordre social, pour qu'il soit possible et durable, doit aujourd'hui être expliqué, justifié, en tout premier lieu à ceux qui n'en éprouvent pas la nécessité. Mais elle est dépourvue face à une minorité de la jeunesse pour laquelle l'autorité ne serait le fruit que d'un rapport de forces, aussi bien au sein de la famille, de l'immeuble, du quartier que de l'école. Entrer avec ces jeunes dans un jeu de démonstration de force ne ferait que justifier leur manière de voir et de vivre. Il nous faut donc inventer les moyens de construire ou reconstruire l'attachement à quelques valeurs communes sans lequel toute vie sociale devient impossible.

SANS CESSER SUR LA BRÈCHE

J'ai enseigné pendant quatre ans dans un établissement sensible de la banlieue de l'Est lyonnais. Je suis partie, maintenant, dans un collège rural où les problèmes sont beaucoup moins tendus et généraux, mais ils existent et ce sont souvent les mêmes.

Pourquoi, la première année, quand on arrive dans un établissement réputé difficile, est-ce aussi pénible ? Et pourquoi des enseignants, qui travaillent là depuis plusieurs années – j'en ai connu qui sont là depuis 15 ans – s'en sortent si bien ? Pourquoi suffit-il qu'ils arrivent dans un couloir pour qu'un élève, réputé difficile, cesse de chahuter, enlève sa casquette, dise poliment bonjour ? Ce sont parfois des élèves qui, en dehors de l'établissement, dans leur quartier, ont des comportements abominables et des démêlés avec la Justice.

Il faut au moins un an ou deux pour arriver à gagner la confiance de ces jeunes, à se faire respecter, non pas en tant que représentant de l'autorité, de la loi (c'est le Proviseur qui est respecté), mais en tant que personne en qui ils peuvent avoir confiance et qui va s'efforcer, tout le temps, d'avoir une attitude exemplaire, d'être le modèle. La clé de la réussite est sur le long terme. Je crois que c'est difficile et c'est pourquoi, après un certain nombre d'années, beaucoup d'enseignants décrochent : être toujours irréprochable, parvenir toujours à avoir la bonne réaction au bon moment sans se laisser emporter, continuer à préparer des cours de qualité quand on a un retour moins bon. Cela fait toujours un peu mal de voir les résultats médiocres aux examens par rapport à la peine qu'on se donne ! Je crois que c'est beaucoup pour cela que des enseignants partent.

Une enseignante

AUTORITÉ ET POUVOIR

Il y a l'autorité des organes de pouvoir : l'autorité judiciaire, politique, celle qui appartient à un des éléments du pouvoir dans son ensemble, et il y a l'autorité personnelle : agir de son propre chef, avec l'autorité que l'on s'attribue de par soi-même et sans autorisation, c'est la capacité à se faire obéir. Cette autorité entraîne une supériorité de mérite ou de séduction.

Le pouvoir, surtout dans nos sociétés hiérarchiques, appartient à celui à qui il a été délégué. Or l'autorité ne se délègue pas. Elle s'obtient par la persuasion. C'est l'autorité de l'avocat qui, face au pouvoir judiciaire, devant un dossier, parvient ou non à convaincre. Il n'a pas de pouvoir. Il n'a que de l'autorité pour faire passer son message. C'est l'autorité du professeur dans sa classe, de l'instituteur " qui a de l'autorité ", comme on dit, qui est celui qui ne fait pas appel à un artifice du pouvoir. Il détient une autorité de sa compétence, de sa capacité de relation. A partir du moment où il se sert de son pouvoir, ou, mieux, du pouvoir d'un autre, qu'il soit Conseiller d'éducation, ou Principal, il perd, à chaque fois, de son autorité.

C'est à partir de cette distinction qu'il faut réfléchir aux modes d'autorité avec les adolescents. C'est cette autorité-là que les jeunes demandent : ils demandent à être convaincus ; et ils sont surpris de voir des adultes avoir peur d'eux et des groupes qu'ils forment. Quand on est convaincu, qu'on les approche, qu'on essaie de faire passer des savoirs, et, par là-même des savoir-faire, des savoir-être, quand on fait preuve de cette honnêteté intellectuelle, de considération envers eux, le respect est rendu.

Un ancien inspecteur académique

Le débat le débat le débat le débat le débat

Avoir de l'autorité

Il n'est pas simple d'expliquer que certains ont par eux-mêmes de l'autorité et d'autres pas, que certains ont le sens de l'autorité et d'autres pas.

- Beaucoup d'adultes manquent d'autorité dans le sens où ils ne sont pas auteurs de leurs propres actes. L'argument "c'est ainsi et ça doit se faire comme ça" est souvent employé dans n'importe quelle réunion, c'est comme si on ne pouvait jamais rien faire autrement. Il n'y a plus de justification rationnelle des comportements mais la seule référence au bon plaisir.

- L'autorité se gagne non pas dans un comportement exemplaire, mais dans une attitude de vérité et de vérité absolue vis-à-vis de l'interlocuteur. Dans une relation d'autorité, on n'écrase pas l'autre ; on ne le considère pas non plus comme son égal. D'ailleurs, les jeunes ne demandent pas l'égalité ; ils demandent simplement aux adultes d'être accompagnés par quelqu'un en qui ils peuvent avoir confiance.

Pour certains, l'adulte, en particulier l'enseignant, se doit d'être quelqu'un de respectable, d'irréprochable, de devenir un modèle. Il suffit d'un incident où l'adulte réagit mal pour que son autorité soit détruite et tout est à reconstruire, à reconquérir. Chaque mot prononcé a de l'importance : un mot peut tout casser de la relation d'autorité.

D'autres pensent que l'enseignant, comme l'adulte, devant les adolescents, se doit d'être certes un exemple, mais pas forcément "exemplaire", en ce sens que son droit à l'erreur doit être reconnu : "je me suis trompé, j'ai le droit de me tromper ; tu as le

droit à l'erreur, moi aussi." Il est un exemple d'honnêteté intellectuelle, de vérité.

Aussi faudrait-il apprendre à argumenter, non pas pour se justifier après coup, mais pour expliquer le sens de ses actes. Ce qu'il faudrait enseigner, c'est la construction logique qui amène à des raisonnements à long terme et peut favoriser l'évolution des personnes.

En 1968, le slogan "interdire d'interdire" signifiait qu'il est interdit d'opposer une absolue contrainte qui n'est pas expliquée. L'interdiction arbitraire, mal comprise, c'est celle-là qu'il est interdit d'interdire. En revanche, l'explication va amener l'individu à s'interdire à lui-même un certain nombre de choses, va l'amener à se contraindre et, peut-être, à définir des règles pour vivre ensemble et, sans doute, à les respecter.

Cette approche suppose de donner place à la discussion, au débat, à la parole, au lieu de l'altercation, du recours au geste, du rapport de forces physiques.

Cette construction de l'autorité est longue et, pour être réussie, exige le concours de tous ceux qui, à un moment ou à un autre, se trouvent en position d'éducateurs : parents, enseignants, mais aussi voisins, usagers de services publics, commerçants...

Elle repose sur un accord non point tant sur un système de valeurs particulier que sur le fait que nos actes ont un sens, que tout ne se vaut pas et qu'il y a effectivement des valeurs et une hiérarchie des valeurs dans la vie.



> *L'exercice de l'autorité s'apparente-t-elle à un savoir-faire qu'on peut apprendre ? à un savoir-être que l'on acquiert par sa propre expérience ?*

> *Comment parvenir à retrouver le chemin de l'argumentation pour expliquer la justesse de ses actes et sortir des discours d'évidence ("les choses étant ce qu'elles sont", "c'est ainsi et pas autrement", "ça s'est toujours fait comme ça", etc.) ?*

> *Y aurait-il nécessité de réhabiliter le raisonnement, la logique, après une ère d'appel à la créativité, à l'inventivité, à l'expression de soi ?*

QUI SE MONTRE RESPONSABLE ?

Au cours d'un voyage scolaire de fin d'année, une fille de 15 ans fait une fugue un soir. Evidemment, on l'a su tout de suite, parce que c'est grave et que ses camarades sont venues nous le dire. Elle avait déjà repéré avec qui elle partirait. On a su très vite où la retrouver. Cela a quand même été extrêmement angoissant pour nous. On l'a récupérée. Chacun de nous, accompagnateurs, lui avons dit ce que nous avons à lui dire, indépendamment les uns des autres.

A l'arrivée, les parents étaient là. On a pris les parents à part pour leur expliquer ce qui s'était passé. Les parents nous ont répondu que, leur enfant étant placé sous notre autorité, nous en étions responsables ! Le lendemain, l'élève est venue excuser l'attitude de ses parents : elle comprenait qu'elle avait eu un comportement déplacé, mais que la réaction de ses parents l'était tout autant.

Une ancienne conseillère pédagogique

ENQUÊTE AUPRÈS DE JEUNES

Le Forum Citoyen Rhône-Alpes travaille sur la citoyenneté et les jeunes. Il a fait interroger des jeunes de 16-24 ans par d'autres jeunes, avec une grille d'entretien préparée avec ceux-ci, sur leur perception de la citoyenneté. De la centaine d'entretiens ouverts, qualitatifs, il ressort deux points relatifs à l'autorité :

- une rupture forte avec les institutions politiques, non pas avec la politique en elle-même, car c'est un peu plus nuancé, mais avec les partis politiques et les élus,
- le sentiment massif de ne pas être écoutés : si les jeunes disaient avoir été écoutés à un moment, ils n'avaient pas été entendus et ressentaient que leurs paroles n'étaient pas prises en compte.

Dans cette enquête, le droit le plus cité est celui d'avoir des explications, le devoir le plus cité est le respect envers les autres.

Une phrase d'un jeune : " on est poursuivi par l'autorité à l'école, on subit l'autorité à la maison, on subit l'autorité de la loi ; dans la rue, c'est notre domaine ! " Il y a un désir de dialogue, de pouvoir s'exprimer, avec cette réaction : " si vous nous excluez de vos centres de décision, de parole, alors vous serez exclus de notre quartier. "

Défiance vis-à-vis des pouvoirs institutionnels mais demande de dialogue avec les adultes en position d'autorité. Ils attendent des règles ou au moins un cadre de la part des adultes. Et un jeune s'étonnait que des adultes puissent avoir peur de lui.

Forum Citoyens Rhône-Alpes

LES TORTS SONT PARTAGÉS !

Un soir, dans un quartier où les comportements connaissent quelques difficultés, à une intersection, j'avise deux véhicules quasiment nez à nez en plein milieu du carrefour, portières ouvertes. Je m'aperçois qu'il s'agissait simplement de jeunes gens en train de discuter et de fumer une cigarette. Je me présente ès qualité et leur demande ce qu'ils font là. Ils me répondent : " On discute. – Croyez-vous que ce soit vraiment le lieu ? " Ils me regardent d'un air étonné. Je continue : " Si vous discutez, allez le faire ailleurs. Là, c'est dangereux pour les automobilistes et, avant tout, pour vous. Alors, vous quittez les lieux. " Sans trop grommeler, ils le font. Puis l'un d'entre eux revient vers moi et me dit : " Vous êtes le Commissaire ? – Oui – Vous êtes mieux que vos collègues en tenue. Eux... " Et de dénigrer leurs comportements. J'interromps : " Ne commençons pas là-dessus parce que, si vous les accueilliez d'une manière différente, moins agressive, peut-être qu'eux-mêmes auraient un autre comportement. " L'autre continue, pas du tout d'accord, va vers son collègue, revient (je me demande ce qu'il me veut) : " Je vais vous dire, vous avez raison : les torts sont partagés. "

Un commissaire de police

Plus de cohérence des adultes !

Plusieurs intervenants notent que le monde des adultes est loin d'avoir des réactions homogènes dans sa relation avec les plus jeunes qui ne savent plus trop quelle réaction avoir en retour.

- Dans l'Education Nationale, il y a un manque de cohérence dans les attitudes entre les enseignants, sauf peut-être dans les établissements dits difficiles. Insuffisance de cohésion aussi entre enseignants, administrations et parents : le traitement des incidents et de leurs suites manque de clarté. Les élèves demandent un cadre et que les choses soient structurées, claires.

- Les adultes en général ne parviennent pas à s'entendre sur des positions claires, qu'ils tiennent ensuite de manière cohérente. Et cela est valable dans tous les secteurs de la vie sociale, pas seulement dans les structures scolaires : dans les espaces publics, les transports, les commerces, etc. Par exemple, il n'est plus possible d'entendre aujourd'hui un adulte dire, comme une menace, à un jeune

pris en faute, qu'il ira trouver ses parents, car il ne sait pas si le parent aura la même attitude que lui.

La plupart s'accordent à dire que l'on doit nouer le dialogue avec les jeunes pour expliquer et justifier son autorité d'adulte. Mais ce n'est pas toujours évident : il n'est pas facile pour des Gardiens de la paix – intervenant dans l'urgence et dans des situations de crise, généralement extrêmes – de discuter. De plus, dès qu'ils portent l'uniforme, ces agents sont désignés et on ne leur tolère rien. A l'heure actuelle, une intervention sur trois s'inscrit dans la violence, même des interventions qui n'engagent pas au départ à ce climat de violence.

Les attitudes et les comportements des nouvelles générations ne correspondent pas à la rationalité à laquelle des générations précédentes ont pu être habituées : il n'y a pas consensus social sur l'autorité, la règle, la norme. Parfois le dialogue existe et parfois il y a des réactions de violence, sans trop que l'on sache pourquoi.



> *L'absence de respect de l'autorité est-elle due chez certains jeunes à des lacunes dans leur éducation ? à un environnement social très individualiste ?*

> *Comment permettre à des parents en difficulté avec leurs enfants d'exercer véritablement leur autorité parentale ? Comment dans leurs relations avec les enseignants, les travailleurs sociaux..., peuvent-ils être aidés à jouer leur rôle éducatif ?*

> *Faut-il contenir la violence dans certains quartiers dits difficiles, en protégeant ainsi les autres quartiers, ou intervenir au sein même de ces quartiers, en y protégeant les plus faibles face aux petits chefs locaux ?*

> *L'idéal de la vie sociale est-il l'absence de heurts entre groupes sociaux ? le respect des mêmes règles par tous ? la tranquillité des populations ? la justice dans les relations sociales ?*

LA PEUR DES AUTRES

Il y a aussi un problème de l'autorité dans les Institutions spécialisées, les Foyers de jeunes en difficultés sociales. Il y a une évolution vis-à-vis des conséquences de l'indiscipline, de la punition. Les Institutions spécialisées, faute de moyens ou de volonté pour définir le cadre éducatif et les contraintes qui en découlent, sont devenues souvent des lieux de non-droit où tout paraît permis. Les éducateurs paraissent avoir peur de la violence des jeunes, qui sont souvent tyranniques dans leurs rapports avec les autres. Alors que l'opinion publique réclame un renforcement de ces institutions, il est temps de réfléchir sur la problématique de l'autorité dans les institutions pour les jeunes en difficultés sociales : étudier la place du contrat, de la sanction, le rôle des éducateurs et de l'encadrement dans cette perspective.

Un éducateur spécialisé

RESPECT DE L'AUTORITÉ

Dans son discours inaugural, s'adressant à des policiers à Paris, Clemenceau disait : " Si vous voulez être respectés, soyez respectables ! " Cela continue de guider ma manière d'être. J'ai eu la chance d'avoir connu toute cette évolution depuis 1968, puisque, à cette époque, j'entrais dans la Police Nationale comme inspecteur. Je vais livrer mon témoignage de 30 ans de carrière.

Attitudes contradictoires

Durant toute ma carrière, je continue à être le témoin d'une véritable contradiction : d'une part, un discours qui réclame toujours des règles, souvent même plus de règles, en tout cas, un strict respect des règles ; d'autre part, des comportements qui ne sont pas toujours en rapport avec ces règles. Exemples :

- Un gérant de supérette participe à une réunion d'associations dans mon bureau et réclame des interventions énergiques de la Police dans sa rue, notamment pour éviter les risques en matière de sécurité des usagers. Je m'engage à donner des directives. A la sortie de la réunion, ce commerçant me demande en aparté : " est-ce que vous pourriez demander à vos gens de marquer, malgré tout, une certaine tolérance à l'égard de mes clients qui ont du mal à stationner dans la rue... "

- Des parents d'élèves m'interrogent : " pourquoi la Police ne surveille-t-elle pas toutes les sorties d'écoles ? " et dénoncent le comportement des automobilistes. Or, lorsque vous allez sur les lieux, vous voyez que ce sont ces mêmes parents d'élèves, qui sont aussi des automobilistes, qui se garent n'importe où, qui circulent n'importe comment !

EXERCER L'AUTORITÉ

Dans ma fonction en tant que Commissaire de Police, j'envisage mon rapport à l'autorité sous trois aspects : mon statut professionnel, ma situation hiérarchique, l'exercice de ma profession.

autorité de statut

Fonctionnaires de Police, représentants de l'État et même de l'autorité de l'État, puisqu'on dit des policiers qu'il s'agit de fonctionnaires d'autorité, nous avons une carte professionnelle particulière, qu'entre nous nous appelons une carte de réquisition. Comment a évolué cette autorité liée au statut ?

D'abord, une première étape a conduit le fonctionnaire d'autorité à être de moins en moins respecté, et c'est maintenant une constante : non seulement, il n'est pas respecté mais constamment contesté. Et là survient une autre contradiction : un de mes collaborateurs contrôle ou interpelle un contrevenant ; aussitôt, celui-ci réplique : Vous feriez mieux de courir après les voleurs ! D'abord : l'irrespect.

2è étape, qui me paraît encore plus grave : nous devenons la cible de la vindicte populaire, quand le policier n'est pas lui-même (j'entends souvent cette formule dans nos réunions) source de trouble à l'ordre public. Les policiers ne vont pas dans un quartier qui " paraît " calme. S'ils y vont, " ce sont eux qui foutent le bazar !" parce qu'effectivement ils focalisent la colère de certains.

3^e étape : quelle sera-t-elle ? exigera-t-elle le rétablissement de l'ordre en amenant systématiquement le recours à la force ? Au cours de ces 30 années de carrière, j'ai assisté à la substitution d'un rapport de forces à un rapport de droits. Lorsqu'autrefois on avait un gardien de la paix pour dissuader, ramener de l'ordre, maintenant on envoie deux " costauds ", armés du nouveau bâton de défense. Nous avons des femmes dans la Police ; à certains moments, en dépit de la parité, de l'égalité, nous sommes obligés de tenir compte du sexe de nos collaborateurs pour désigner qui participera à telle mission, à cause de leur dangerosité.

autorité hiérarchique

Ma position hiérarchique de Commissaire de Police et Commissaire Divisionnaire fait que j'ai un certain nombre de personnes placées sous mes ordres. Là, les choses ont largement évolué. Je m'en félicite. On ne " commande " plus, on " manage " et on est constamment à la recherche de l'accomplissement d'une tâche, à partir de l'adhésion consécutive à une explication sur les objectifs à atteindre et les moyens à déterminer, mais ce n'est pas la cogestion.

autorité professionnelle

Par l'exercice de ma profession de policier " généraliste ", j'occupe une place privilégiée comme observateur au sein de notre société. Et j'ajoute que notre clientèle n'est pas uniquement délinquante. Le Commissariat où j'exerce a reçu, en 2001, 36.500 personnes. Parmi les interventions de Police-secours de ma responsabilité, c'est plus de 28.000 en un an. Voici quelques réflexions que me suggèrent certaines interventions, qui sont relativement peu nombreuses, mais que je ne connaissais pas dans le passé : c'est l'appel de parents, non pas du parent isolé d'une famille monoparentale, mais d'un père et d'une mère qui appellent Police-secours, à la suite d'un problème familial, pour faire entendre raison à leur enfant ! Actuellement, nous sommes amenés à intervenir ainsi, ce n'est pas tous les jours. C'est la Police au sein de la famille. Dans ces familles, le rapport est inversé : ce ne sont plus les parents qui commandent, mais les enfants qui cherchent à imposer leurs règles de vie ; c'est un peu l'enfant-tyran. Là, je pose la question fondamentale, qui est avant tout celle de l'éducation.

Un commissaire de police

DES LIVRES

Michel CORNATON, *Le lien social. Etudes de psychologie et de psychopathologie sociales*, 1998, Paris, L'interdisciplinaire éditions.

Chantal DELSOL, *L'Autorité*, 1994, Paris, PUF, collection QSJ.

Charles MACCIO, *Autorité, pouvoir, responsabilité*, 1994, Lyon, Chronique sociale.

Roger MUCCHIELLI, *Relation et autorité*, 1996, Paris, ESF.

Les valeurs religieuses

JE VEUX CROIRE COMME JE VEUX !

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Les résultats de l'enquête sur les valeurs dans la société française concernent principalement l'appartenance catholique car, en 1999, se disent appartenir à la mouvance catholique 95 % des interrogés, alors que d'ordinaire c'est entre 85 et 90 % de la population qui se déclarent tels. Il y a là un défaut des sondages. Il n'est donc pas possible statistiquement d'interpréter les résultats de ceux qui disent appartenir aux mouvances musulmanes, protestantes, juives, bouddhistes, ou aux sectes.

On constate une poursuite de l'affaiblissement du catholicisme mais avec une nette atténuation chez les jeunes. La confiance en l'Eglise continue de diminuer. Le sentiment d'être quelqu'un de religieux, l'importance de la religion pour les enfants, la nécessité de prier, etc., s'affaiblissent.

Au contraire, la croyance en un Dieu "force vitale" grandit au détriment de la croyance en un Dieu "personnel", de même que les croyances liées à l'après-mort parmi les sans-religion, et surtout chez les jeunes, alors qu'elles restent stables ou en légère diminution chez les catholiques pratiquants.

On constate le maintien de la tendance au relativisme et à l'individualisme religieux, avec une augmentation de croyants sans-religion, croyants sans appartenance religieuse, de catholiques peu pratiquants et de sans-religion qui explorent différentes traditions religieuses.

Chez les jeunes, on assiste à une remontée de l'attachement aux cérémonies religieuses, alors même que leur pratique régulière continue de diminuer, et du sentiment que l'Eglise peut apporter des réponses spirituelles.

On constate un rapprochement entre pratiquants et sans-religion sur les questions des normes civiques et sociales : la fidélité conjugale, le respect de l'autorité, par exemple, sans que cela signifie un alignement sur la morale catholique, d'autant que, dans le même temps, les catholiques pratiquants disent accepter davantage le divorce, l'homosexualité, l'euthanasie ou le suicide.

"Les religions ne sont plus que des options parmi d'autres mais leur rôle est pleinement reconnu dans le cadre de ce pluralisme ¹".

1 - Y. LAMBERT, " Religion : développement du hors-piste et de la randonnée ", in BRÉCHON, 2000, p. 152.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Yves Lambert ²

Introduction

Mise en perspective historique 1950-1980

Les sociologues des années 60-70 parlaient de sécularisation³, de disparition du sacré dans la société industrielle. Dans les années 90, ils parlent de recomposition religieuse, de retour du religieux, de dé-sécularisation. Parfois ce sont les mêmes, comme Peter Berger aux États-Unis dans un ouvrage paru en français sous le titre " Le réenchantement du monde ".

Pour comprendre l'évolution des vingt dernières années, celles des enquêtes Valeurs (1981, 1990 et 1999), il faut remonter aux années 50. On constate dans les sondages d'opinion sur la religion une certaine stabilité jusqu'au début des années 60 et une cassure dans ces années 60. Vers 1965, le taux de baptêmes catholiques⁴ commence à diminuer, comme les vocations sacerdotales et religieuses ; les petits séminaires commencent à se vider en 1962 et, ensuite, certains grands séminaires⁵. Entre 1965 et 1975, 5.000 prêtres quittent le sacerdoce. L'Action Catholique, mouvement de laïcs⁶, est touchée. L'assistance régulière aux offices, la pratique religieuse diminuent. Seul le taux d'appartenance, c'est-à-dire le fait de déclarer appartenir à la religion catholique, se maintient. Puis ce dernier décroche à partir des enquêtes de 1975.

Il est éclairant d'interpréter ces changements à la lumière de ce que Henri Mendras a appelé la seconde révolution française, qu'il fait commencer en 1965 pour s'achever en 1984⁷. Dans ces années-là, on a eu la contestation, la révolte anti-autoritaire avec le gauchisme, Mai 68, etc. C'est la révolution des mœurs et une certaine radicalisation politique chez les jeunes. C'est aussi la période de l'après Vatican II, concile qui rassemble de 1962 à 1965 tous les évêques de l'Eglise catholique pour essayer de l'adapter à la modernité. Ce concile a contribué à créer un climat de changement qui entraîna une réaction traditionaliste forte aboutissant au schisme⁸ de Mgr Lefebvre en 1974.

Raisons de cette évolution

On peut prendre en compte la volonté d'autonomie, en particulier chez les jeunes. Il faut se rappeler que, à l'époque, l'autorité des parents s'exerçait en tous domaines jusqu'à la majorité. Il n'était guère admis de parler de politique ou de certains sujets avant d'avoir 21 ans ; la sexualité était subordonnée à la vie en couple marié ; la religion allait de soi dans les familles catholiques pratiquantes : les enfants devaient aller à la messe le dimanche. Par rapport à cela, il y eut ce que l'on a appelé la conquête de l'autonomie individuelle, le processus d'individualisation.

La permissivité explose dans tous les domaines. C'est la période de la contraception : en 1975, adoption des lois sur l'avortement et le divorce par consentement mutuel. Peut-être les positions plutôt traditionnelles prises par l'Eglise officielle ont-elles contribué à créer un fossé et un décrochage de l'appartenance religieuse constaté à partir de ces années-là.

2 - Directeur de recherche INRA-VCNR au Groupe de sociologie des religions et de la laïcité. Exposé du 23 avril 2002.

3 - Evolution d'une société où la religion perd de son influence.

4 - Acte religieux d'entrée dans la religion catholique.

5 - Une majorité de prêtres avaient suivi leurs études secondaires dans des petits séminaires. Les grands séminaires sont les institutions de formations spécifiques post-bac.

6 - Dans l'Eglise catholique, on distingue les prêtres des autres baptisés appelés laïcs.

7 - Date symbolique pour l'auteur où la Gauche renonce à changer la société et intègre l'école catholique dans un service public unifié.

8 - Séparation des fidèles de Mgr Lefebvre ne reconnaissant plus l'autorité du pape.

Il y aussi une radicalisation politique qui éloigne davantage de la religion qu'elle n'en rapproche, puisqu'elle se fait plutôt sous les couleurs du marxisme, de la volonté de faire la révolution, en tout cas d'une grande confiance dans l'avènement d'une société autre. C'est l'époque de la Révolution culturelle chinoise, époque où il y a des mouvements révolutionnaires un peu partout dans le monde, où les socialismes se répandent dans des pays nouvellement indépendants.

Par ailleurs, les "30 Glorieuses", années 1944-1974 marquées par une croissance économique sans précédent, qui a fait accéder les gens et la société à la modernité dans tous les domaines, ont, peut-être, contribué à concentrer davantage l'attention sur les préoccupations matérielles, terrestres, sur l'ici-bas, au détriment du salut de l'homme dans l'au-delà. Alors, soit la religion était hors jeu, soit elle était réinterprétée dans le sens de l'épanouissement et du développement personnels.

Durant cette époque, on oppose modernité et tradition, comme le mieux et le moins bien, comme l'avenir et le passé. Et la religion a plutôt partie liée avec la tradition, même lorsqu'elle se modernise.

Ce sont des pistes de réflexion. En tout cas, ces trois décennies (années 50, 60, 70) constituent une rupture dans beaucoup de domaines. A partir de la fin des années 70, les évolutions sont nettement plus diversifiées : quand on regarde les indicateurs que l'on peut suivre du point de vue des sciences sociales, on s'aperçoit que certains vont continuer à s'afficher en recul, tandis que d'autres vont être en hausse.

Évolutions de 1980 à 2000

L'appartenance religieuse marque une certaine stabilisation au début des années 80. Pourquoi ? Il y a l'avènement de Jean-Paul II en 1978, le mouvement Solidarnosc, une ambiance de retour du religieux avec la révolution iranienne qui, au début, paraissait très sympathique à tout le monde. Mais le recul de l'appartenance reprend à la fin des années 80, sans que l'on sache vraiment pourquoi : la pratique culturelle, qui avait déjà beaucoup baissé, tend plutôt à se stabiliser.

Évolution des pratiques religieuses

Pratiques en baisse

La catéchisation⁹ chez les catholiques concerne 43 % des enfants en 1993-1994 ; alors qu'elle était aux environs de 80 % dans les années 1960. Le taux de baptêmes continue à diminuer, mais de manière plus ralentie. On sait que le renouvellement du clergé reste à un niveau très bas : 100 à 120 ordinations par an, La croyance en Dieu reste stable ou diminue selon les enquêtes.

Pratiques en hausse

Le nombre de baptêmes d'adolescents et d'adultes augmente : actuellement, 22.000 par an ; 3.600 en 1975. Pour le catéchuménat¹⁰ : 10.000 en préparation, contre 800 en 1975. Les diacres¹¹ qui ont recommencé d'exister en 1970 sont actuellement 1.700.

Sur toute cette période, la participation aux pèlerinages n'a pas diminué, elle a même recommencé à augmenter. La croyance aux miracles s'est maintenue. Et on voit de plus en plus de laïcs se mobiliser pour prendre des responsabilités dans les différentes confessions et religions. L'Action Catholique a continué à s'effriter, mais de nouvelles formes de mobilisation sont apparues, comme le Mouvement Eucharistique des Jeunes (MEJ), des "temps forts", les JMJ, rassemblements de jeunes catholiques à l'occasion de voyages du Pape, le développement de mouvements charismatiques¹². Les écoles catholiques n'ont pas perdu de leur audience et l'ont même un peu renforcée de 1 à 3 points en 30 ans. Enfin, la pratique de la prière privée a récemment augmenté, selon les enquêtes.

9 - L'enseignement de la foi.

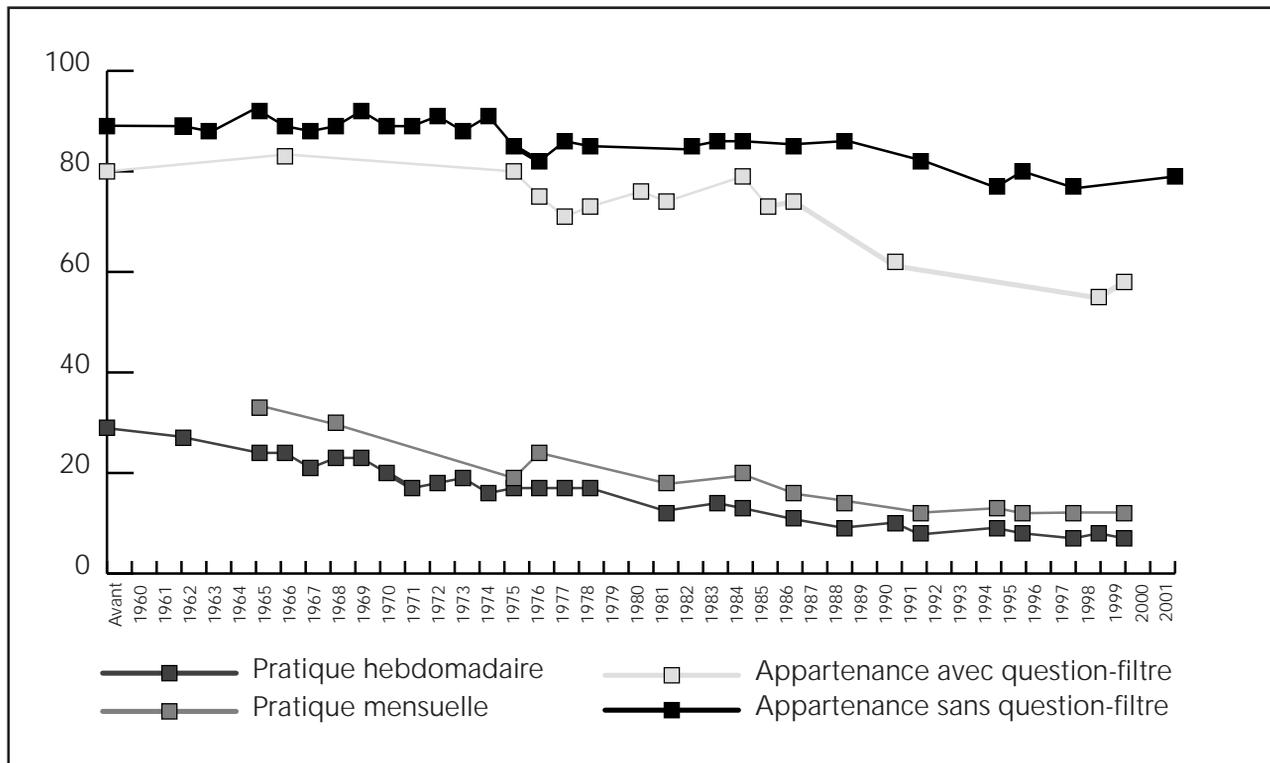
10 - Préparation au baptême des adultes.

11 - Dans l'Eglise catholique, il y a les évêques, les prêtres et les diacres, qui constituent les ministres ordonnés. Ces derniers peuvent être mariés depuis le Concile de Vatican II.

12 - Mouvement caractérisé par l'effervescence religieuse, comme la prière spontanée.



Evolution de l'appartenance et de la pratique religieuses des Français (enquêtes par sondage)



Les gens répondent à la question : "appartenez-vous à une religion ?". Toutes religions sont confondues, sachant que, dans ces enquêtes, il s'agit à 95 % du catholicisme. Les musulmans sont sous-représentés dans les échantillons. Les autres religions, ce sont les protestants, les juifs, les musulmans, etc. Normalement, on devrait avoir environ 85 % à 90 % de catholiques.

Les deux courbes du haut sont celles de l'appartenance. Selon la manière de poser la question, les résultats ne sont pas les mêmes.

- Si on demande : appartenez-vous à une religion ? si oui, laquelle ? on obtient la courbe du haut (sans question filtre).

- Si on demande : appartenez-vous à une religion ? on a les réponses oui ou non. A ceux qui ont répondu oui, on demande : à laquelle ? et on obtient la courbe du dessous. On donne une liste qui commence par catholique, etc., et se termine par sans religion (avec question filtre).

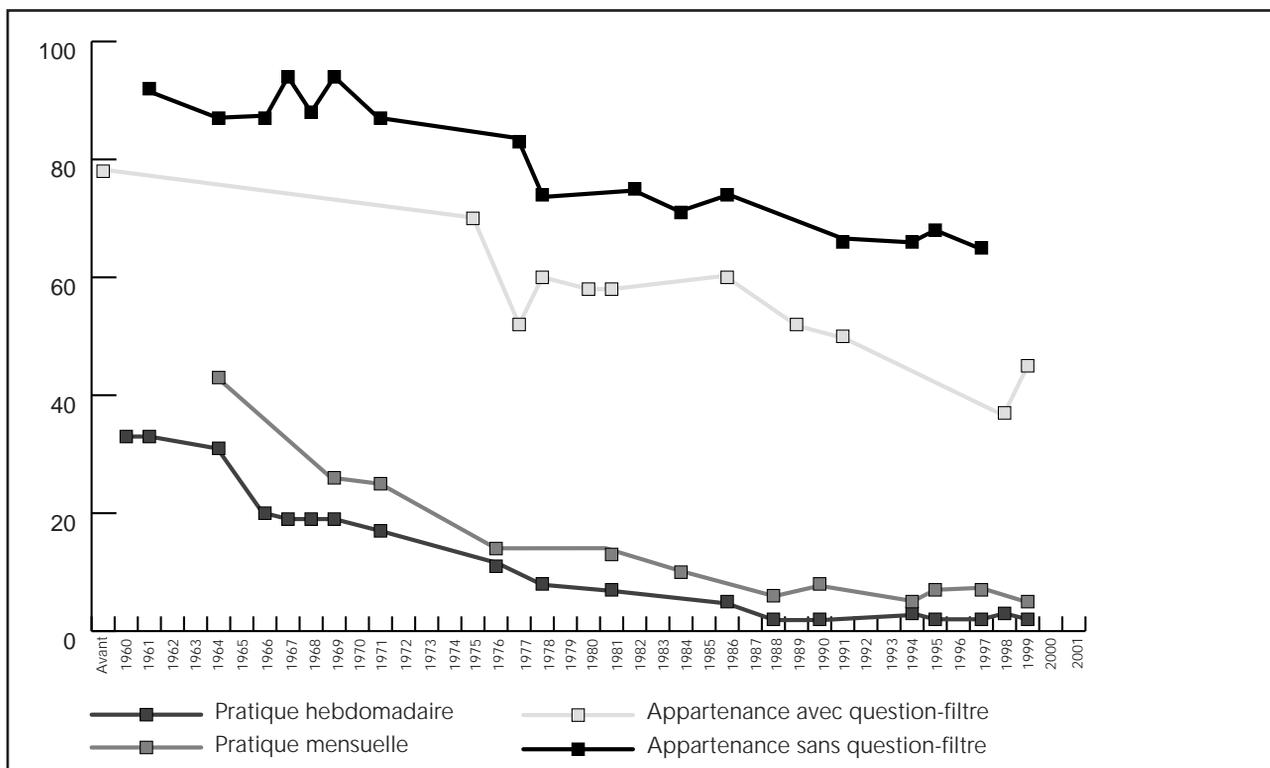
La manière de poser la question doit plus ou moins influencer, certainement parce que cette question d'appartenance n'est pas très claire ; si cela l'était, on n'aurait pas un écart pareil en changeant de formulation. De plus, si la question est : considérez-vous que vous appartenez à une religion ? si oui, laquelle ? on obtient une courbe plus basse que la 1ère, intermédiaire entre les deux. On peut en déduire que les gens sont partagés entre appartenance objective (ce qui renvoie sans doute au fait qu'ils aient été baptisés...) et le sentiment qu'ils en ont aujourd'hui : " est-ce que, moi, indépendamment de mon éducation religieuse, je considère que j'appartiens ou non à une confession religieuse ? ".

On voit bien que le décrochage se fait vers 1975/76, puis il y a une stabilisation, une reprise de la baisse vers 1990 et peut-être une stabilisation actuellement.

Au-dessous, ce sont les courbes de la pratique religieuse. La courbe la plus élevée : la pratique au moins 1 fois par mois. La courbe en bas : au moins 1 fois par semaine. On voit bien que cela décroche vers le milieu des années 60.



Evolution de l'appartenance et de la pratique religieuses des jeunes français (enquêtes par sondage ; 20-34 ans jusqu'aux années 1960, puis 18-24 ans).



De quels jeunes parlons-nous ? Cela dépend des sondages : les 21/34 ans dans les sondages avant 1972/73. La majorité ayant été abaissée depuis à 18 ans, ce sont par la suite les 18/24 ans. Mais cela ne fait pas de différences notables.

On a les mêmes évolutions que pour l'ensemble de la population, mais les jeunes partent de plus haut et vont plus bas. Les inflexions sont plus marquées. La cassure est plus nette dans les années 60 pour la pratique (mensuelle ou hebdomadaire) ; elle est plus nette aussi car l'appartenance religieuse se met à baisser. De même, une baisse a été assez nette dans les années 90. On ne sait pas trop où on en est actuellement : est-ce que cela se stabilise ou pas ?

Évolution des pratiques religieuses

Les enquêtes sur les valeurs des Européens sont intéressantes parce qu'elles permettent, non seulement de suivre les indicateurs religieux de 1981 à 1999, mais aussi parce qu'elles constituent de véritables sondages sur la religion puisqu'elles comportent une trentaine de questions sur le sujet. On peut suivre 24 questions constantes de 1981 à 1999 ; quelques questions disparaissent, de nouvelles sont introduites. Elles sont surtout intéressantes parce qu'elles permettent de faire le lien entre les attitudes religieuses et les valeurs dans les autres domaines, puisqu'elles abordent presque tous les sujets.

Valeurs en hausse

Pour l'ensemble

Selon ces enquêtes, on s'aperçoit que, pour l'ensemble de la population en France, sur 24 indicateurs religieux, 19 donnent un % plus bas en 1999 qu'en 1981 et marquent un recul, 2 une certaine stabilité (si on se donne une marge de + ou - 2 %) et 3 s'affichent en hausse. Sont en hausse :

- le sentiment que les Eglises répondent aux besoins spirituels des individus,
- la croyance en une vie après la mort,
- la croyance à l'enfer.

Il faudrait ajouter la croyance en la réincarnation, que l'on cite plutôt parmi les croyances " parallèles " comme l'astrologie ou la télépathie, qui sont également plutôt en hausse.

Pour les 18-29 ans

On le sait, les jeunes ont été les premiers à faire cette rupture religieuse et l'ont poussée le plus loin. Dans leur cas, seuls 10 indicateurs sont en baisse, 6 sont stables, 6 sont en hausse. En hausse :

- le fait que les Eglises répondent aux besoins spirituels des individus, (augmentation plus forte que pour l'ensemble),
- le fait qu'elles apporteraient des réponses aux problèmes moraux (augmentation faible)
- la croyance en Dieu (légèrement)
- les croyances en l'après-mort sont en très forte hausse en vingt ans :
 - la croyance en une vie après la mort, de 31 % à 42 %
 - la croyance en l'enfer, de 10 % à 20 %,
 - la croyance au paradis, de 18 % à 30 %,
 - la croyance en la réincarnation, de 20 % à 31 %.

Pour les sans-religion

De plus, phénomène nouveau, on constate que la progression des croyances en Dieu, et surtout des croyances liées à l'après-mort, est beaucoup plus forte chez les personnes qui se disent sans religion que chez les autres, même chez ceux qui se disent athées convaincus.

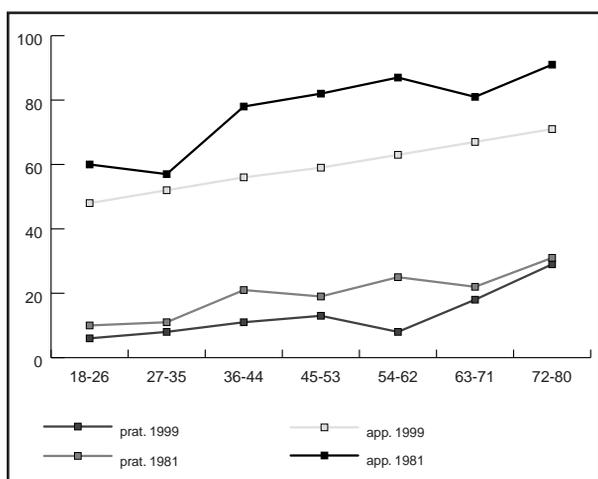
Par générations

Quand on regarde les évolutions par générations, par exemple la génération du baby-boom avec ceux qui sont nés entre 1946 et 1954, qui est la génération de la rupture religieuse et de la pensée permissive, du gauchisme, etc., on peut voir quelles étaient leurs caractéristiques religieuses en 1981 et en 1999. Surprise : cette génération marque un retour partiel au religieux sur des critères très généraux comme le fait de se sentir religieux, la croyance en Dieu, les croyances liées à l'après-mort.

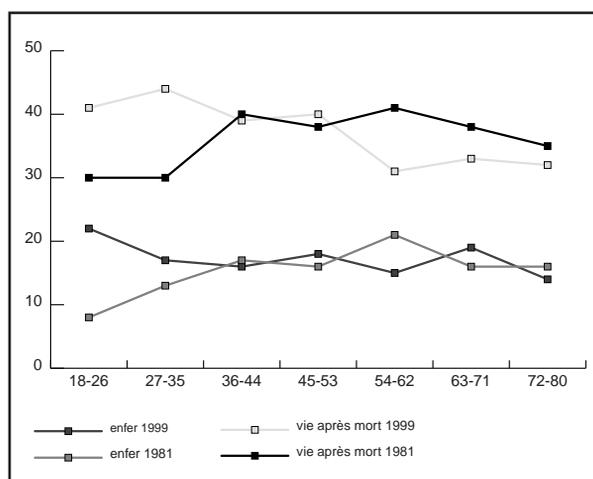
D'une façon générale, il est intéressant de voir ces phénomènes générationnels. Ceux qui sont nés avant 1946 ont plutôt continué dans le sens d'un recul de 1981 à 1999 (recul moins fort que dans les années antérieures), ceux qui sont nés à partir de 1946 ont plutôt marqué un retour. Dans l'enquête de 1981, on voit un fossé entre la génération 1935/45 et celle de 1946/54. En 1999, ce fossé est largement comblé du fait d'un phénomène de compensation inverse : les uns ont majoritairement continué un recul et les autres, au contraire, ont montré un retour.

Mais l'appartenance religieuse continue à diminuer, tandis que la pratique ne s'est stabilisée que d'une manière toute relative, en particulier chez les jeunes où elle a continué à diminuer.

Appartenance religieuse. Pratique religieuse (au - 1 fois/mois)



Croyance en une vie après la mort et en l'enfer (la croyance au paradis a le même profil et se situe entre les deux)



Quand on regarde selon l'âge la courbe de l'évolution de l'appartenance, on constate qu'en 1999 le taux d'appartenance varie régulièrement selon l'âge. En revanche, la croyance en la vie après la mort remonte chez les jeunes et devient plus forte que chez les plus âgés. On ne se serait pas du tout attendu à ce phénomène, l'hypothèse étant jusqu'ici que logiquement plus on se rapprochait de la mort, plus on croyait à l'au-delà de la mort. Mais la courbe est en quelque sorte en sens inverse. Il se passe quelque chose d'important de ce côté. Et cette enquête est la première à le mettre en évidence.

Évolution des attitudes religieuses

Nous avons vu ce qui augmente, ce qui baisse ; mais il y a des transformations internes du contenu de la religion et de la non-religion. Voici maintenant quelques traits significatifs du contenu de l'adhésion religieuse, du changement des attitudes religieuses.

" Religion à la carte "

On parle aujourd'hui entre sociologues de " religion à la carte ", de " catholicisme à la carte " comme conséquence de l'individualisation. Chacun prend ce qui correspond le mieux à ses besoins dans sa confession religieuse. On en a une illustration frappante à travers l'enquête Valeurs.

J'ai défini un noyau minimal constitué des quatre conditions suivantes :

- aller au culte au moins 1 fois par an, en dehors des cérémonies,
- croire en Dieu,
- croire au péché,
- croire en une vie après la mort.

21 % de ceux qui se déclarent catholiques en 1999 répondent positivement à ces 4 conditions et 14 % pour les 18/29 ans. Cela veut dire que certains prennent trois conditions, mais pas la 4ème par exemple. De plus, en 1981, ce n'était pas 21 % mais 27 % qui satisfaisaient à ces quatre conditions.

Probabilisme et relativisme

On parle aussi d'un " croire " probabiliste et pragmatique : les gens qui croyaient sur le mode de la certitude tendent à le faire sur le mode du programme, pas seulement dans le domaine religieux, mais dans bien d'autres comme la politique par exemple. A la question : pensez-vous que l'existence de Dieu est certaine, très probable, probable, improbable, exclue ? les réponses certaines et exclues diminuent en importance au profit des autres. Même chose pour la vie après la mort ou même la télépathie : c'est ce que l'on appelle le probabilisme.

De là, on parle de relativisme et on le mesure très bien dans les enquêtes. Une question est posée dans une autre enquête de 1998 sur un point très discriminant : le fait de savoir s'il existe une seule vraie religion. 25 % ne se prononcent pas. On constate un relativisme plutôt ouvert.

| Réponses | Ensemble | 18-24 ans |
|---|----------|-----------|
| On ne trouve la vérité que dans une seule religion (sous-entendu la sienne) | 6 % | 4 % |
| On trouve très peu de vérité dans les religions | 23 % | 23 % |
| On trouve des vérités fondamentales dans beaucoup de religions | 52 % | 47 % |

Croire sans appartenance

Un dernier trait : le développement d'un croire sans appartenance, d'une religiosité sans appartenance revendiquée à une confession religieuse, ce que j'ai appelé dans l'ouvrage sur les valeurs édité en 2000, " Religion : développement du hors piste et de la randonnée ". Cela concerne ceux qui vont pratiquer occasionnellement, en fonction de leurs besoins, de la conjoncture, qui vont participer à telle affaire, qui composent leur menu en fonction des phases de leur vie, des circonstances.

Les valeurs des catholiques

On parle des catholiques, car dans cette enquête les autres religions ne sont pas assez représentées. Quand on compare les catholiques pratiquants réguliers, irréguliers, non pratiquants, les sans-religion et, à plus forte raison si, parmi eux, on distingue les sans-religion pas très convaincus d'avec les athées convaincus, on constate un changement régulier dans certaines valeurs.

Les catholiques pratiquants réguliers valorisent davantage la famille traditionnelle, l'ordre, l'autorité, le civisme et ils se situent plus à droite. Les différences ne sont pas considérables et s'atténuent : de 30 % en 1981 à 20 % en 1999.

On observe un phénomène important : dans les années 70/80, les sans-religion étaient à l'avant-garde de la poussée permissive dans le domaine des mœurs et, pour partie, de la radicalisation politique. On constate aujourd'hui un refus de la permissivité sur beaucoup de points, un retour à une demande de plus d'autorité, d'ordre, de civisme, en particulier chez les jeunes et chez les sans-religion. Ceux-ci sont à l'avant-garde du refus de la permissivité actuellement.

Une question très significative : pensez-vous que ce serait une bonne chose que l'on respecte davantage l'autorité ? En 1981, 16 % des athées convaincus répondaient oui parmi les jeunes, en 1999, 56 %. Même évolution pour la fidélité dans le mariage et pour d'autres critères comme la confiance dans l'armée, dans la police. Seule exception à ce processus, la permissivité s'accroît en ce qui concerne l'homosexualité, l'avortement, l'euthanasie et le suicide, sans doute parce qu'il s'agit de la libre disposition de soi, mais les pratiquants y concourent eux aussi, ce qui contribue encore à les rapprocher des autres : par exemple, parmi les 18-24 ans catholiques pratiquants réguliers, le rejet total de l'homosexualité recule de 33 % à 16 % de 1981 à 1999 ; ils font donc une sélection dans les positions de l'Église catholique. Dans tous les cas, on a un rapprochement des mœurs entre les uns et les autres.

On peut même parler de rapprochement politique car, si les pratiquants réguliers restent plutôt orientés à droite, et les sans-religion à gauche, ces derniers le sont moins et, surtout, le clivage gauche-droite a perdu beaucoup de sa portée. Du reste, les principaux écarts de religiosité ne sont plus entre la classe ouvrière et les cadres et indépendants, mais entre les générations, tandis que la sur-religiosité féminine se maintient.

Comparaisons européennes

Au niveau européen on observe trois tendances principales :

- une tendance au recul religieux qui continue, en particulier, pour l'appartenance, pour la pratique, mais qui s'amortit ;
 - une tendance à un certain retour et à des renouveaux religieux ;
 - un développement de ce religieux " hors piste " qu'on connaît mal. Il faudrait procéder à des enquêtes par interview auprès des sans-religion pour savoir : qu'est-ce que Dieu pour vous ? et la vie après la mort ? etc.
- On constate aussi que les sans-religion sont plus attachés aux cérémonies religieuses en 1999 qu'en 1981, en particulier pour un décès.

Ces tendances ne sont donc pas spécifiquement françaises, en particulier pour la poussée des croyances liées à l'après-mort, mais avec des situations de plus en plus variées selon les pays. On avait plutôt la tendance dominante au recul dans tous les pays. Maintenant, cela se diversifie.

- La tendance au recul reste dominante en Espagne, en Belgique, en Grande Bretagne et Pays-Bas (un peu comme en France). Mais elle est moins forte chez les jeunes (comme en France).
- La tendance au retour devient dominante au Portugal, en Italie, au Danemark. Elle est encore plus prononcée chez les jeunes. On constate que le paysage religieux est en train de changer.
- Les autres pays marquent un équilibre.

On observe partout cette remontée des croyances liées à l'après-mort et le développement du " croire " parmi les sans-religion ; celui-ci est d'autant plus poussé qu'ils sont plus nombreux comme en Hollande où les sans-religion sont majoritaires ; chez les jeunes, c'est le taux le plus haut d'Europe.

Conclusion

Comment expliquer l'évolution récente des valeurs religieuses dans la société française ? On est assez mal armé pour répondre. Voici quelques tentatives d'explication.

- On pourrait dire que, quand on regarde ce qui se passe au plan des mœurs et de la religion, on pourrait ajouter de la politique, on est dans une situation de retour de balancier par rapport à ce qui se passait dans les années 1960-1970. On aurait le sentiment d'avoir été trop loin dans la permissivité et on reviendrait à une demande de repères, de sens. Cela ne suffit pas comme explication.

- En ce qui concerne les aspects politiques et idéologiques, les philosophes théoriciens de la post-modernité ont montré que nous sommes plutôt dans une phase de relativisation. Ils ont parlé de l'effondrement des grands récits, des grandes espérances séculières comme la croyance en un progrès absolu, liée à une confiance totale en la science qui pourrait, un jour, tout expliquer, ou la confiance dans le communisme. Avec l'émiettement de ces "grands récits", des grandes idéologies, des grands récits individuels, chacun essaie de construire un sens à son histoire, à l'Histoire.

Après les 30 Glorieuses et l'entrée dans la modernité, avec la société de consommation et d'abondance, est-ce que le fait que la vie soit devenue aujourd'hui plus difficile contribue à réorienter les gens vers des préoccupations spirituelles, religieuses ? Je pose la question.

- Plus généralement, dans les années 1960-1970, on était assez sûr d'une modernité triomphante, on parle plutôt actuellement de modernité désenchantée, relativisée, incertaine d'elle-même, menacée par les risques écologiques ou simplement par la précarisation économique. En même temps, on fait un retour sélectif à la tradition ; on redécouvre les grandes traditions. ...

Ce sont des questions que je pose.

Croyance en l'après-mort

Comment expliquer le retour des croyances en l'après-mort ? Faut-il faire le lien entre ce retour d'une préoccupation liée à l'après-mort et l'assombrissement de l'avenir par rapport au climat des années 60/70 où on entrait dans la société d'abondance et avait l'espérance de changer radicalement la société, de construire le communisme ou autre chose ?

Il me semble que la raison la plus importante serait que, en lien avec le processus d'individualisation, on survalorise la réalisation de soi, devenue l'alpha et l'omega. Du coup, cela rendrait encore plus inacceptable la mort vue comme une fin définitive. Certains disent qu'il y a l'influence des jeux vidéo sur les jeunes : quand on gagne, on va dans une sorte de paradis, quand on perd, on va en enfer... A voir !

Ce qui est sûr, c'est que les attitudes changent vis-à-vis de la mort. Une preuve supplémentaire : lors d'un colloque, en 2001, où chacun des intervenants comme des participants est arrivé avec l'idée dominante qu'on est aujourd'hui dans le déni de la mort, tous les exposés allaient en sens inverse et parlaient d'un retour de demande de ritualisation dans les cas de la crémation et du sérieux avec lequel les gens participent à des funérailles.

Nouvelle place de la religion dans la société

En tout cas, le plus important est peut-être l'effondrement des grands récits et la consolidation de la démocratie pluraliste.

- D'un côté, la religion est libérée de ses concurrents les plus redoutables : le rationalisme ou le marxisme, dans sa version athée comme le communisme. Et, en même temps, elle retrouve les traditions religieuses et la recherche d'une unité spirituelle autonome ; c'est une nouvelle crédibilité, faite de recherche de sens, d'éthique, de vivre ensemble, de cadre identitaire.

- D'un autre côté, la religion est elle-même relativisée ; elle doit passer à la " moulinette " des subjectivités individuelles (le religieux " à la carte ") , ou bien elle peut être affrontée à l'indifférence. Alors les quêtes de sens et de normes séculières, non religieuses, n'ont pas de raison de perdre de l'intérêt et de leur légitimité.

Tout est remis à plat. Les choses sont plus ouvertes que jamais. Si on essayait d'imaginer le futur religieux, dans l'immédiat, je le verrais double :

- une sorte de réhabilitation de la légitimité du rôle social des grandes traditions et des religions, dans un cadre pluraliste, c'est-à-dire là où personne ne prétend à une hégémonie ; j'en vois une illustration remarquable dans ce qui se passe à Lyon, laboratoire d'avant-garde, où les cultes sont représentés officiellement au Conseil de Développement, où la question religieuse a fait l'objet d'une journée de prospective et de deux Cahiers Millénaire 3 ;

- à côté des quêtes spirituelles plus individualisées et autonomes, les quêtes séculières continuent leur chemin et essaient de renouveler leurs recherches.

Le débat le débat le débat le débat le débat

L'enquête et ses méthodes

Des questions absentes

Ces enquêtes européennes sont pilotées par un comité d'Européens dont fait partie une association de sociologues français¹³. Les décisions sont prises au sein de ce comité. Une question sur l'âme figurait dans les enquêtes de 1981 et 1990. Elle a disparu dans celle de 1999. Il aurait été très intéressant de suivre cette croyance et même de voir quel contenu lui donner avec plusieurs items qui auraient décrit diverses manières de concevoir l'âme : l'idée qu'on a une conscience, une approche cosmique, une sorte de divin intérieur qui ne s'identifie vraiment ni au Dieu chrétien ni à l'âme chrétienne, une notion s'apparentant à la nouvelle spiritualité, à la mouvance New Age, etc..

De même, il n'y a pas de question sur la personne de Jésus dans cette enquête, et rarement d'ailleurs dans celles commanditées par des groupes de presse catholique, Bayard Presse et Malesherbes. On constate que les sondeurs ont une conception plutôt théiste de la religion : Dieu est présent, mais Jésus absent.

Quand la question est posée, on donne une batterie d'items : *est-ce que c'est le Fils de Dieu ? un homme exceptionnel, mais il n'est pas Dieu ? un prophète, mais il n'est pas Dieu ? un sage ? un mythe ? La réponse le Fils de Dieu oscille à 45 % : c'est un mythe recule un peu depuis 25 ans, au profit de c'est un homme exceptionnel, mais pas Dieu.*

Des religions mal représentées

Les instituts de sondage chargés de réaliser les enquêtes ont des quotas à satisfaire : tant de personnes par âge, région, profession et sexe, selon le

dernier recensement de population, pour que l'échantillon soit représentatif de la population. Il n'y a pas de quota selon la religion ni l'origine, immigrée ou pas. On constate aussi que les enquêteurs ne vont pas dans les quartiers les plus "difficiles". Ils remplissent leurs quotas en les évitant. Aussi se retrouve-t-on avec une sous-représentation des personnes vivant en banlieues. Ce qui explique la sous-représentation des musulmans.

Les musulmans

Aussi, pour atteindre les musulmans dans les enquêtes et les sondages, faut-il utiliser une méthode différente, par exemple celle des enquêtes du journal Le Monde sur les musulmans en 1989, 1991, 1994. Là, on a préparé les enquêteurs à aller dans les quartiers où on pouvait trouver des musulmans. On a ainsi pu constituer des échantillons de 700 personnes.

Les bouddhistes

Le bouddhisme est de plus en plus pris en compte dans les enquêtes. Il bénéficie plutôt d'une image positive dans l'opinion. De ce point de vue, il est à l'opposé de l'Islam, qui a une image plutôt négative dans les sondages. De plus en plus de Français s'en disent proches mais ne sont pas bouddhistes en termes de pratique et de croyance : 5 % en 1994 et 11 % en 1999. Frédéric Lenoir estime qu'environ 150.000 personnes sont passées dans des centres, en majorité tibétains, pour des stages de méditation, d'approfondissement. En France, il existe une centaine de centres bouddhistes tibétains. Les bouddhistes, en France, sont des populations issues du Sud-Est asiatique ou de Chine : entre 250.000 et 400.000. Les bouddhistes français seraient, au total, dans les 30.000 à 40.000.

Spiritualité ou pratique

Yves Lambert nous rappelle que, dans les enquêtes, les gens qui disent " moi, le spirituel m'intéresse, mais pas la religion " sont ceux qui, en général, ont pris leurs distances avec la religion parce qu'ils la voient comme quelque chose qui

impose des prêts à penser, des normes pré-définies, et empêche l'expression de leur liberté ; ils se forment leurs convictions de manière plus autonome. Mais il existe aussi à l'intérieur d'une religion des personnes qui ont une attitude similaire.

13 - Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL).

FILS D'ABRAHAM

Nous habitons le quartier St Paul et St Vincent de Lyon, quartier de mixité sociale avec un tiers de logements sociaux où vivent nombre de musulmans, une population dite " française de souche " et une communauté juive. En 1992, après la Guerre du Golfe, règne une certaine tension. Le curé de la paroisse catholique a l'idée de réunir des amis qu'il avait de longue date dans les trois religions " abrahamiques " : juive, chrétienne, musulmane. Nous nous sommes appelés pour cela " Fils d'Abraham ", comme de nombreux groupes en France et ailleurs qui réunissent différents croyants monothéistes. Depuis quelques mois, un groupe d'amis de religion bahaïe nous ont rejoints

Nous nous réunissons une fois par mois, entre 10 à 12 personnes. Nous essayons de maintenir un équilibre entre les différentes religions, de limiter le nombre de chrétiens. Il y a des convaincus, des " probabilistes ", certains se disent incroyants, d'autres ont "recommencé" à croire et pratiquer, quelques-uns sont très liés à leur Eglise, d'autres sont en marge, "hors-piste".

Nous voulons aussi essayer, à notre modeste échelle, de faire le lien entre nos communautés. Car nous avons constaté souvent que les croyants "hors piste" sont de bonne volonté, mais, n'appartenant pas à des communautés, ils se laissent parfois aller à des intolérances, des intégrismes, et que ceux qui sont détachés de la religion en ont souvent de vieilles images.

Sans engager nos communautés, nous parlons à titre individuel, nous abordons les questions de la coexistence des communautés religieuses, avec des aspects très pratiques comme les mariages mixtes (entre personnes de croyances différentes), les interdits alimentaires religieux. Nous disons ce que nous croyons et comment, dans notre vie quotidienne, se traduisent nos valeurs. Nous essayons de prier ensemble ou, au moins, devant les autres. Nous ne nous interdisons pas les débats politiques. A plusieurs reprises, est revenue la question du Moyen Orient, du conflit israélo-palestinien.

Le constat unanime est que la découverte d'autres religions ne conduit pas à une relativisation, à une banalisation. On redécouvre des traditions religieuses. C'est aussi un élément de communion dans le mystère de la croyance en l'au-delà.

Un membre du groupe " Fils d'Abraham "

MÉCONNAISSANCE

Si je n'ai jamais été raciste, j'étais assez viscéralement anti-musulman et vaguement anti-sémite. Cela venait de mes préjugés ancestraux. Je n'avais jamais réfléchi, mais, spontanément, le musulman me faisait peur ; le juif ne m'intéressait pas trop. Il a fallu quelques mois pour surmonter ces craintes. Mon expérience fondatrice a été celle de la prière en commun. J'étais ignorant des autres religions. Je n'avais pas un seul ami musulman ou juif. Je me flatte d'en avoir quelques uns maintenant.

Un membre du groupe " Fils d'Abraham "

FRATERNITÉ

Religion vient du verbe relier, ce qui crée un lien. On a parlé de fracture sociale, de déchirure du tissu social. Des groupes tels que le nôtre (et plus généralement ceux inspirés par des valeurs religieuses) peuvent être un exemple de retissage du tissu social. Dans notre devise républicaine, on parle de la fraternité. Nous pensons qu'on ne peut être frère sans avoir de père commun. Nous sommes des " Fils d'Abraham " et, au nom de notre Dieu commun, nous avons condamné récemment les attentats et l'intégrisme religieux. Nous sommes tous fils d'un même Père, nous sommes tous des frères.

Nous avons découvert, les uns et les autres, que nous respectons des valeurs fondamentales communes à nos trois religions : Dieu ; le groupe uni par la religion ; l'Homme. Les trois sont totalement indissociables.

Un membre du groupe " Fils d'Abraham "

Ce qui ressort des analyses, c'est le pragmatisme dans le domaine religieux, allié au probabilisme et au relativisme : ne pas avoir de certitudes. Ce qui compte, c'est ce que la religion apporte à l'épanouissement personnel et collectif, ici et maintenant. On a l'impression que l'Au-delà était un peu l'oublié des années de croissance économique. La notion de salut, au sens traditionnel d'un salut pour sauver son âme de l'enfer, de la damnation dans l'Au-delà, s'est effondrée. En 1996, dans un sondage européen sur le pluralisme religieux et moral, les protestants voulaient poser une question sur le salut. Lorsqu'on a testé le questionnaire, on s'est rendu compte que seul un tiers des gens comprenait la question : il a fallu l'abandonner.

Dans différentes études on estime que ceux qui se disent chrétiens ou musulmans, mais non pratiquants, peuvent être répartis entre deux pôles.

- Un pôle de personnes attachées à leur tradition religieuse, mais sur un mode assez distant, parce qu'elles ne sont pas suffisamment convaincues du contenu des croyances, des normes ou du rôle de la communauté. Elles marquent leur attachement à leur religion aux principales étapes de la vie.

- Un pôle où les personnes pensent que quelque chose dépasse l'homme. Le sacré représente quelque chose pour elles, mais elles ne pensent pas qu'une religion soit plus vraie qu'une autre. Elles ont la religion de leur culture, de leurs traditions, un attachement religieux flou, un besoin de ritualisation de certaines pratiques, aux grandes étapes de la vie, sans l'attachement qu'ont celles du 1er pôle à une religion ou une confession précise.

Jusqu'ici, ces personnes croyantes non pratiquantes avaient une certaine tendance à sortir de la religion : la non-pratique constituait la dernière étape avant la sortie.



> *Que va-t-il se passer maintenant ? Ces " sorties de religion " vont-elles se poursuivre ?*

> *Les replis identitaires de certaines communautés religieuses ne viennent-ils pas de la crainte de dilution des convictions religieuses dans une société qui n'est plus hostile aux religions mais tolérante ?*

> *La volonté de certains groupes religieux de s'affirmer haut et fort dans l'espace public n'est-elle pas une réaction au fait que la religion devient une affaire de plus en plus personnelle, chacun se faisant un corpus de croyances et de pratiques ?*

> *Comment les responsables religieux peuvent-ils représenter cette diversité des situations de leurs fidèles ?*

Montée des intégristes ?

Dans un article paru dans Futuribles en 2001, Yves Lambert souligne des phénomènes qui coexistent : déclin religieux et renouveau religieux, réaction conservatrice et innovation religieuse. C'est d'ailleurs une constante qu'on retrouve plus ou moins selon les époques, les pays, les individus.

Dans une autre enquête avec des questions sur la prière à l'école, la conception biblique de la création, le rôle de la religion dans la vie sociale, les notions de bien et de mal pour concevoir les lois, le respect intégral de la tradition religieuse, etc., Y.Lambert constate que la France est le pays le moins fondamentaliste¹⁴, le moins traditionaliste et le plus "séculariste" de tous les pays d'Europe. Dans toute l'Europe, les "sécularistes" y sont deux fois plus nombreux que les intégristes, si on prend les positions extrêmes : "ceux qui veulent tout"

dans le sens intégriste, "ceux qui refusent tout" dans le sens "séculariste". Ceux qu'on dit "intégristes" en moyenne sont plus âgés, appartiennent à des couches en déclin socialement (couches modestes), sont moins instruits que les autres : ils ont plutôt l'air de constituer une arrière-garde en Europe. Aux États-Unis, c'est différent : un tiers des Américains croient au créationnisme¹⁵, 37 % sont pour l'interprétation littérale de la Bible, alors qu'en Europe, ils sont 15 %.

Le fondamentalisme européen est très différent de celui que l'on observe dans les pays en voie de développement, par exemple, où ce sont plutôt les couches jeunes, d'avant-garde, les couches d'ingénieurs, des gens des nouvelles technologies, qui adoptent ce point de vue.

14 - Le fondamentalisme est un courant de pensée non critique des textes et traditions religieuses.

15 - Courant de pensée selon lequel la conception biblique de la création est scientifique. Cette conception est enseignée dans les écoles de certains États.

Ouverture de la société française

L'exception culturelle française concerne aussi la place des religions dans l'organisation sociale. Pétrie de christianisme, terre des guerres de religions, berceau des Droits de l'Homme, la société française a voulu séparer vie politique et vie religieuse. Elle est un des rares pays au monde où les religions n'ont pas de statut précis. Certains s'en félicitent, même dans les milieux religieux, d'autres le regrettent.

- Une des difficultés de notre société laïque est que la religion n'a pas droit de cité ; on manque donc de lieux pour le dialogue entre croyants. Une travailleuse sociale, qui rencontre des musulmans à longueur de journée et n'a pas le droit de parler de religion dans le cadre de son travail, disait : " on se comprend mal, parce que je sais que la religion compte beaucoup pour eux ; mais je ne peux pas parler avec eux de ce qui compte le plus. " Beaucoup de Français ont une morale purement laïque, mais bien des musulmans, en France, ont une morale religieuse liée à leurs croyances.

- La France est le seul pays européen où, dans les écoles publiques, on ne peut pas faire d'enseignement religieux, sauf dans les départements concordataires d'Alsace-Lorraine. Notons que dans la plupart des autres pays, cet enseignement religieux a glissé vers un enseignement culturel... La France est le seul pays, également, où n'existe pas de parti politique important dénommé avec quelque chose de religieux, comme démocrate-chrétien par exemple.

- Dans le dernier sondage du Monde en 2001, il y avait cette question : êtes-vous favorable à l'édification de mosquées en France lorsque les croyants musulmans le demandent ? Pour l'ensemble des Français, seulement 31 % de oui, ils étaient 33 % en 1994. Alors que 83 % de musulmans le demandent. Ce sondage montre que la majorité des musulmans voudrait simplement que leur religion soit reconnue au même titre que les autres.

- En France, il y a depuis 1905 séparation de l'Eglise et de l'État, des cultes et de l'État. L'État et les Collectivités territoriales ne peuvent pas, en fait, construire d'édifices religieux. Les édifices religieux

construits avant 1905 sont propriétés publiques, ceux construits par la suite sont propriétés privées des Eglises. Des musulmans pensent que les édifices religieux sont pour cela des édifices publics et interprètent comme de la discrimination l'absence de mosquées en France. L'État ne subventionne pas les cultes mais des activités éducatives, sociales, culturelles, qu'elles soient gérées par des religieux ou non ¹⁶.

Maintenant, on voit les choses dans le cadre d'un pluralisme ouvert où aucune religion ne prétend tout chapeauter ; en France, l'Eglise catholique ne régent plus les mœurs ni l'ordre social ; elle ne donne plus de consigne de vote politique ; elle édicte plutôt des principes et rappelle des valeurs ; si elle revendique la liberté, c'est pour toute religion ; elle participe au débat de société. En ce sens, l'Eglise catholique a une position plus ouverte sur la société.

Plusieurs éléments permettent aussi de parler d'ouverture de la société française aux questions religieuses ou spirituelles. Une mission a été confiée à Régis Debray par le ministère de l'Education Nationale sur la façon dont on pourrait promouvoir la connaissance des religions dans l'enseignement pour remplacer ce qui était fait auparavant par les familles. De récents succès de librairie montrent les préoccupations religieuses de nos contemporains : celui des traductions de la Bible, du livre de R. Debray *Dieu, un itinéraire ?*, du numéro de Futuribles sur les aspects prospectifs de l'évolution des religions épuisé dans l'année, phénomène rare pour cette revue. On peut aussi rappeler le succès de l'exposition sur le Millénaire de Dieu réalisée par le Musée dauphinois de Grenoble en 2001.

Une question a été posée dans la dernière enquête Valeurs pour savoir s'il fallait ou non s'en tenir à sa propre tradition religieuse, l'explorer, ou aussi explorer les autres. 15 % répondent explorer, même 27 % dans le cas des jeunes les plus instruits. Les grandes traditions deviennent sujets d'attention pour répondre aux questions : d'où vient-on ? où va-t-on ? On assiste au relâchement des certitudes, au réveil d'intérêt pour des sujets un peu abandonnés dans les années 1960-1970 du boom économique.

16 - Lire *Les Cahiers Millénaire* 3, n°23, sur cette thématique.



> Certains disent que le particularisme de la France s'estompe peu à peu. Est-ce vrai pour toutes les religions ?

> La situation change sans doute pour les religions les plus anciennement établies, mais le débat sur les sectes montre que la société française a une définition assez stricte de ce qu'est un " culte ". Cette attitude va-t-elle se modifier sous la pression d'autres pays d'Europe qui n'ont pas le même point de vue sur les cultes ?

> Si les pouvoirs publics font participer les cultes au débat public, pourquoi d'autres courants de pensée, religieux ou laïques, n'en seraient-ils pas partie prenante ?

> Le dialogue entre certains courants de pensée, religieux ou laïque, n'est-il pas plus facile qu'entre certains courants religieux au sein de la même religion ?

> Va-t-on vers une alliance des religions ? vers une alliance de certains courants religieux avec des courants laïques ?

Des livres

J-P. BASTIAN, Fr. CHAMPION, K. ROUSSELET, *La Globalisation du religieux*, 2001, Paris, L'Harmattan.

Roland CAMPICHE, (dir.), *Cultures jeunes et religions en Europe*, 1997, Paris, Cerf.

DENEFLÉ Sylvette, *Sociologie de la sécularisation. Être sans religion en France à la fin du XXème siècle*, 1997, Paris, L'Harmattan

Denis GIRA, Jacques SCHEUER, (dir.), *Vivre de plusieurs religions. Promesse ou illusion ?*, 2000, Paris, Éditions de l'Atelier.

Yves LAMBERT, Guy MICHELAT, (dir.), *Crépuscules des religions chez les jeunes ? Jeunes et religions en France*, 1992, Paris, L'Harmattan.

Jean-Louis SCHLEGEL, *Religions à la carte*, 1995, Paris, Hachette littérature.

"Cultes, cultures et laïcité sur l'espace commun", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 23, 23b.



Le débat reste ouvert

L'équipe d'Économie & Humanisme qui a animé ce cycle de conférences-débats voudrait souligner, en conclusion, quelques points qui peuvent alimenter les discussions et éclairer l'action à venir.

- Nous avons retenu que les institutions, politiques, religieuses, et même les médias, ne sont plus là pour encadrer les consciences ou dicter les conduites à tenir. Les individus revendiquent plus que jamais la liberté de choisir ce qui leur convient dans l'existence. Chacun est ainsi amené à s'interroger sur les valeurs qui l'animent et chaque groupe social à se rappeler les valeurs qui le fondent.

- Nous avons constaté que le débat sur les valeurs fait l'objet d'un véritable intérêt. Nous vivons, en effet, dans une période de re-fondation : le bicentenaire de la Révolution française commémore l'avènement des Droits de l'Homme, le nouveau millénaire permet de dresser des bilans, le cinquantenaire des grandes institutions et intuitions d'après-guerre nous rappelle les bases de reconstruction de nos sociétés, la crise politique de 2002 en France donne l'occasion à chaque citoyen d'affirmer des choix de société.

- Nous avons été surpris d'apprendre que les jeunes, dans leur grande majorité, ne sont plus en rupture avec leurs aînés, qu'ils sont plutôt en accord sur la famille, l'autorité, le respect des opinions. Ce qui nous inquiète, c'est qu'une minorité d'entre eux se trouve marginalisée du fait de la crise économique. La question nous est posée : comment les garder attachés au reste de la société ? Comment promouvoir auprès des jeunes le sentiment qu'il y a pour nous une chance et non un problème ?

- Nous avons constaté que les valeurs religieuses s'inscrivent dans le mouvement d'individualisation lié à la modernité. Au-delà des contentieux historiques, les dimensions religieuses du vivre ensemble ne doivent pas être refoulées, mais apparaître dans le débat public sur le mode de l'inter-connaissance et du respect réciproque.

- Nous avons relevé que l'approche par les valeurs dominantes de la société a beaucoup intéressé – elle permet de sortir du subjectivisme ainsi que d'un discours général sans appuis – mais elle a aussi provoqué des interrogations. Savoir quelles sont les valeurs dominantes d'une société à laquelle on appartient éclaire la conscience de chacun, mais ne lui dicte en aucune manière un comportement. Ce qui apparaît déterminé au niveau collectif n'est nullement déterminant au niveau personnel. Il y a tout le jeu de la conscience et de la liberté. Si tel n'était pas le cas, la société serait pure reproduction et rien de neuf ne pourrait advenir.

- Nous avons vérifié la justesse des données des enquêtes, dont les sociologues nous ont rendu compte, avec les résultats aux élections présidentielles de mai 2002. Certes, la population française a souvent été partagée sur les valeurs qui fondent son accord à vivre ensemble. Il y a rarement eu unanimité au sein de la société française. Lorsque le partage des opinions est à peu près égal, le débat demeure possible et même fécond. Lorsqu'une partie de la société devient minoritaire, le combat risque de tenir lieu de débat avec rejet par les uns et revanche par les autres. Comment allons-nous continuer de vivre ensemble ?

- Aussi sommes-nous convaincus que le débat sur les valeurs ne saurait être clos. Il accompagne nos démarches aujourd'hui, où les grandes idéologies et institutions ne donnent plus sens à notre histoire, où une scission se révèle entre des systèmes de valeurs au sein de nos sociétés. Les valeurs n'ayant plus d'évidence sociale, il vaut mieux, aujourd'hui plus que jamais, qu'elles soient réfléchies plutôt qu'improvisées, argumentées plutôt que ressenties, affirmées plutôt que tues, discutées plutôt qu'imposées.

C'était l'objet du cycle de conférences-débats que nous avons organisé et de ce Cahier qui y fait suite. Nous souhaiterions que se poursuive chez vous lecteurs, dans les groupes auxquels vous appartenez, ce débat sur les valeurs qui fondent notre vie commune.

Pour sa part, l'association Economie & Humanisme se reconnaît une responsabilité dans l'instauration d'une discussion ouverte, mais sa mission ne s'arrête pas là : en s'appuyant sur sa tradition humaniste et les valeurs qui sont les siennes, elle en appelle à la responsabilité active de chacun face au devenir de tous.

Economie & Humanisme